

POINTS DE REPÈRES

Peurs, colère, défiance Et après ?



UNE RECHERCHE PARTICIPATIVE DES ÉQUIPES POPULAIRES (2019-2023)

Coordination de la recherche et rédaction finale : Laurence Delperdange et Guillaume Lohest

Peurs, colère, défiance.

Et après ?

Une recherche participative des Équipes Populaires
(2019 - 2023)

Coordination de la recherche et rédaction finale :
Laurence Delperdange et Guillaume Lohest

Avec le soutien de :



Éditeur responsable : Guillaume Lohest, rue du Lombard, 8/2 - 5000 Namur

Mise en page : Magali Lequeux

Achevé d'imprimer en décembre 2023 - Dépôt légal D/2023/5622/1

Merci à toutes et tous !

Cette recherche est le fruit d'un long travail collectif, dans lequel de nombreuses personnes se sont impliquées.

Avant toute chose, les quelque 200 répondants au questionnaire initial, ainsi que les 80 participants aux focus-groupes organisés dans les régionales du mouvement. Merci à chacune et à chacun d'entre eux.

Les militantes et militants des *Équipes Populaires* ont par ailleurs été amenés à débattre, à questionner le processus en cours et les constats intermédiaires lors de nos réunions du « comité communautaire », journées d'étude ou colloques organisés sur le sujet tout le long du cheminement.

Thomas Duerinckx, militant de l'équipe régionale de Namur, a abattu un travail colossal de retranscription intégrale des échanges tenus en focus-groupes. Cela représente entre 150 et 200 pages. Qu'il soit ici vivement remercié pour cette tâche fondamentale qui a permis d'enraciner la recherche dans la (re)lecture permanente de ces échanges. Brigitte Monnoye a également collaboré à cette retranscription.

Le traitement des questionnaires a été réalisé par Isabelle Lambert et Jonathan Malaise.

Merci à Jean Blairon, qui nous a reçus le 12 septembre 2019 pour nous conseiller sur la méthodologie d'une recherche participative.

Au sein du comité de pilotage de la recherche, nous remercions tout particulièrement les bénévoles qui ont accompagné le processus : Élisabeth Beague, Georges Huybrechts, Edmond Thibaut-Buffart, Louis Janssen. Merci également aux permanents qui ont participé à ce cheminement pour l'éclairer de leurs regards sur la vie locale de notre mouvement : Charlotte Renouprez, Françoise Caudron et Alberto Granados.

Enfin, le document que vous tenez entre les mains n'est qu'un aperçu imparfait de toutes les réflexions suscitées par cette dynamique. La première partie, qui en constitue le noyau, est le fruit d'écritures-lectures-réécritures-relectures, en partie collectives. La 2^e partie, avec toutes les recherches qu'elle a impliquées, est le fruit du travail passionné de Laurence Delperdange, qui a également rédigé l'introduction. La conclusion est de Guillaume Lohest.

Table

INTRODUCTION	9
---------------------	---

PARTIE I :

« Aujourd'hui, qu'est-ce qui m'inquiète vraiment très fort dans la société ? »	19
--	----

1. Contexte général de la recherche aux Équipes Populaires	21
2. Composer avec la peur	25
3. Une question centrale... adressée à qui et comment ?	31
4. Un sentiment général d'inquiétude	37
« Qu'est-ce qui vous inquiète vraiment très fort aujourd'hui ? » - La question ouverte	39
5. Climat, pollutions, ressources, biodiversité : les préoccupations écologiques	43
6. Manque de travail et d'emploi. Comment gagner sa vie à l'avenir ?	49
7. La démocratie menacée : extrême droite et populisme	53
8. Un contexte de défiance institutionnelle et de division	57
9. Un moment de bascule ?	67

PARTIE II :

Exploration d'apports théoriques	71
----------------------------------	----

Préambule	73
------------------	----

1. Climat et justice sociale	83
a/ État des lieux : une catastrophe absolue	84
b/ La classe politique paralysée ?	86
c/ Du côté des syndicats	89
d/ Et dans le monde ?	92
e/ Idées pour de nouvelles fondations (Bookchin, Ariès, Hopkins)	94
f/ Le climat : une question transversale	96
g/ Plutôt que droit dans le mur : la bifurcation (Hamant, Servigne)	97
h/ La sobriété	100
i/ Le rôle des médias	101

2. Modèle économique	103
a/ Un gradient social des crises écologiques (É. Laurent)	104
b/ Revoir les dogmes économiques	107
c/ Aller chercher la richesse où elle se trouve : endettement, capital, machines et numérisation (Jorion, Dupret)	111
d/ L'économie collaborative et la révolution numérique : drame pour l'emploi ?	116
e/ Des raisons d'espérer ? Saisir la nouvelle « consistance » du monde	119
f/ Perte de sens, rapport au temps et participation (L. Blésin)	122
Transition vers le prochain chapitre	125
3. Démocratie, complotisme et confiance dans les institutions	127
a/ La fatigue démocratique	127
b/ Des nouveaux cahiers de doléances : la description du monde dont on vit	129
c/ Le « pouvoir du peuple » et la souveraineté ont-ils été détournés ?	130
d/ Vers une planification démocratique ?	132
e/ L'aspiration à un « pouvoir fort »	133
f/ Le repli dans les tribus et les mécanismes complotistes	134
4. «Où veut-on aller? : vers un nouveau récit	137
CONCLUSION	141
1. Être là où l'on peut bifurquer	147
2. Inventer une écologie populaire	151
Bibliographie	159
Annexes	167
<i>Annexe 1</i>	169
<i>Annexe 2</i>	173

Peurs, colère, défiance. Et après ?

INTRODUCTION

Peurs, colère, défiance. Et après ?

Le 24 mars 2018, la journée d'étude annuelle des *Équipes Populaires* était consacrée à la vaste enquête du sociologue Benoît Scheuer **Noir-Jaune-Blues** réalisée en 2017, en collaboration avec le journal *Le Soir*. Cette enquête dressait le constat d'une société belge profondément divisée et traversée par une défiance envers le monde politique, les institutions, les médias. La montée des populismes, la morosité du contexte économique, les sombres perspectives environnementales et climatiques étaient au cœur des préoccupations des personnes interrogées. Les réponses des citoyens aux questions posées permettaient de répartir la population en quatre catégories plus ou moins égales en nombre, en fonction de la manière dont elles se situaient face au contexte : les Traditionalistes représentant 25%, les Ambivalents (24%), les Abandonnés (26%) et les Renaissants (25%)¹.

Comment, à partir de ces ressentis face à une même situation, faire basculer le cours de l'histoire en inventant une autre trajectoire, un autre "récit", ce mot de plus en plus présent dans le vocabulaire des penseurs d'aujourd'hui ? Car, c'est bien de cela qu'il s'agit : **emprunter de nouvelles voies pour écrire une histoire humaine différente**, en ravivant des valeurs perdues qui avaient fait le ciment de notre société, en imaginant d'autres manières plus « humaines » de faire société aujourd'hui, en créant de nouvelles alliances, en inventant d'autres voies que celle du capitalisme, puisqu'il semble acquis aujourd'hui que ce système a été à la source de la dégradation de l'environnement, de la perte de la biodiversité, de l'approfondissement des inégalités et des catastrophes présentes et à venir.

Être « Nous »

Agir est urgent tant les menaces sont grandes. Et les dérives possibles inquiétantes. Parmi celles-ci, une polarisation grandissante des extrêmes, l'émergence de leaders populistes, véritables dangers pour nos démocraties ; ce que confirme l'actualité. Comme le suggère Tristan Garcia dans son ouvrage *Nous*²,

1. Voir Benoît Scheuer, *Noir-Jaune-Blues et après ? voyage dans un archipel*, RTBF, Opinions, 01/06/18. Voir aussi *Enquête Noir-Jaune-Blues : la société belge dans tous ses états*, Contrastes n° 186, Mai-Juin 2018.

2. Tristan Garcia, *Nous*, Le livre de Poche, Grasset et Fasquelle, 2016, p. 259.

ne faudrait-il pas prendre pour point de départ la question : « *Qu'avons-nous en commun qui pourrait redevenir plus fort que nos particularités, sans les effacer pour autant ?* » Plutôt que de s'enfoncer encore dans un dangereux repli identitaire, n'aurions-nous pas tous intérêt - il en va de la survie de notre espèce même - à chercher ce qui fait sens commun, les valeurs qui nous rassemblent, qui donnent du souffle à l'existence plutôt que de s'aligner derrière le pouvoir de l'argent qui conditionne toute notre société et nous rend inégaux face aux aléas de la vie ?

Dans un récent article, Gérald Papy, rédacteur en chef du *Vif/L'Express*³, cite le rapport 2022 d'un institut de recherche indépendant suédois (V-Dem – Varieties of democracy), qui évalue la santé de la démocratie dans le monde. Selon ce rapport, seuls 34 États de la planète peuvent être qualifiés de « démocraties libérales ». C'est le nombre le plus bas depuis 1995. Ce recul des états démocratiques s'observe essentiellement dans « *la région Asie-Pacifique, en Asie centrale, et en Europe de l'Est...* ». Ce qui se passe en Chine, en Russie, en Iran, en Birmanie aujourd'hui, ainsi que dans certains pays africains confirme cette tendance. La société américaine est apparue très divisée également lors de la présidence de Donald Trump, des citoyens prenant d'assaut le Capitole, alors que c'est le « Nous » qui ouvre la Constitution américaine : « *We the People* » et la devise « *De plusieurs, Un* ». Ce contexte a de quoi donner raison aux citoyens qui redoutent de voir nos sociétés plonger dans le chaos.

Rétroactes

Cette journée d'étude de mars 2018 fut le déclencheur d'une large réflexion au sein de notre mouvement. Une recherche participative a été initiée associant militant·e·s et participant·e·s aux activités des régionales des *Équipes Populaires*, à chaque étape de son élaboration et de son avancement. Elle allait se clôturer, le 24 mars 2022 presque quatre ans jour pour jour après cette journée de mars 2018, par le colloque « *Peurs, colère, défiance, et après*⁴ » ?

3. Gérald Papy, *Brésil, États-Unis... : pourquoi la démocratie est-elle si malmenée ?* Le Vif, 12/01/2023.

4. Voir La Fourmilière, mars-avril 2022, p. 16 à 18. Les interventions sont à réécouter dans leur intégralité sur le site www.equipespopulaires.be

Plusieurs étapes ont jalonné ce processus au sein de notre mouvement. La première étape consistait à recueillir, à partir d'un questionnaire (voir annexe) les ressentis de celles et ceux qui participent à notre mouvement, y initient des projets, y mènent des actions.

Entre mai et octobre 2019, le questionnaire a donc été distribué aux personnes participant à nos différents groupes et projets. Deux cents personnes y ont répondu⁵. Les réponses récoltées ont ensuite fait l'objet - entre novembre 2019 et mars 2020 - de moments d'échanges en région : les 'focus-groupes'. Ils ont été organisés à Verviers, Bastogne, Bruxelles, Mouscron, Cibly, Nivelles, Liège, Charleroi... Bref, aux quatre coins de la Wallonie et de Bruxelles, au sein des régionales des *Équipes Populaires*. Tous ces focus-groupes s'articulaient autour de la question centrale : « *Aujourd'hui, qu'est-ce qui m'inquiète vraiment très fort dans la société ? Au sein des publics populaires dont nous faisons partie, pouvons-nous identifier des grandes peurs sociétales qui structurent/transforment/compliquent le rapport au politique et à la démocratie ?* »

Les rencontres démarraient avec trois questions :

- *Qu'est-ce qui vous inquiète dans la société ? Pourquoi ? Est-ce une situation nouvelle ?*
- *Pensez à votre avenir, à celui de vos enfants (petits-enfants) : qu'est-ce qui vous préoccupe ? Pourquoi ? Qu'est-ce qui pourrait vous rassurer ?*
- *Quelles sont les causes de ces problèmes ?*

C'était avant le débarquement du Covid dans nos vies, les inondations dramatiques de juillet 2021, avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, avant l'explosion des prix de l'énergie, l'inflation galopante et son impact sur le budget des ménages. Au terme de ces rencontres : vingt heures d'échanges enregistrés et environ 150 pages de retranscription qui mettent en lumière la diversité au sein des groupes des *Équipes Populaires* ; aussi bien en termes de lieux de vie, de niveaux d'études, d'appartenance politique et autres.

5. La Fourmilière, *Équipes Populaires*, juillet-août 2019, p. 14 et 15.

« J'ai l'impression que nous arrivons à la fin d'un cycle comme il y en a eu beaucoup, par rapport à l'évolution de notre société. L'impression que l'histoire se répète », résumait ce militant de Verviers au terme d'un focus-groupe.

« Moi je trouve qu'il y a un désengagement généralisé et je trouve que les gens sont davantage consternés que concernés. On s'en tient à faire un constat, mais de là à bouger, à se mettre en marche, à essayer de faire avancer les choses, c'est plus compliqué », déplorait une autre...

La moitié des personnes qui ont répondu à notre questionnaire se déclaraient, et cela n'a rien d'étonnant, d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « Je suis pessimiste face à l'évolution de la société dans laquelle je vis ».

Ces constats, partagés sans doute par beaucoup de citoyens un peu partout sur la planète, montrent bien l'état d'esprit, d'émotions, de confusion dans lequel nous nous trouvons tous mais aussi la **volonté de ne pas sombrer dans l'immobilisme**, de sortir de la torpeur pour cheminer vers mieux. Concernés plutôt que consternés... Mais **comment ré-agir** ? Telle est bien la question à laquelle nous tenterons de répondre dans ce document, avec l'aide de pistes que proposent des penseurs d'aujourd'hui : Bruno Latour, Aurélien Barrau, Pierre Rosanvallon, Cynthia Fleury, Eva Illouz, Paul Jorion, Boris Cyrulnik, Rob Hopkins, Baptiste Morizot, Cyril Dion, Pablo Servigne et d'autres qui apportent une lecture nouvelle du contexte actuel.

Nous déclinerons, au fil des pages qui vont suivre, des extraits de ces échanges en focus-groupes. Ils ancreront dans le réel les analyses des chercheurs, sociologues, politologues, économistes, philosophes qui proposent des pistes pour tracer un avenir plus vivable, une planète plus habitable.

Tout ce processus a permis de renvoyer à chacun·e un miroir de son implication, de sa vision, de son engagement, de ses questionnements, de ses inquiétudes partagées par d'autres. Que l'on soit militant·e, participant·e à un groupe ou à un projet, travailleur·euse, notre vision du monde est réinterrogée par ces discussions.

Un comité de pilotage rassemblant travailleur·euse·s des *Équipes Populaires* et militant·e·s a accompagné et guidé les différentes étapes menant à la rédaction du présent document. Il s'est rassemblé à plusieurs reprises de manière à orienter la démarche en veillant toujours à associer un maximum de citoyens à la réflexion.

Processus de la recherche participative :

La participation collective à cette recherche s'est déclinée de plusieurs manières :

- Un **comité de pilotage**, composé de 4 militant-e-s et de 4 permanent-e-s du mouvement, s'est réuni à plusieurs étapes-clés du processus :

21 novembre 2019 :

élaboration des étapes de la recherche, du cadre des focus-groupes
et du traitement des résultats du questionnaire

11 septembre 2020, journée entière de travail :

discussions et validation d'une synthèse des focus-groupes

22 janvier 2021 (en visio) :

préparation et validation d'une présentation destinée au comité communautaire

5 octobre 2022 :

échanges pour baliser la rédaction de la seconde partie

- Un **questionnaire-enquête (Cf. annexe 1)**, sous forme papier, a tourné parmi nos publics entre mai et octobre 2019 : 200 personnes y ont répondu.

- Huit focus-groupes ont été organisés dans nos différentes régionales entre novembre 2019 et mars 2020. La trame de ces échanges (**Cf. annexe 2**) était commune. Tous ces focus-groupes ont fait l'objet de retranscriptions intégrales anonymisées (150 pages environ au total), dont des extraits ont été repris dans les pages de cette recherche.

11 décembre 2019 à Bastogne

14 janvier 2020 à Mons

22 janvier 2020 à Nivelles

29 janvier 2020 à Mouscron

6 février 2020 à Liège

13 février 2020 à Bruxelles

10 mars 2020 à Charleroi

12 mars 2020 à Verviers

- Le « **Comité communautaire** », l'instance qui réunit les militant·e·s de nos équipes régionales, a tenu plusieurs échanges dans le cours de la recherche (4 mai 2019, 23 janvier 2021)
- Notre bulletin de liaison, **La Fourmière**, a mis à disposition de tous les membres des *Équipes Populaires* plusieurs synthèses des constats retenus, sous forme d'un petit feuillet, thématique par thématique (5 articles échelonnés sur une année), et ce afin de faire vivre les réflexions collectives et d'alimenter les moments d'échanges.
- Une **journée d'étude** (un peu particulière car en contexte Covid) a permis aux participant·e·s qui le souhaitaient de discuter des résultats du questionnaire et des retours des focus-groupes. (27 mars 2021 : « Même pas peur ? » - Journée de réflexion commune des *Équipes Populaires* autour des grandes peurs de société actuelles)
- Enfin, lors d'un **colloque** ouvert à un plus large public, nous avons invité des intervenants extérieurs à confronter leur vision aux résultats de notre enquête et aux retours des focus-groupes (24 mars 2022 : « Peurs, colères, défiance : et après ? » organisé à l'Arsenal à Namur).

Peurs, colère, défiance. Et après ?

PARTIE I

« Aujourd'hui, qu'est-ce qui m'inquiète vraiment très fort dans la société ? »

Peurs, colère, défiance. Et après ?

Contexte général de la recherche aux Équipes Populaires

Aux *Équipes Populaires*, nos missions s'inscrivent dans six thématiques qui représentent de grands enjeux d'aujourd'hui. Notre questionnaire englobait celles-ci et il est essentiel de baliser les actions de terrain autour de ces thématiques d'action, réactualisées récemment pour coller encore davantage aux enjeux d'aujourd'hui :

- 1.** Se nourrir et consommer au quotidien (les courses, la consommation quotidienne, les alternatives, le « faire soi-même », la protection des consommateurs) ;
- 2.** Participer à la vie démocratique (veille politique locale, analyse des médias, critique des populismes et de la technocratie, implication démocratique) ;
- 3.** Vivre ensemble (lutte contre les préjugés et les discriminations, accueil des réfugiés, initiatives de quartier...) ;
- 4.** Accéder à ses droits sociaux (protection sociale et services publics, accès aux droits, justice fiscale, mécanismes de redistribution...) ;
- 5.** Habiter (logement et énergie : accès au logement, logements vides, loyers abusifs, accès à l'énergie, politiques logement et énergie...) ;
- 6.** Maîtriser le numérique (fracture numérique, inclusion numérique, pouvoir des GAFA, HD, ateliers critiques...).

La présente recherche permettra de mieux envisager comment mettre en œuvre des actions autour de ces thématiques, en partant des réalités de terrain et des problématiques jugées essentielles et préoccupantes.

Cette recherche a mis le focus sur ce qui, d'une part, représente un atout pour notre mouvement dans la manière d'appréhender et « d'affronter » l'avenir et d'autre part, sur

ce qui pourrait nous déforer, ce contre quoi lutter. Par exemple, la méfiance envers les institutions pourrait-elle se conjuguer avec une méfiance envers une association telle que la nôtre, issue des luttes ouvrières d'hier ? Lors de certaines rencontres, il est apparu que des citoyen·ne·s actif·ive·s dans des groupes autour d'enjeux environnementaux, soucieux de mettre en place des modèles alternatifs, manifestent leur souci de ne pas se situer sur un terrain jugé plus politique. Certain·e·s refusent toute forme « d'embrigadement » et ne souhaitent donc pas s'affilier à une association.

Nous avons toutes et tous des craintes qui se sont renforcées au cours de ces dernières années. Par ailleurs, nous percevons assez intuitivement d'où viennent les menaces et elles sont multiples. Nous sommes conscient·e·s qu'il faut plus que jamais s'engager pour éviter un basculement vers des politiques mangeuses de droits et d'égalité. **Les peurs sont bien présentes mais agir ensemble pour faire reculer ce qui menace nos démocraties et l'avenir de la planète est sans doute la seule voie possible.**

Il faut, pour envisager cette « stratégie », se demander si notre mouvement permet à celles et ceux qui le composent, de se positionner différemment face aux peurs. Cette volonté de se situer en tant qu'acteur de changement, en développant esprit critique et connaissance du contexte, suffit-elle à relever les nombreux défis actuels si on ne l'accompagne pas de méthodes et de moyens d'agir collectivement ? Sachant aussi que des mouvements citoyens naissent un peu partout autour de différents enjeux (Gilets jaunes, Jeunes pour le climat, plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés) et que ceux-ci sont profondément engagés dans l'action et la revendication. **Comment être « avec » tout en affichant une spécificité ?**

Le 23 janvier 2021, une synthèse des résultats de la recherche a été présentée au Comité Communautaire des *Équipes Populaires* - les représentants régionaux - pour être amendée et présentée ensuite aux militant·e·s des régionales lors d'une journée d'étude, le 27 mars.

Il ressortait de ces échanges, en pleine pandémie, une question centrale issue de cette période de confinement : **« Comment déjouer les pièges d'un détricotage du**

lien social et des méfiances grandissantes » ? « Si la méfiance devient pathologique, elle nous empêche d'agir », soulignait un militant lors de cette journée d'étude que nous avons organisée derrière nos écrans, en petits groupes (de trois personnes maximum) ... « La méfiance s'insinue même entre les équipiers ; on se demande : sera-t-on de mon avis ? »... Et plus loin, plus optimiste : « Se rendre compte que nous avons des peurs communes peut nous fédérer et nous rassembler. La peur peut paralyser, la colère peut booster. »

Une militante soulignait que la crise sanitaire avait amplifié les peurs mises à jour dans l'enquête tout en plaçant d'autres inquiétudes au second plan¹. Le domaine de la santé représentait alors, durant la crise Covid, la préoccupation première avec des questions autour de la gestion de la pandémie par le gouvernement, la mise en lumière des difficultés d'un secteur de la santé malmené depuis des années : manque de personnel soignant pour faire face à un tel afflux de patients dans un état grave, manque de moyens matériels (masques...). Les militant-e-s présent-e-s soulignaient l'importance des liens sociaux et la difficulté de les maintenir en période de confinement. Repli sur soi et individualisme étaient réinterrogés. Quant à la méfiance envers le monde politique, accentuée par l'adoption de mesures non discutées au sein du parlement, elle s'adressait aussi au monde scientifique et aux médias.

L'Europe était aussi au centre des questionnements, les États affichant des difficultés à s'accorder en matière de mesures anti-covid. Des militants se sentaient alors « sous surveillance », redoutant certaines dérives en matière de protection de la vie privée.

Autre crainte pointée lors de cette journée d'étude : celle de voir les citoyens agissant le plus souvent en « corporation », incapables de « faire front » pour défendre des intérêts communs... « Ce qui nous divise est plus fort que ce qui nous rassemble », constatait une militante. « Nous allons vers davantage d'individualisme plutôt que vers de la solidarité. Or, on est sur le même bateau, dans la même "galère". »

1. Voir La Fourmilière, mars-avril 2021, p. 13 et 14.

Une autre source d'inquiétude, s'ajoutant à celles pointées dans notre enquête : comment l'État allait-il rembourser la dette creusée par la pandémie² ? L'argent allait-il être prélevé dans la poche des citoyens au risque de voir s'accroître encore les inégalités ? « *Comment se fait-il qu'on trouve des milliards alors que depuis des années, on nous dit qu'il manque des moyens dans le secteur de la santé, de la sécurité sociale ?* » se demande une **militante de Liège**.

« *Nous avons l'impression que cette crise sanitaire permet de détourner le regard des citoyens pour faire passer des choses en stoemeling... Par exemple la 5G, le débarquement d'Ali Baba à l'aéroport de Liège...* »

La crise énergétique qui a suivi, après l'invasion russe en Ukraine, n'a fait qu'accentuer ces inquiétudes auxquelles s'ajoutait aussi la crainte de perdre son emploi (des secteurs entiers de l'économie étant confrontés à l'explosion du coût des matières premières et des factures énergétiques).

Certains évoquent des pistes : « *Il faudrait créer de nouvelles entreprises en Europe pour éviter d'aller s'approvisionner en Chine ou ailleurs.* »

Une note d'optimisme malgré tout : « *Notre démocratie représentative est lacunaire mais tout n'est pas négatif ; nous avons encore des libertés, à nous de les sauvegarder et de les renforcer.* »

2. Voir Contrastes n° 205, *Qui va payer la dette ?*, interview de Paul Jorion, Équipes Populaires, juillet- août 2021, p. 14 à 16.

Composer avec la peur

Avant de passer en revue les résultats de l'enquête menée auprès des militants des neuf régionales de notre mouvement, il nous a paru utile de préciser ce que l'on entend, communément, par « peur », cette émotion « inscrite dans tous les êtres vivants ». S'il est établi qu'elle surgit dans certaines situations chez la plupart d'entre nous - sauf, dit-on, chez le chevalier Bayard sans peur et sans reproche, archétype du chevalier de la Renaissance - et que notre cerveau reptilien a engrangé depuis des millénaires, des informations nous permettant d'éviter certains risques, la peur n'en est pas moins à géométrie variable. La manière de se situer face à cette émotion qui submerge varie en effet de l'un à l'autre.

Par exemple, interrogée début 2022, la journaliste Maryse Burgot, déclarait à propos de sa mission de reporter de guerre en Ukraine : « *Globalement, je crois pouvoir dire que je n'ai pas peur sauf dans des petits moments de tension. Je pars toujours confiante, je vois toujours le verre à moitié plein.* » Voilà qui tend peut-être à prouver que se sentir investi d'une mission peut diminuer le sentiment de peur. Ici le danger est bien réel, imminent et, même dans ces situations réellement « à haut risque », nous ne sommes pas égaux dans la capacité à affronter le pire. On le sait aussi, beaucoup peuvent se révéler héroïques lorsque la nécessité oblige à adopter des comportements inédits. Michel Scott, reporter lui aussi, expliquait dans *Télérama* : « *La peur n'est pas un terme que j'emploie. C'est plutôt une pression mentale. Le matin, vous ne savez pas si vous serez là l'après-midi... Ce n'est pas de la peur car la peur est paralysante, c'est une usure mentale rapide.* »

C'est peut-être de cela dont il s'agit aujourd'hui, dans une moindre mesure bien sûr, pour la plupart d'entre nous. Une usure mentale. Mais lente, une sorte de qui-vive dont on peut s'extraire en échangeant avec d'autres sur tout ce qui nous préoccupe. Prévoir, anticiper sont aussi des manières de réduire les inquiétudes, de faire reculer les menaces... Mais, comme le soulignait le 23 mars 2022, Sébastien Brunet de

l'IWEPS (Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique), lors de son intervention lors de l'événement **Ce qui nous arrive** qui rassemblait de nombreux acteurs sociaux : « *les gouvernements manquent totalement de vision à long terme... On est face à une inertie totale dans la prise de position politique. Ce qu'on peut produire n'amène pas de réflexion prospective.* » Propos assez accablants envers nos décideurs politiques... Et triste constat d'une situation qui ne peut qu'accélérer le mouvement vers la catastrophe. « *Il faudrait du long terme* », insistait le chercheur déplorant lui aussi que le collectif est mis à mal depuis des décennies ; en appelant à reconstruire un NOUS tout en constatant que nos démocraties ne répondent pas à cet enjeu. « *Il faut prendre le temps du long terme et trouver des modalités d'actions qui vont préserver le futur.* » C'est comme si des mondes parallèles existaient dans notre société ; les uns ignorant les réalités quotidiennes de la plupart des autres. C'est ce qu'identifiaient également les Pinçon-Charlot, ce couple de sociologues qui, pour mener une recherche au CNRS, s'étaient immergés dans les cercles des « riches »³.

Delphine Masset est philosophe et sociologue. Elle était l'une de nos invités au colloque du 24 mars 2022 « *Peurs, colère, défiance. Et après ?* » N'ayant pu être présente ce matin-là, elle nous avait fait parvenir une vidéo dans laquelle elle envisageait la manière dont la peur pourrait être mobilisatrice pour éviter les catastrophes environnementales, qui depuis longtemps déjà font partie des inquiétudes portées par l'écologie. « *Il faut, remarquait-elle alors, s'inquiéter aussi de l'effet politique lié à l'amenuisement des ressources. Les réactions face aux carences possibles en matière énergétique risquent de faire le lit des extrêmes. Social et environnemental sont imbriqués. Face à ces menaces, on peut ressentir un grand sentiment d'impuissance lié à un sentiment d'inefficacité* » disait-elle. Comment alors avoir une emprise sur le réel, seule manière de réduire le sentiment de peur ? Selon la sociologue, le sentiment d'appartenance a un grand rôle à jouer. Plus on est reliés les uns aux autres face à un constat, plus le sentiment d'efficacité sera présent. Ainsi, être dans le déni ou plutôt dans la volonté d'agir est un indicateur de la manière dont on se situe socialement. Certain-e-s se sentiront davantage dépassé-e-s, paralysé-e-s subissant de plein fouet les effets des dégradations de l'environnement,

3. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *La violence des riches. Chronique d'une immense casse sociale*, coll. Zones, La Découverte, 2013.

leur impact sur leur quotidien (difficulté de se chauffer, problèmes respiratoires liés à la pollution...). « *Avoir froid est une sensation physique et il est essentiel de pouvoir exprimer ces émotions pour ensuite passer à l'action. Le sentiment d'appartenance, s'il s'élargit à la société tout entière (le sentiment de cohésion sociale), et le besoin de réciprocité sont mobilisateurs.* » Proposer à tous les citoyens, quel que soit leur niveau de revenu, de faire un même écogeste peut être vécu de manière très diverse en fonction de ses conditions sociales. De même que vivre le confinement dans une vaste maison avec jardin ou dans un petit appartement est très différent. L'idée de l'universalisme s'effondre. « *Il faut donc penser les mesures à prendre de manière à recréer une cohésion sociale misant sur une réelle réciprocité.* » « *Ne faudrait-il pas réparer avant d'instaurer une cohésion sociale ?* », interroge Delphine Masset. **Au cœur de cette question : l'équité à prendre en compte lorsqu'il s'agit d'amener des stratégies mobilisatrices.**

Le sociologue Edgar Morin, dans un entretien avec Bernard Paillard, qui fut directeur au CNRS⁴ constate que « *nous sommes condamnés à apprendre à vivre avec l'incertitude.* » Et à propos de la peur : « *La peur est un concept flou et nous avons la capacité d'y réagir de multiples façons, disposant de tout un stock "d'anti-peurs" ».*

Parmi ces anti-peurs : l'apprentissage du courage par la volonté. « *L'humain connaît une peur indéterminée qui n'est pas liée à un danger immédiat. Cet état imprécis, suggère le sociologue, peut engendrer, comme réaction, la recherche de boucs émissaires à sacrifier pour exorciser les craintes.* » Il évoque les sacrifices faits aux dieux. « *Un autre remède, poursuit-il, consiste à se raccrocher à l'identité, à un passé que l'on croyait définitivement dépassé.* »

« *La convivialité, la solidarité sont aussi des remèdes à ces angoisses. Les périodes de grands troubles génèrent la générosité, le dévouement, la participation à la collectivité et finalement, l'amour. Quand il y a des rassemblements, ils ne sont pas de peur mais de protestation et de colère* », ajoute-t-il. C'est la peur non maîtrisée qui entraînerait la panique. « *Nous vivons une époque où l'on devrait avoir peur. Or, les peurs, sauf*

4. Edgar Morin, *Les anti-peurs*, entretien avec Bernard Paillard, in « Communications, 57, 1993.

exceptions liées à des événements catastrophiques, ne prennent pas une allure paroxystique. » Et plus loin, parlant de la science (et cela bien avant la pandémie) : « *Le monde des virus nous renvoie au statut propre de l'aventure humaine. À l'ère technologique, qui pensait avoir sur-humanisé ou sur-naturalisé l'homme, il nous faut accepter une condition humaine pleine d'incertitudes, même au niveau biologique.* »

« *Qu'en est-il de notre aptitude à affronter l'aventure inconnue ?* », s'interroge le sociologue. « *Je crois qu'on peut l'affronter à condition d'être relié à autrui, à la collectivité humanisée par un lien religieux, au sens étymologique du terme, c'est-à-dire quelque chose qui crée une forte participation, soit à autrui, soit à une communauté. On peut se passer de certitude à condition de gagner en solidarité.* » La conscience écologique a mis en lumière la communauté de destin de l'humanité sur la terre. Si le monde rural a toujours vécu dans l'aléa : celui de la récolte, de l'inondation, de la sécheresse, de la famine... aujourd'hui, on demande de plus en plus à la société de corriger les aléas naturels. « *Vivre dans l'aléa, c'est ne plus en avoir peur, c'est réagir de façon ad hoc, sauf cas particuliers. Perdre le sens de l'aléa, c'est être désarmé.* » Edgar Morin concluait l'entretien par ce constat : « *Dans la période actuelle, la peur en tant que peur demeure inhibée et contrôlée.* » Trente ans après, cette analyse est toujours d'actualité, même si nous avons récupéré de façon brutale, le sens de l'aléa. Mais, en sommes-nous pour autant moins désarmés ? Les difficultés d'anticiper pour prévenir les catastrophes n'ont pas de quoi rassurer...

L'anthropologue et sociologue Eva Illouz apporte un regard original en étudiant nos sociétés sous le prisme de nos émotions⁵. Celles-ci sont la base de nos interactions. Elles sont présentes en toutes situations et expriment la situation sociale selon les époques, le statut des personnes... Parmi ces émotions, la peur. « *La politique consiste à donner un nom à ce qui ne va pas et raconter une histoire pour expliquer pourquoi cela ne va pas. Et c'est promettre qu'on va résoudre les choses d'une certaine façon.* » Eva Illouz donne l'exemple de la migration. Des politiques vont raconter l'histoire suivante : les migrants sont à nos portes, ils vont être de plus en plus nombreux et nous remplacer. Cela va faire naître des inquiétudes au sein de la

5. Eva Illouz, à propos de son livre *Les émotions contre la démocratie*, C Politique, France 5, le 04/12/2022 et Sophie Bernard, *Le populisme, une certaine vision du monde*, interview d'Eva Illouz, Le Monde, 25/11/2022.

population, susciter une émotion : la peur. « *C'est là, la pièce maîtresse du populisme* », souligne Eva Illouz. Les citoyens se sentant démunis vont se tourner vers celui qui se dira capable de les protéger et de veiller à leurs intérêts. La politique serait donc un combat pour imposer un récit qui contient des acteurs et choisit un enchaînement d'événements : pointant des causes et leurs effets.

Aujourd'hui, des chefs d'état populistes (Meloni en Italie, Orban en Hongrie, Poutine en Russie) introduisent la religion dans leur récit, ce qui leur permet d'intégrer une dimension cosmique à la politique ; une manière de sacraliser le leader et la politique. Une émotion parfois reflète notre intérêt mais parfois submerge notre conscience et notre intérêt. Elle fait en sorte qu'on se sente lié à des symboles, à un leader.

Cela explique, selon l'anthropologue, que les gens votent de plus en plus en fonction de leur identité et donc, pas forcément en fonction de leurs intérêts économiques et sociaux. « *Si on retire la peur aux pouvoirs tyranniques, on leur enlève toute légitimité.* »

”—————

Les erreurs ne se regrettent pas, elles s'assument.

La peur ne se fuit pas, elle se surmonte.

L'amour ne se crie pas, il se prouve ! Simone Veil

—————”

Une question centrale... adressée à qui et comment ?

C'est autour d'une question centrale qu'a été lancé le processus de recherche participative.

« Au sein des publics populaires dont nous faisons partie, pouvons-nous identifier des grandes peurs sociétales qui structurent/ transforment/compliquent le rapport au politique et à la démocratie ? »

Pour répondre à cette question générale, nous avons eu recours à des dispositifs complémentaires :

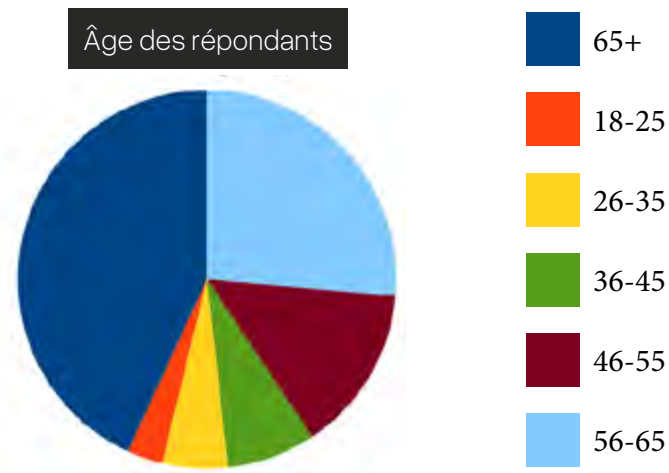
1. Un questionnaire papier qui a circulé dans nos régionales afin d'atteindre nos publics
2. L'organisation de focus-groupes
3. Plusieurs moments de discussions et d'éclairages autour d'une synthèse des résultats des étapes 1 et 2 : réunions, journée d'étude, colloque.

Deux cents personnes ont complété un questionnaire de 4 pages (Cf. annexe 1) qui a été construit sur base de certaines questions de l'enquête Noir-Jaune-Blues de 2018, avec l'ajout de questions qui nous sont propres. Nous avons notamment ajouté des questions ouvertes en première page, ainsi que des items concernant les enjeux écologiques, moins abordés dans l'enquête Noir-Jaune-Blues.

Les militants qui ont répondu à ce questionnaire participent à des actions et activités au sein des régionales des *Équipes Populaires*. Le questionnaire leur demandait de préciser leur âge, leur statut, leur niveau d'études, leur milieu de vie (rural ou urbain...).

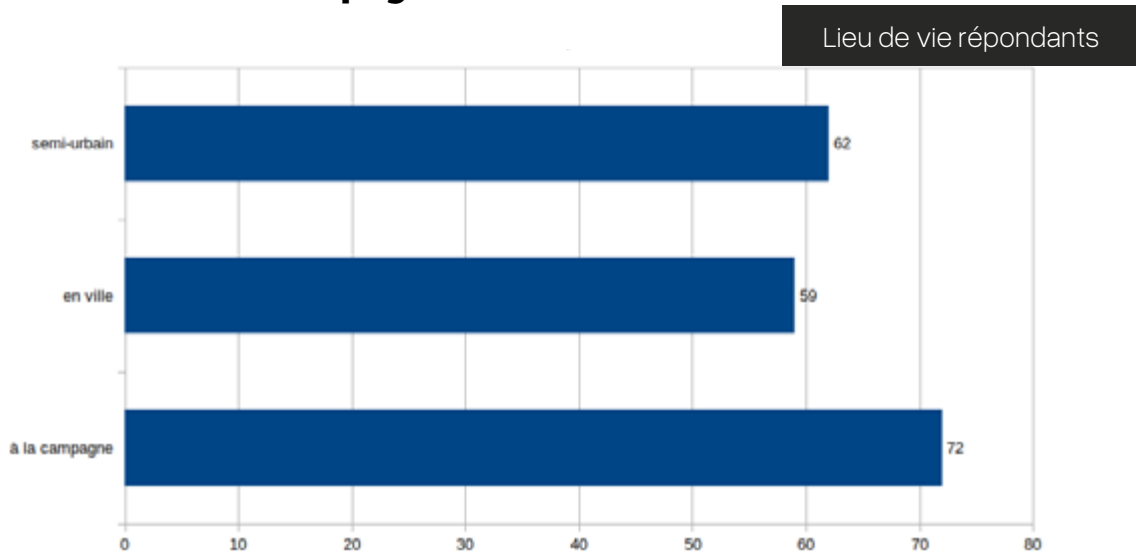
Voici, brièvement, quelques observations sur l'échantillon des participants.

a. **Mixité et générations**



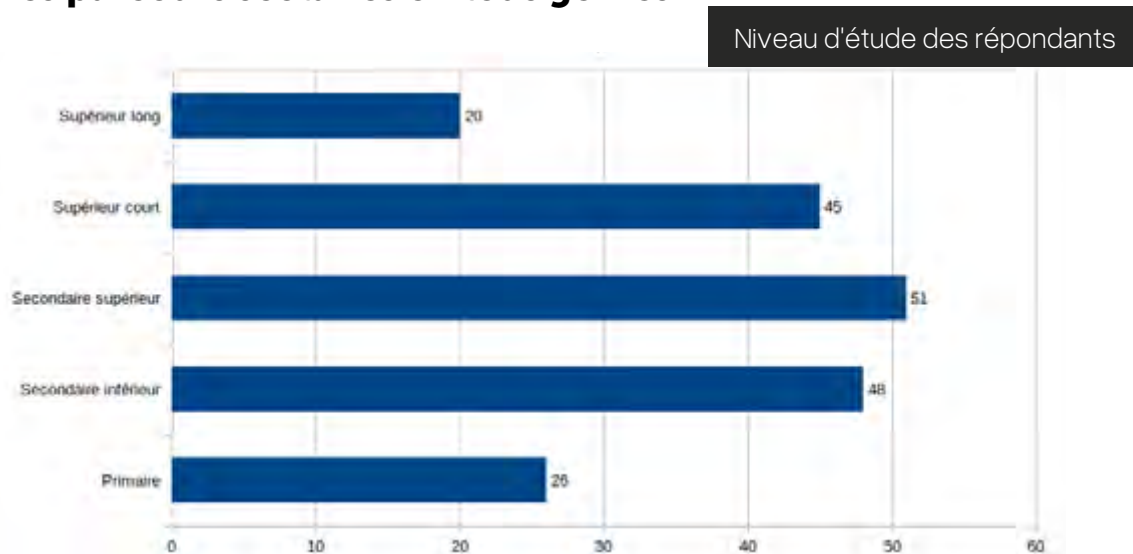
On compte un peu plus de femmes que d'hommes parmi les répondant·e·s au questionnaire. Pour un mouvement qui était à l'origine exclusivement masculin, on peut saluer une telle évolution ! Au niveau de l'âge, les aîné·e·s sont de très loin les plus représenté·e·s, ce qui pose tout de même la question du rajeunissement du mouvement – mais c'est une autre histoire.

b. **Les villes et les campagnes**



Où habitent les gens qui ont répondu au questionnaire ? Un peu partout : dans des centres urbains, en milieu semi-urbain et à la campagne. Cela signifie que nous connaissons dans le mouvement une variété de situations de logement, de transport, d'accès aux services publics selon les lieux de vie.

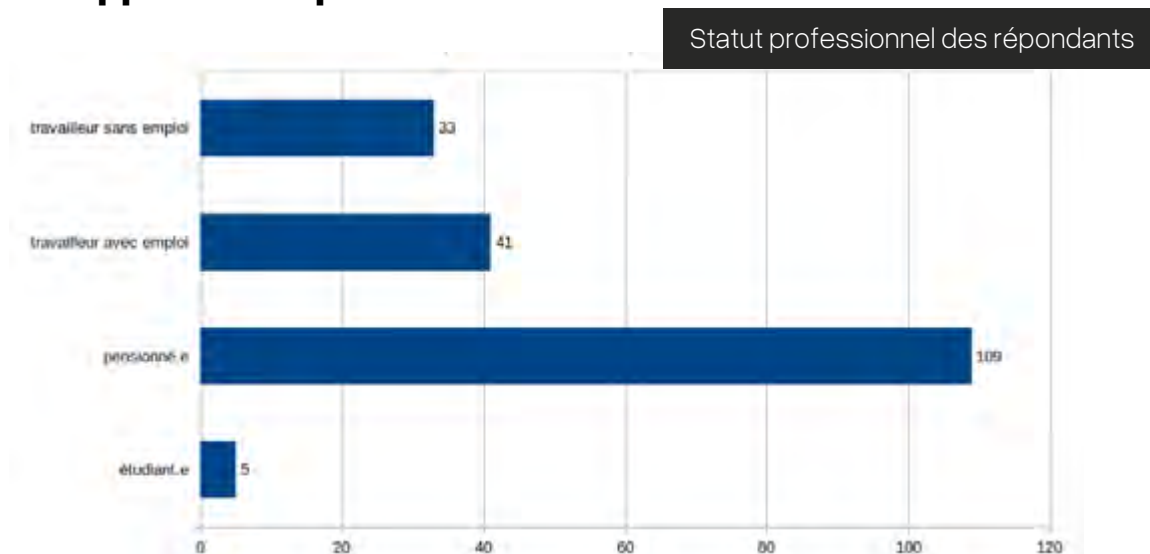
c. Des parcours scolaires en tous genres



Le niveau d'études est aussi très varié au sein de notre mouvement. Certains se sont arrêtés à la fin du parcours primaire (13%), d'autres à la moitié (24%) ou en fin de secondaire (25%). Un tiers des répondants ont fait des études supérieures. Cette diversité est une grande richesse qui nous permet d'apprendre de vécus très différentes et d'expériences contrastées. Dans une société où la fracture la plus importante devient celle du niveau d'éducation, il est essentiel de multiplier les lieux où l'on s'appuie sur les savoirs de tous pour co-construire ensemble. Selon l'historien David Van Reybrouck⁶, le populisme se nourrit de cette fracture entre diplômés et personnes peu scolarisées, ces dernières se sentant mal représentées et votant donc plus spontanément pour des leaders qui font mine de se soucier d'elles et de leur ressembler. On peut dire que les *Équipes Populaires* sont un espace où l'on contribue à adoucir cette fracture, à rapprocher les uns et les autres, à « *faire peuple* » de façon constructive.

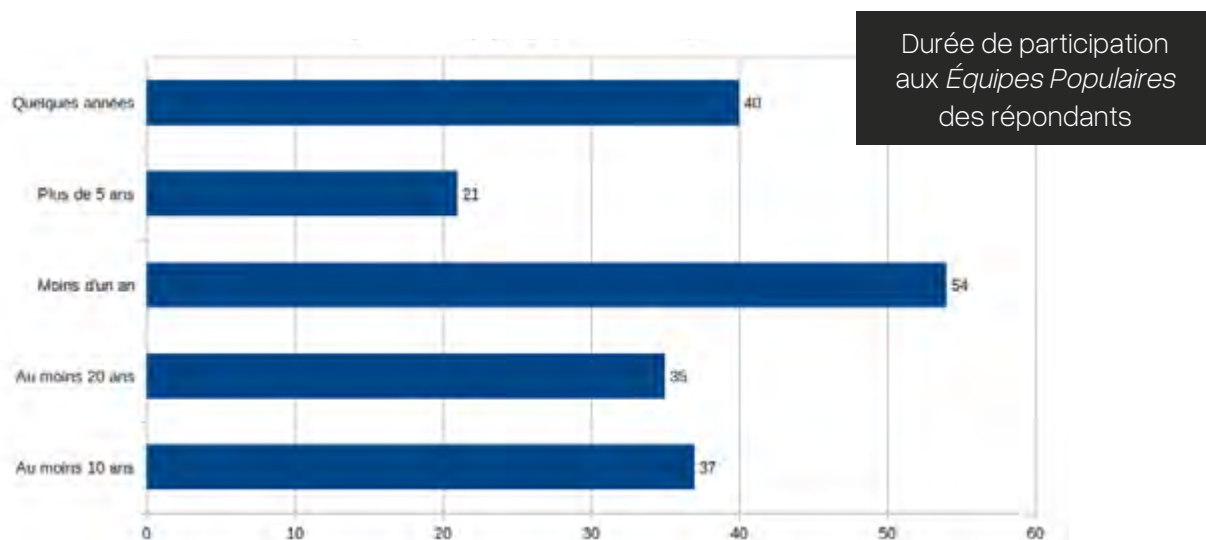
6. David Van Reybrouck, *Plaidoyer pour un populisme*, Samsa, 2019 (2008 pour l'édition originale en néerlandais).

d. **Le rapport à l'emploi**



Parmi les personnes qui ont répondu au questionnaire, 33 étaient des personnes sans emploi, 41 occupaient un emploi, 109 étaient pensionnées. Cinq étudiants y ont également répondu. La grande proportion de personnes pensionnées est bien sûr à mettre en lien avec l'âge des participants à nos activités.

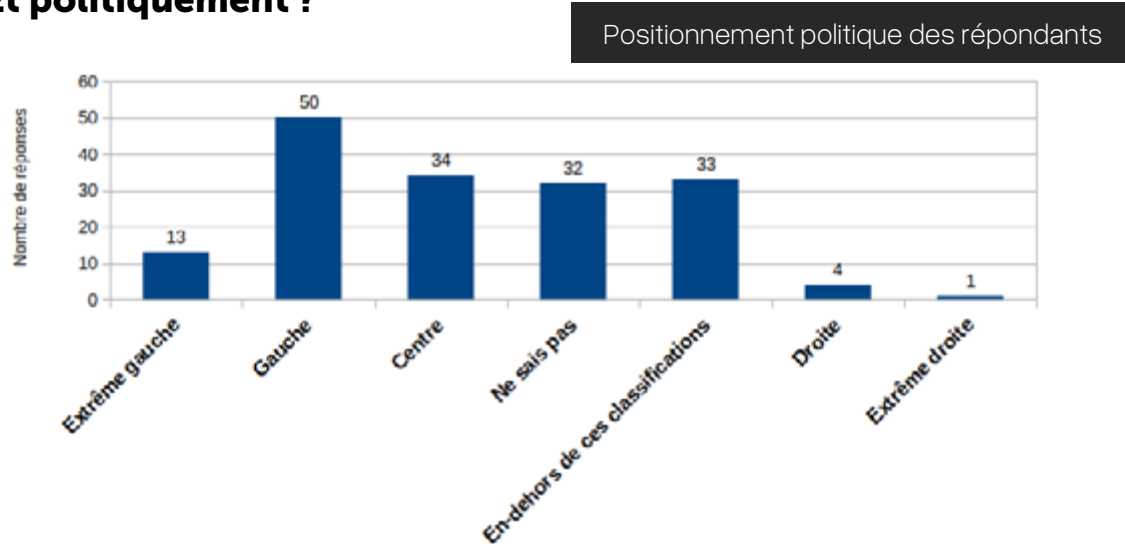
e. **Militants de longue date et nouveaux venus !**



Depuis combien de temps participez-vous aux activités des *Équipes Populaires* ? Les réponses à cette question montrent que se côtoient chez nous des gens engagés depuis plusieurs décennies et d'autres qui nous ont rejoint très récemment. Cela signifie que nous

sommes, continuellement, en train de nous renouveler, et que nos groupes et projets sont plutôt ouverts et accueillants. De bon augure pour l'avenir !

f. **Et politiquement ?**



Le questionnaire proposait aussi de se situer par rapport aux partis politiques francophones et par rapport à l'échelle gauche-droite. Là encore, on peut noter une grande variété de sensibilités ! Nous ne pouvons pas dire que nous sommes un mouvement monolithique : il y a parmi nous des personnes qui se situent à l'extrême-gauche, mais aussi et surtout à gauche, voire au centre et même quelques-unes plutôt à droite. Très nombreux sont aussi ceux qui ne se reconnaissent pas ou plus dans les partis politiques, et/ou qui ne souhaitent pas se positionner. Ce constat sera confirmé par les réponses aux questions concernant le rapport aux institutions. Bref, l'adjectif « pluraliste » n'est pas volé en ce qui nous concerne. Ce qui nous unit n'est pas une idéologie politique, mais plutôt des causes concrètes (voir page suivante) et des valeurs fondamentales.

g. **Nos combats prioritaires**

La toute dernière question du sondage proposait de choisir, parmi une liste d'engagements possibles, cinq causes prioritaires aux yeux des répondants. Voici le classement de ces combats jugés comme les plus prioritaires, reprenant le nombre de fois où ceux-ci ont été sélectionnés :

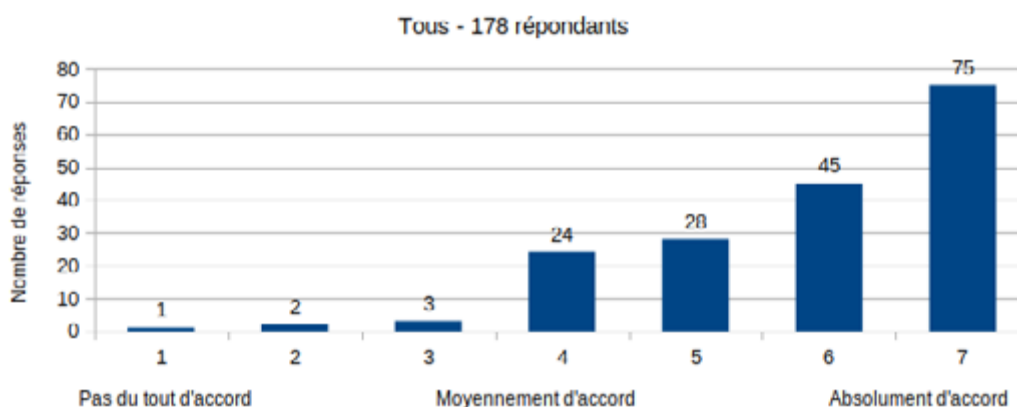
1. Les droits humains	93
2. Le logement	87
3. Les inégalités	81
4. La sécurité sociale	74
5. La justice sociale	71
6. Le climat	60
7. La justice fiscale	49
8. Les énergies renouvelables	47
9. La lutte contre le racisme	44
10. L'éducation permanente	44

On peut relever que les réponses formulant des systèmes ou des grilles de lecture plus globaux (marxisme, anticapitalisme, féminisme...) ont été peu cités. Cela ne signifie pas que nous sommes tous indifférents à ces moteurs d'engagement, mais que notre angle d'approche des problèmes sociaux n'est pas premièrement idéologique. Il est surtout concret et axé sur des valeurs de référence (justice sociale, égalité, droits humains).

Un sentiment général d'inquiétude

Avant d'interroger certaines inquiétudes spécifiques, notre enquête proposait aux répondants de se situer sur leur sentiment général par rapport à l'état de la société. Les réponses à ce sujet sont sans équivoque.

Je ressens de plus en plus que diverses peurs se développent vraiment dans notre société

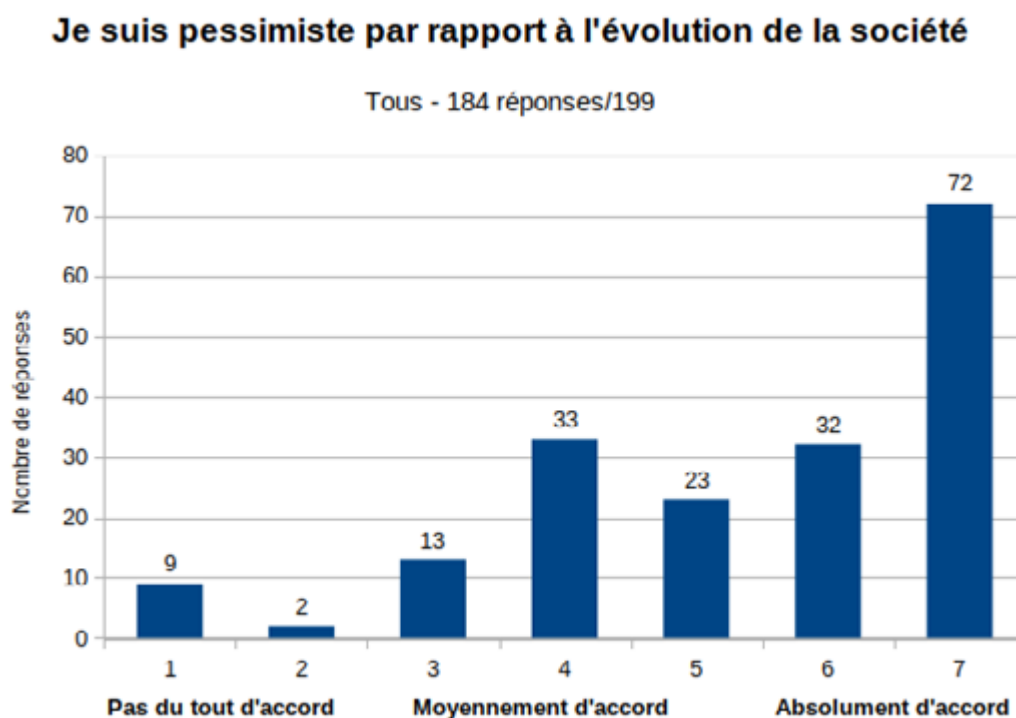


Le pessimisme domine également. Notons que ce sentiment est moins exprimé oralement, publiquement lors des focus-groupes, que via l'anonymat des questionnaires papier. Comment l'expliquer ? Nous pouvons à ce stade faire l'hypothèse que le fait de se montrer optimiste est un marqueur social valorisé dans les milieux militants. Une nuance langagière a attiré notre attention lors des échanges en focus-groupe. On ne disait pas « je suis optimiste » mais « il faut rester optimiste », « je veux rester optimiste ». Parfois, le non-verbal semblait même dire l'inverse. Ce type d'expression nous semble révélateur d'une dissonance cognitive entre la volonté de maintenir la norme sociale d'un enthousiasme militant et une intuition, un sentiment plus profond qu'on ne se permet pas d'exprimer tout à fait, peut-être par égard vis-à-vis de l'esprit de groupe.

Certains ont tout de même laissé libre cours à leur pessimisme, comme l'illustre le témoignage de Paul à Mouscron :

« Franchement, qu'est-ce que vous voyez d'optimiste pour l'instant ? C'est une question simple. Qu'est-ce qui est bien pour l'instant ? Tout ce qu'on fait aux Équipes Populaires, ok, c'est local mais dans le monde entier est-ce que c'est optimiste ou pessimiste ? (...) Pour moi il n'y a rien qui va, en fait. (...) Je l'ai déjà dit mais, pour moi il n'y a rien qui va (...). On dit qu'on n'est pas en guerre, mais si, on est en guerre (...) ! « Ah, mais c'est pas chez nous », mais si, on est en guerre. (...) On est en guerre partout. Il y a des gens qui crèvent de faim partout ! Et alors, (...) nous, on peut être optimiste, chez nous ? Ah, oui. Ah oui, chez moi je suis optimiste, j'ai mon appart', c'est bien. Mais globalement, moi je ne suis pas heureux. Quand je vois tout ce qui se passe... Je ne parle pas des médias parce que je me renseigne autre part. Mais franchement, est-ce qu'il y a de quoi être heureux dans ce monde ? À moins qu'on reste dans son petit coin et qu'on dise « J'ai mon petit chez-moi, je suis heureux ». Là tu peux être optimiste (...) mais c'est globalement, c'est le monde qui ne va plus. (...) »

(Paul – Focus-groupe de Mouscron)



« Qu'est-ce qui vous inquiète vraiment très fort aujourd'hui ? »

- La question ouverte.

Lors de l'élaboration du questionnaire papier, le comité de pilotage de cette recherche participative a insisté sur l'importance de commencer par des questions ouvertes, afin de ne pas enfermer les participants dans des inquiétudes prédéterminées.

Un tri a été réalisé afin de répartir les inquiétudes spontanément exprimées en catégories lisibles. Voici la liste après examen des réponses :

- **Questions écologiques (climat, pollution, ressources, etc.)** - 51 occurrences
- **Manque de travail et d'emploi** - 41 occurrences
- **Extrême droite, fascisme, racisme, menaces envers la démocratie et la paix** - 19 occurrences
- **Incertitude envers l'avenir (en général)** - 11 occurrences
- **Violence en général, division, intolérance** - 10 occurrences
- **Pauvreté, misère, coût de la vie (en général)** - 9 occurrences
- **Individualisme, manque de solidarité** - 8 occurrences
- **Inégalités** - 6 occurrences
- **Santé** - 5 occurrences. Un nombre qui, après la pandémie, aurait sans doute été plus élevé.

Parmi les peurs évoquées, trois se détachent nettement : **celles concernant le climat et l'environnement, celles qui touchent au travail et à l'emploi, enfin celles qui pointent un ensemble de menaces pesant sur la démocratie.** Ces trois grands ensembles structureront donc la suite de notre recherche. Ils seront confirmés par les échanges en focus-groupes, et complétés par ceux-ci dans les pages à venir.

Aperçu des inquiétudes spontanément exprimées : extrait d'un Focus-Gruppe

Cet extrait est la retranscription des premières minutes du Focus-Gruppe qui s'est tenu à Bastogne en novembre 2019 (12 participants et l'animateur).

N.B. Tous les extraits des focus-groupes ont été anonymisés dans cette publication.

Guillaume : « Il va y avoir deux grands moments dans la discussion. Le premier va être : "*Est-ce que notre société vous fait peur ?*" Je vous invite à prendre deux minutes pour noter ce qui, aujourd'hui, vous inquiète vraiment très fort, vous fait peur, vous met en colère dans notre société en général. »

[Quelques minutes s'écoulent.]

« Qui se lance ? Louisa ? »

Louisa : « L'endettement, les SDF de plus en plus nombreux, la pauvreté, le fait qu'il n'y a plus d'emploi. Plus on avance, pire c'est. J'ai moi-même connu des problèmes de ce côté-là. Ce n'est pas nouveau, ça fait longtemps que j'y pense et plus on avance, plus ça empire. »

Marco : « J'ai peur de la pensée unique. On reste centré sur certaines idéologies, on n'a plus vraiment la liberté de penser je trouve. On a des normes à appliquer et on ne voit plus certaines normes, on ne voit plus la différence là où elle est, je ne me sens plus libre de penser comme je veux. La société va mal car on a peur de revenir à la case départ et de redevenir rien. Chacun a ses possessions, ses idées. Se baser sur le passé et l'avenir, pas assez sur le présent, ici et maintenant. »

René : « L'individualisme qui est source d'injustice. Parce que je trouve que dans tous les domaines, on est mis dans des tiroirs et que chaque tiroir défend son tiroir. »

Marius : « De ne pas trouver de travail, les guerres, les attentats, la violence. Plus on avance, plus c'est difficile. Les gens sont tellement sous pression que ça devient compliqué. Violent, dans le monde en général. »

Jérôme : « Ce qui me fait peur c'est ce que j'entends tous les matins à la radio, tous les soirs à la TV. Une espèce de sinistrose où tout est négatif et tout le temps cette idée que la planète va péter. Parce qu'on continue avec les énergies fossiles. C'est la suprématie de l'économie, la suprématie du fric. C'est injuste et révoltant de voir l'écart de salaire entre les gens. C'est inacceptable. On se dit qu'une planète pareille ne peut que péter. Si ce n'est pas au niveau de la planète, c'est au niveau social. Ce qui renforce cette peur, c'est de voir l'attitude du politique. Je trouve que le politique est tout à fait à l'écoute des partis mais gérer le bien commun, gérer le bien public, c'est de moins en moins. Il suffit de voir ce qui est budgété au niveau de la culture, au niveau de la santé et au niveau de l'éducation. On dit toujours que ce sont les trois pôles qui disent si on est dans une société démocratique... Je pourrais encore en ajouter mais ce n'est déjà pas mal comme ça. »

Guillaume : « Ce qui te fait peur, c'est ça ou le fait que tu entends tout le temps ça à la radio ? »

Jérôme : « C'est le fond mais, le fait de l'entendre tous les jours à la radio, les gens ont tous une tête de sinistré. »

Fabrice : « Ce qui me fait peur, c'est l'instabilité politique qu'on vit tous les jours, la disparition des valeurs de l'État et de l'éthique, le régionalisme exacerbé qui peut mener vers des nationalismes, le repli sur soi évidemment. Un individualisme plus renforcé. »

Isabelle : « La vie est tellement chère depuis l'Euro. Avant ce n'était pas aussi élevé. Point de vue gouvernement, c'est une catastrophe. Il n'y a rien qui change pour l'instant, ce n'était pas comme ça avant. Le gouvernement change tout le temps, on ne sait pas sur qui on va tomber. Ils ne font pas d'effort pour changer quelque chose. La justice, des fois, est mal faite. Laisser sortir des gens comme des Lelièvre, des Dutroux, après ce qu'ils ont fait, je trouve que ce n'est pas juste. Ils ont été jugés, ont eu une peine et doivent la faire. Je dis bien dans certains cas comme ceux-là.

Michèle : « L'attitude de nos politiques par rapport au phénomène de la migration aujourd'hui. L'hypocrisie qu'il y a autour de ça. »

Ornella : « Plus de confiance en notre gouvernement. Le changement de jour en jour. Par rapport à l'avenir, on a peur que nos enfants n'aient plus d'avenir, plus rien. On ne sait pas comment ça va tourner. La justice pour les mêmes choses que Isabelle. Mais aussi par rapport à une personne en invalidité à 33 %. On la fait tourner en rond, on ne sait plus où il faut aller. Ce n'est pas facile de trouver un emploi. Après une maladie comme une opération de l'épaule, pour eux, on est cinq ans sur la mutuelle et puis on vous dit, il faut trouver un travail et ce n'est pas facile car il faut parfois trouver un travail adapté. »

Annabelle : « La façon dont on consomme actuellement, toujours plus. Le gaspillage que ça implique et les dérives que ça amène au niveau environnemental aussi. La qualité de vie qui devient de moins en moins bonne du fait qu'on nous demande de plus en plus d'implication et de rendement professionnel. Et du coup, c'est au détriment de la qualité de vie. »

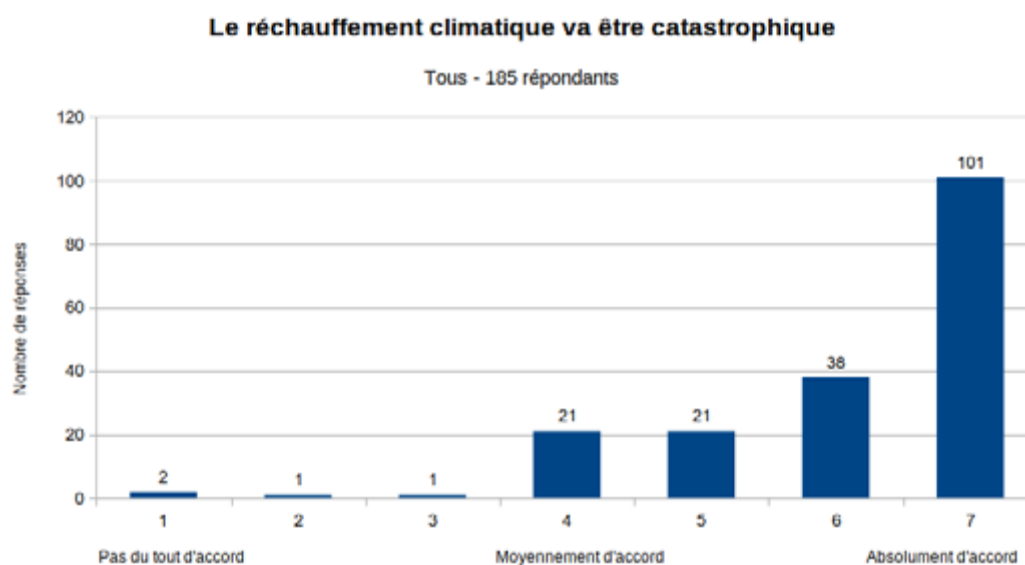
Guillaume : « Il y a donc beaucoup de choses différentes, beaucoup de raisons de s'inquiéter... » (...)

Cet extrait a été choisi car il est assez représentatif de l'ensemble des discussions : on y retrouve un sentiment général pessimiste et inquiet, les inquiétudes écologiques, la peur de manquer d'emplois à l'avenir, une méfiance vis-à-vis du monde politique, un rapport troublé à l'information et aux institutions, une ambivalence vis-à-vis de la démocratie... Voyons à présent cela dans le détail, en mettant le focus sur les principales inquiétudes exprimées. Nous croiserons ici les données statistiques du questionnaire avec des paroles exprimées dans les focus-groupes.

Climat, pollutions, ressources, biodiversité : les préoccupations écologiques

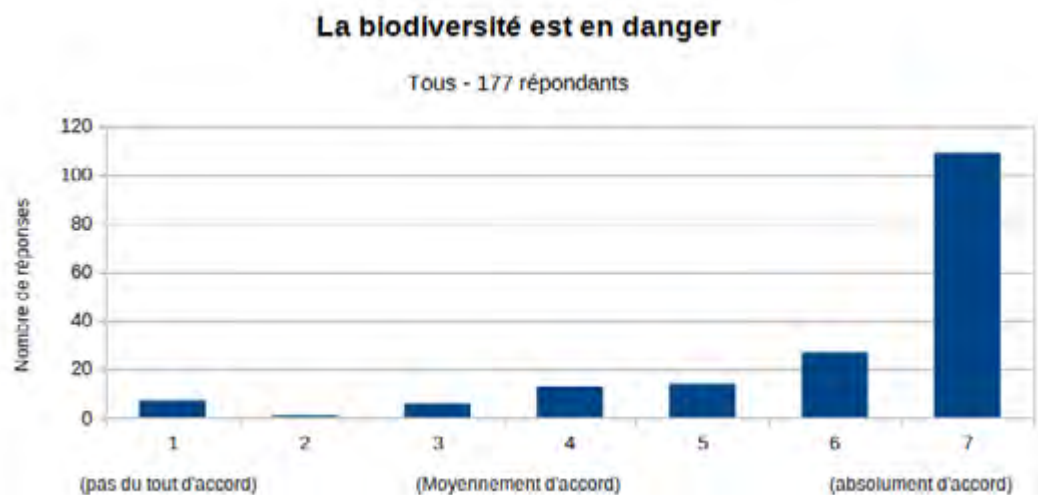
Sur la première page du questionnaire d'enquête auquel 200 membres et sympathisants des *Équipes Populaires* ont répondu, cette question : « *Quand vous pensez à l'avenir, à celui de vos enfants ou petits-enfants, quelle émotion ressentez-vous le plus fort ?* ». Un cadre vierge permettait à chacun d'exprimer ce qu'il voulait. Lors du dépouillement de ce questionnaire, nous avons ensuite regroupé les réponses à cette question par grandes thématiques cohérentes. Sans surprise, **les préoccupations écologiques sont en tête de toutes les peurs évoquées**. 51 personnes, soit près d'une sur quatre, ont mentionné ces enjeux.

Plus loin dans l'enquête, quelques autres questions permettaient de se faire une idée plus précise de l'importance de ces inquiétudes pour l'avenir. En ce qui concerne le climat, on peut constater une grande conscience de l'ampleur des catastrophes annoncées, et un pessimisme certain sur les conséquences du réchauffement climatique.

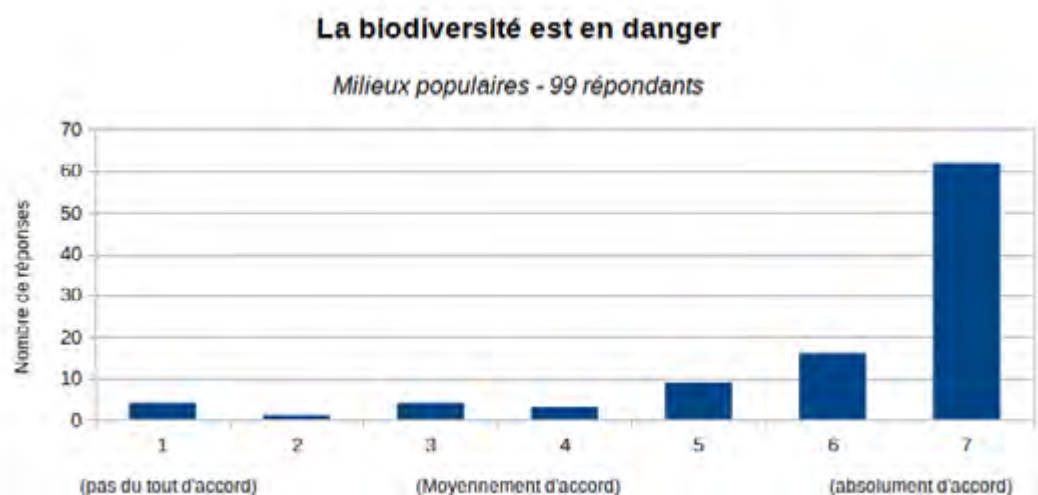


On peut donc signaler au passage que dans notre mouvement, **le climatoscepticisme semble totalement absent**.

Le climat n'est pas la seule préoccupation, loin s'en faut. Si l'on observe les réponses données à propos de la biodiversité, les proportions sont similaires !



En analysant les réponses avec les membres du comité de pilotage de cette recherche, nous nous sommes demandé si certains facteurs pouvaient modifier les résultats. Si nous sélectionnions uniquement les réponses des femmes, par exemple, ou uniquement celles des jeunes, les proportions seraient-elles les mêmes ? Dans la plupart des cas, nous avons observé que cela ne changeait pas grand-chose. Ci-dessous, par exemple, on peut constater que parmi les 99 personnes qui affirment appartenir aux milieux populaires (une autre question de l'enquête), la proportion de gens inquiets pour la biodiversité est identique à celle de l'ensemble des répondants. Cela nous permet d'affirmer que **les milieux populaires sont tout autant concernés que les autres en matière d'enjeux écologiques**, malgré les propos stéréotypés qu'on entend parfois !

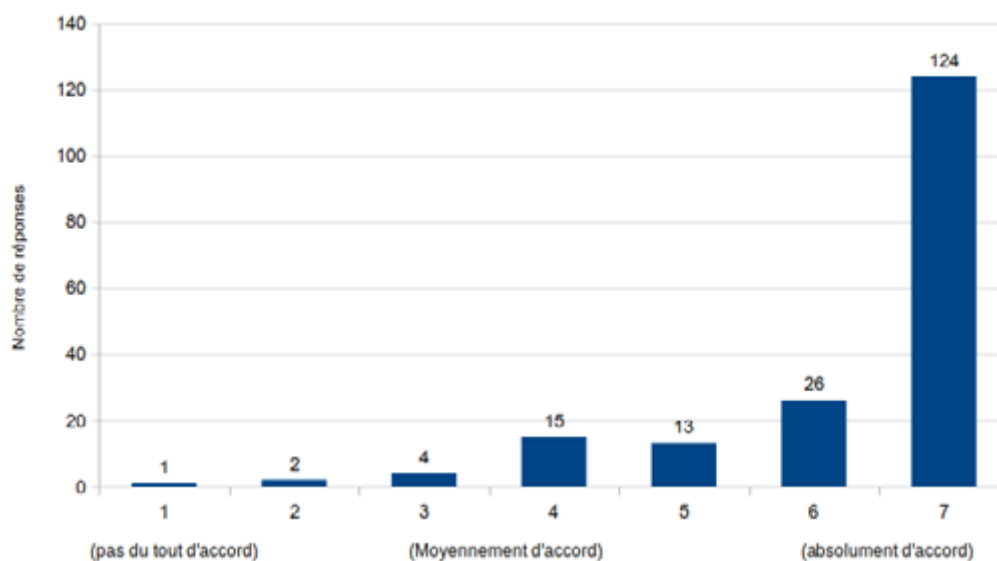


Dans les focus-groupes, où l'on prenait le temps d'échanger en profondeur, ces questions n'ont pas été tant discutées que cela, comme si elles étaient tellement évidentes qu'il n'était pas nécessaire d'en parler... Ou comme si les gens se sentaient tellement impuissants et démunis pour pouvoir réagir... Ce sont des hypothèses, bien sûr !

L'inquiétude est présente néanmoins. Ainsi Ginette, à Bruxelles, explique : « *Ce qui m'effraie un peu c'est quand on voit au niveau mondial aussi, le manque de conscience par rapport aux grands enjeux écologiques. ... Ça ne me concerne plus vraiment mais les gens qui me suivent, notamment mes enfants, mes petits-enfants.* »

Lors des focus-groupes, il a beaucoup été question, par contre, de **la mobilisation des jeunes autour de ces enjeux**. Ils représentent un espoir pour demain. « *... les marches pour le climat ; on voit qu'il y a beaucoup de jeunes* » dit Marc, à Liège. Ou encore Francis, à Mouscron : « *Moi (...) je suis (...) inquiet dans le sens que je n'ai pas pu participer à ça. Évidemment je n'ai plus l'âge de cette jeunesse. Mais cette jeunesse, j'ai de l'espoir, c'est une jeunesse qui commence à réaliser que le climat, c'est important. Et à travers le combat du climat, il y a tous les autres combats qui s'ajoutent (...), qui peuvent améliorer, mais il y a le combat qui doit se faire aujourd'hui et demain.* »

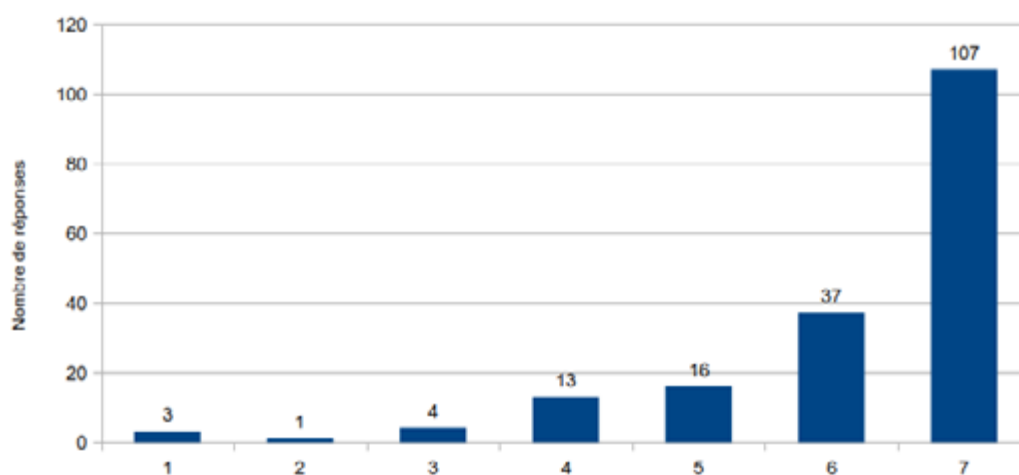
Nous produisons et consommons beaucoup trop par rapport à ce que la planète peut supporter
Tous - 185 réponses



Certains se préoccupent de **l'épuisement des ressources** et de la fin du pétrole. « *La fin du pétrole, c'est la fin de notre civilisation* » dit Jérôme, à Bastogne, comme si l'ère du pétrole représentait une sorte d'âge d'or en train de prendre fin.

Dans les discussions, beaucoup se demandent aussi **à qui attribuer la situation actuelle**. Les gouvernements, le monde de l'industrie et ses lobbies, le capitalisme, les consommateurs... À la lecture des échanges, il semble que les responsabilités soient partagées. Le graphique suivant illustre toutefois que, pour bon nombre de personnes, les lobbies tiennent un rôle important dans les blocages actuels.

**Les lobbies et les multinationales empêchent tout changement en faveur de l'environnement
(TOUS - 181 réponses)**

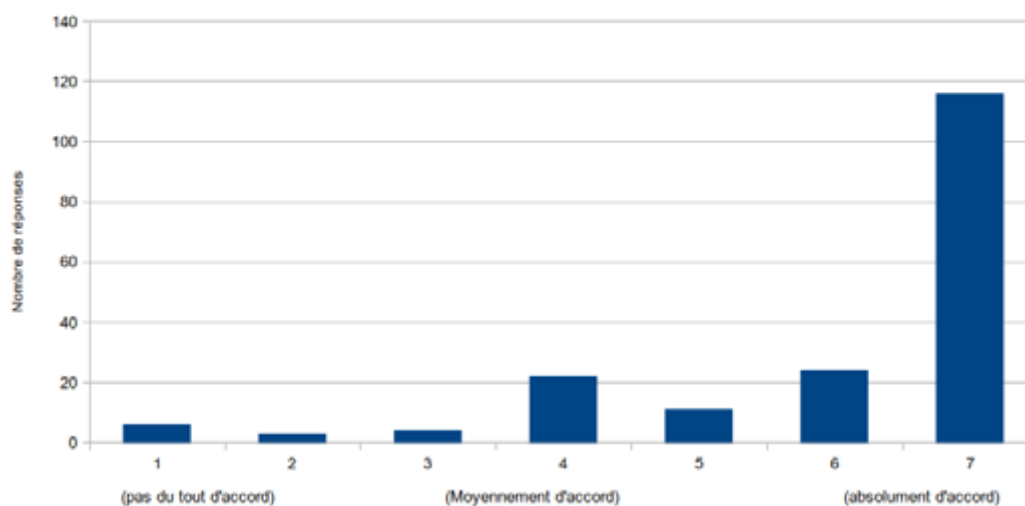


Est pointé aussi **le néolibéralisme** et les dérives, les freins qu'il entraîne : « *L'une des causes, c'est l'émergence du néolibéralisme... Avec ses tentations, ses miroirs aux alouettes. La passivité, la technologie, l'égoïsme, la surconsommation...* » énumère Friedrich à Mons. « *Le Black Friday, il y a plein d'exemples de nouveaux délires dans lesquels beaucoup de gens plongent... Ça crée une avidité qui pénalise les plus précaires. Ils vont s'endetter* » dit encore Claire à Verviers.

Enfin, le monde politique est considéré comme impuissant et incapable de solutionner ces grandes menaces sur l'environnement et la vie des générations futures.

Nos gouvernements n'agissent pas assez pour lutter contre le réchauffement climatique

Tous - 186 réponses



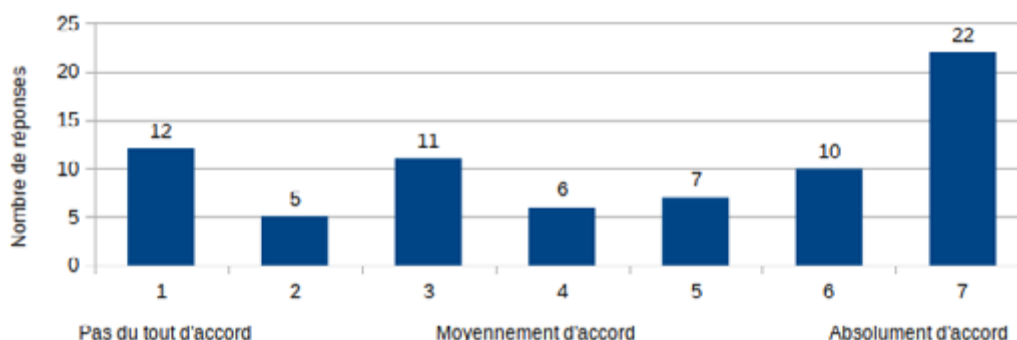
Peurs, colère, défiance. Et après ?

Manque de travail et d'emploi. Comment gagner sa vie à l'avenir ?

Sur les questions de travail et d'emploi (2^e grand ensemble de peurs exprimées), on constate en premier lieu les craintes assez classiques de ne pas trouver de travail (premier graphique ci-dessous) et, surtout, l'observation partagée d'une fragilisation des contrats de travail, qui sont de plus en plus précaires. Le sens du travail est également remis en question pour plus ou moins la moitié des participants.

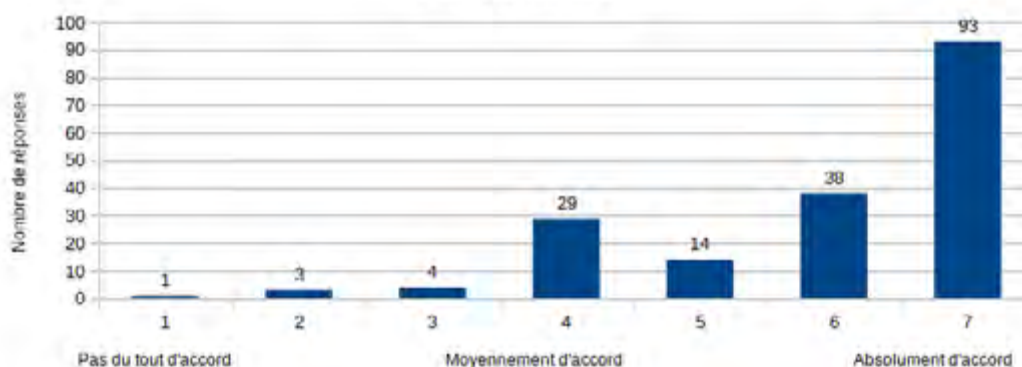
J'ai vraiment peur de me retrouver au chômage

Travailleurs avec ou sans emploi + étudiants - 73 répondants

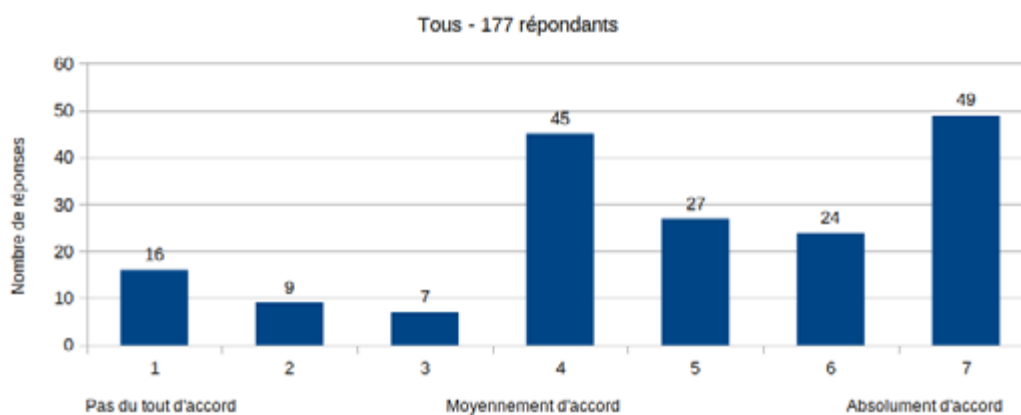


Les contrats de travail sont de plus en plus précaires

Tous - 182 répondants

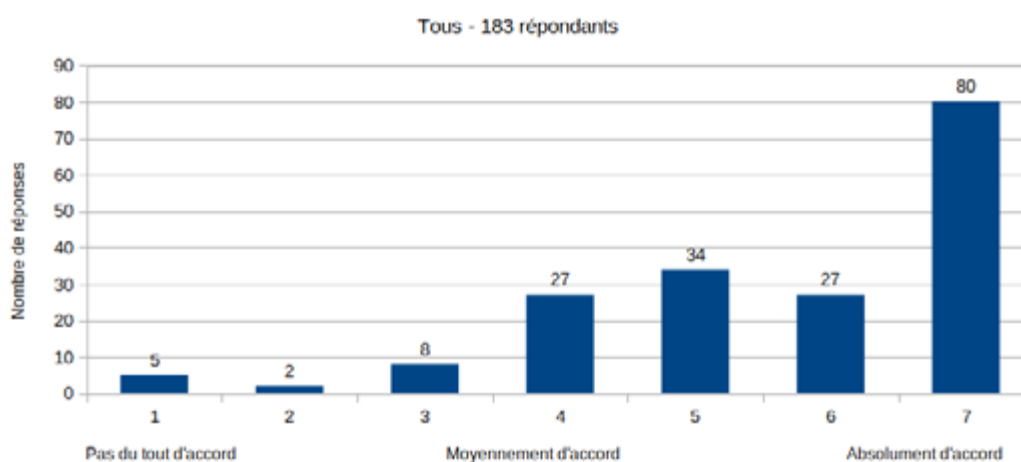


Il y a de plus en plus d'emplois qui n'ont aucun sens



Par ailleurs, les réponses au questionnaire livrent quelques informations sur l'analyse des causes de ce manque d'emploi. La robotisation est évidemment évoquée, de façon massive.

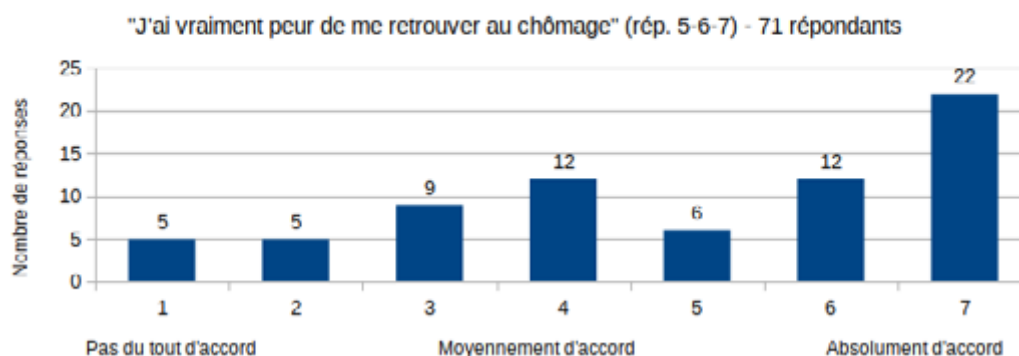
La robotisation et l'intelligence artificielle vont détruire énormément d'emplois



Il est aussi question du dumping social. Mais les avis sont assez diversifiés sur ce point. Ainsi à l'affirmation « *Il n'y a pas de travail pour nous parce que l'Europe a permis à des citoyens roumains, polonais... de venir travailler chez nous à des salaires bas* », 34 personnes qui ont répondu au questionnaire sont d'accord, 27 moyennement d'accord et 10 pas du tout d'accord. Cette idée est davantage validée par les personnes sans emploi. Il est à noter qu'il n'y a pas de stigmatisation du travailleur étranger mais plutôt une dénonciation des politiques européennes, confirmée par plusieurs échanges en

focus-groupes. Cet aspect est lié à un autre constat assez logique pour ceux qui ont connu les grandes luttes syndicales : l'affaiblissement de l'unité des travailleurs. « *La solidarité entre travailleurs s'effrite* » déplore par exemple Luc (Mons).

Il n'y a pas de travail pour nous parce que l'Europe a permis à des Roumains, à des Polonais etc. de venir travailler chez nous à des salaires bas



Lors de ces échanges, c'est toutefois un autre aspect qui s'est révélé central et motif des plus profondes inquiétudes : l'avenir de l'emploi pour les plus jeunes.

Ils sont souvent évoqués, en effet. Cela s'explique en partie par le fait que beaucoup de personnes interrogées sont pensionnées et parmi elles, beaucoup sont grands-parents. « *Moi, quand je pense à ma petite-fille, je souhaite qu'elle fasse vraiment des études pour y arriver car, si on n'a pas vraiment un bon bagage à l'heure actuelle, on a vraiment des difficultés pour s'intégrer dans la nouvelle société.* » Marius (Régionale du Luxembourg).

Beaucoup de participants se réfèrent à l'époque du plein emploi, à l'idée qu'un diplôme est forcément un sésame pour ouvrir les portes de l'emploi et de tout ce que permet un salaire : « *L'espoir de vivre mieux, d'avoir sa maison, d'aller en vacances.* » Hubert (Charleroi).

« *J'ai conscience qu'énormément de jeunes de l'enseignement professionnel n'auront jamais accès au travail, de par leurs capacités... Je ne vois pas comment ils vont réussir à décrocher un travail dans la société qu'on leur offre maintenant.* » Fabrice (Mouscron).

Des inquiétudes se manifestent au niveau de l'avenir des jeunes : « *Que ce soit point de vue du travail, point de vue de leur pension plus tard, point de vue sécurité sociale.* » Giuseppina (Mons).

Le manque de volonté politique est mis en cause en matière d'emploi : « *On a réduit les droits des jeunes chômeurs. Le budget de l'État, il est vu sous l'angle des dépenses.* » Enzo (Mons).

« *On dit qu'il n'est plus possible d'assurer les pensions mais on ne dit pas "il faudrait lutter contre les inégalités fiscales".* » Marc (Mons).

Le secteur de la sécurité sociale suscite aussi bon nombre d'inquiétudes : « *On assiste à une tendance allant vers la réduction de la sécurité sociale, ce qui n'arrange pas les problèmes des fins de vie et de leur coût. Alors qu'une fiscalité juste permettrait d'éviter cela.* » Marc (Mons).

Tout cela accentué par le constat régulièrement cité d'un individualisme croissant et un manque de solidarité.

La démocratie menacée : extrême droite et populisme

Cette inquiétude a été largement discutée dans les focus-groupes : la montée de l'extrême-droite, du racisme, de la violence dans nos sociétés. Les extraits et les graphiques proposés ici parlent d'eux-mêmes. Ils concernent autant la peur de voir arriver au pouvoir des partis nationalistes et fascistes que le constat d'un glissement progressif vers des restrictions de libertés, par des partis traditionnels de droite ou de centre-droit. Par ailleurs, les phénomènes du quotidien inquiètent aussi : racisme, intolérance, refus des étrangers... Bref, c'est tout un climat qui fait craindre de nouveaux épisodes de violence, de guerre, de dictature.

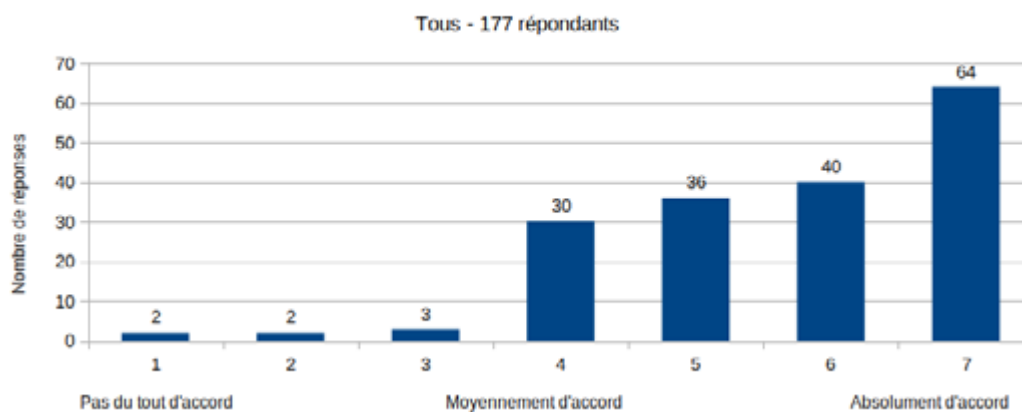
Enzo, à Liège, confie : « *Dans divers pays, c'est la droite qui vient tout doucement au pouvoir et qui est suivie de près par le populisme. Et la droite, les réformes font le lit d'une dictature et c'est dans ce sens-là qu'il y a une inquiétude* ».

Les participants à la recherche perçoivent un glissement de nos sociétés vers moins de démocratie. Ils peuvent s'inquiéter, d'abord, de l'orientation actuelle du pouvoir. Ainsi, Danny à Mons : « *On assiste à l'augmentation de l'autoritarisme de l'État et des partis politiques qui se croient investis de tout et qui peuvent tout faire en leur nom sans réellement consulter la population. Toutes les réglementations qui touchent à mieux cadenasser, à contrôler les groupes sociaux, les gens aussi.* » Giuseppina surenchérit, en pointant une chose très concrète du quotidien : « *On nous oblige à quasi tout payer par banque... Donc pour mieux nous contrôler en fin de compte. À partir du moment où on veut mieux nous contrôler, ça veut dire qu'on n'est plus dans une démocratie.* » Pour elle, « *on est dans une dictature cachée.* »

C'est ce que montre ce graphique : seuls deux participants (sur 177 !) ne sont pas du tout d'accord avec l'idée que nos sociétés vont devenir de moins en moins démocratiques.

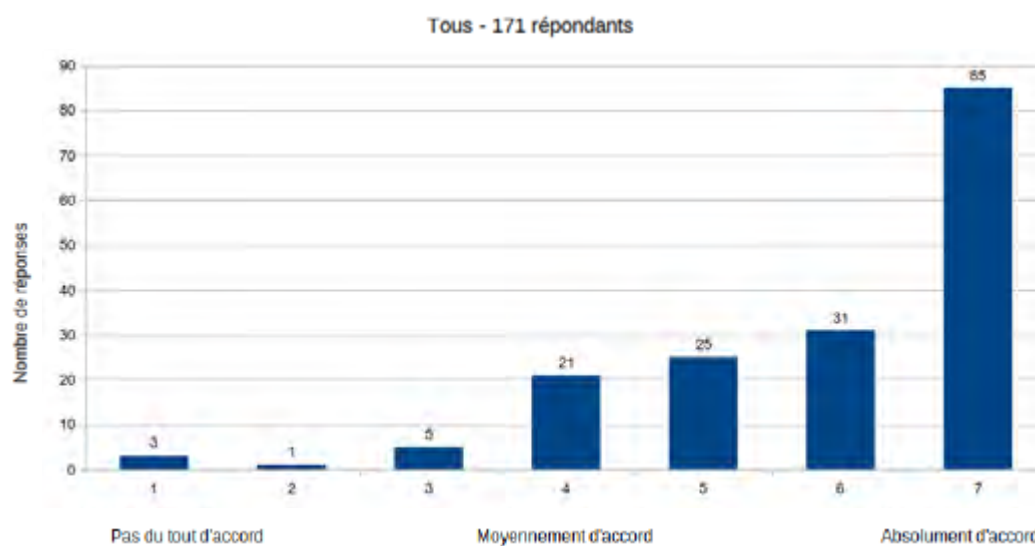
C'est donc une peur très largement partagée.

Nos sociétés vont devenir de moins en moins démocratiques



Parmi les dangers identifiés, la peur du populisme fait l'unanimité ou presque. La montée en puissance ou la prise de pouvoir par plusieurs dirigeants populistes ces dernières années a marqué certains esprits. « Parce que ça se généralise, (...) t'as Kaczynski en Pologne, t'as Erdogan, t'as... Bachar El-Assad n'en parlons pas, la Tchéquie, la Hongrie, Orban, puis Trump, Bolsonaro (...), c'est pas possible, il y a vraiment un climat assez inquiétant quand même » détaille Louise, au Brabant wallon.

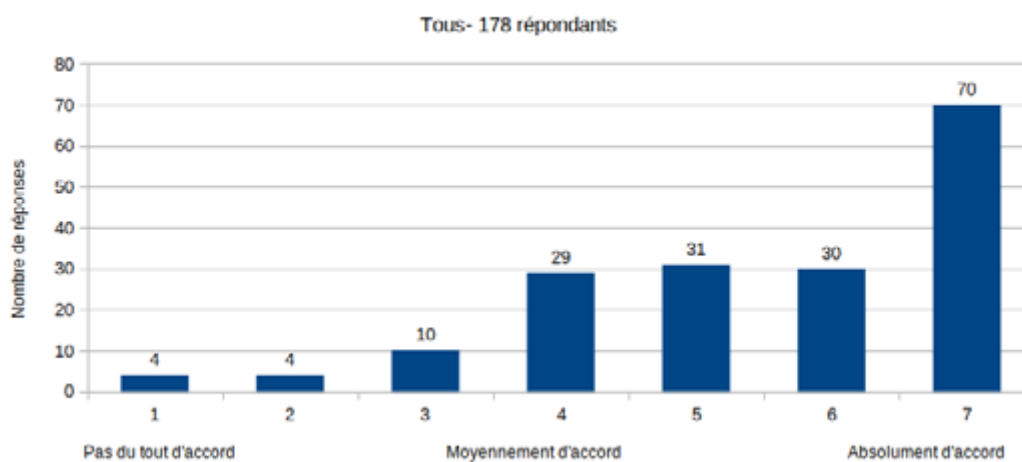
Le populisme est un danger pour l'Union Européenne



Cette menace du populisme, nous la connaissons bien aux *Équipes Populaires*, puisqu'une campagne de sensibilisation a été consacrée à ce sujet en 2019 dans notre mouvement. Nous avons à cette occasion développé un parallélisme entre le populisme et... la soupe en sachet. Autrement dit, un truc simple, facile à avaler, mais qui n'apporte rien de bon. Lors de cette campagne, l'un de nos slogans, un peu choc il est vrai, affirmait même : « *Soupe populiste... diarrhée fasciste !* ». Nous avons voulu par là attirer l'attention sur le fait que le populisme, qui peut parfois sembler inoffensif, qui peut même prendre la forme d'une exigence de démocratie, est sans doute le chemin le plus rapide vers le fascisme, vers un véritable totalitarisme d'extrême droite.

Pas étonnant, donc, que les répondants au sondage s'inquiètent, dans une proportion plus ou moins identique, d'un retour du fascisme en Europe... Carrément. Lors des échanges en focus-groupes, plusieurs fois, on a pu entendre cette expression, utilisée à Mons par Dominique : « *On se croirait dans les années trente.* »

On risque de connaître à nouveau les dictatures et le fascisme en Europe



Cette crainte d'un retour du fascisme entre en résonance, chez certaines personnes, avec le climat général de la société. Le racisme, l'intolérance, la violence ont été souvent mentionnés. De façon plus précise, une participante a cherché à exprimer que le mécontentement grandissait dans la population, pour toute une série de raisons légitimes, et que l'absence de réponses à ces mécontentements provoquait un climat de mobilisation électrique, presque insurrectionnel, qui évoque pour elle les années trente.

« Ce n'est pas tellement les manifestations en soi. Les manifestations, oui, c'est un droit. Qu'on le fasse, oui. Mais les gens vont de plus en plus pour différentes raisons dans la rue, il n'y a rien qui se résout. C'est le crescendo dans les manifestations qui font que ça ressemble de plus en plus, quand on regarde l'histoire, aux années 30 où les gens descendaient aussi dans la rue pour des problèmes de faim. Ça existait aussi déjà à ce moment-là et on a vu où ça a abouti. Parce que, au plus les gens sont mécontents, au plus ça dégénère et on ne sait pas où on va arriver. »

Dans le focus-groupe organisé à Bruxelles, Gérard a tissé des liens entre la situation socio-économique et la perte de confiance dans le monde politique : *« Moi ce qui m'inquiète à l'heure actuelle c'est la montée de l'extrême droite, (...) ça m'inquiète de plus en plus parce que je trouve qu'à l'heure actuelle, les gens, ils en ont marre des partis politique traditionnels. Alors automatiquement, ils vont d'un côté, extrême gauche ou extrême droite, tu vois ? Pour dire ben, « ça suffit de votre politique, on veut autre chose », voilà. Et justement, l'extrême droite profite automatiquement du chômage. Parce que, regarde, les fermetures d'entreprises : dernièrement, la grande entreprise pharmaceutique qui va mettre 950 personnes dehors, (...) c'est pas normal ! Elle fait du profit et elle met des gens dehors, c'est quoi ça ? »*

On le voit, le constat est clairement partagé : la démocratie va mal et le risque de basculer dans quelque chose de pire est ressenti par une large majorité des participants à notre recherche participative. C'est donc certainement une vigilance à maintenir dans notre mouvement : comment continuer à favoriser la démocratie, la participation, le débat, le conflit constructif plutôt que la haine d'un camp contre un autre ?

Un contexte de défiance institutionnelle et de division

Il ressort des échanges qui ont eu lieu lors des focus-groupes organisés dans les neuf régionales des *Équipes Populaires* que ces peurs s'inscrivent dans un contexte bien précis (Cf. annexe 2, le canevas d'animation de ces focus-groupes). Trois éléments sont mis en avant pour décrire l'ambiance générale :

- La méfiance, le ressentiment, la rupture avec le politique et les institutions
- Le sentiment de vivre dans une société divisée, ce qui mène à une diminution de la solidarité
- Le phénomène grandissant des lectures complotistes des événements qui font craindre un réel recul de l'esprit critique

Tout cela a pour conséquence une réelle difficulté à « faire peuple ».

8.1 Méfiance envers les institutions politiques

Les différentes institutions qui composent notre paysage institutionnel et politique ont été passées en revue et, comme on peut le constater dans le graphique ci-dessous, le monde politique et le monde de la grande entreprise (le monde économique et financier) sont les plus mal cotés.

« En ce qui concerne la politique, il y a un immobilisme flagrant. Moi j'appelle ça "Le jeu des chaises musicales". On voit toujours les mêmes têtes... J'aimerais un vrai changement », déclarait Luc (Charleroi).

L'action de la classe dirigeante est remise en question. Beaucoup s'accordent à dire que l'intérêt général n'est plus une priorité. Les dirigeants sont soupçonnés de servir avant tout leurs propres intérêts et ceux de l'économie.

« Pour moi, ce sont les politiciens, les multinationales, les multimilliardaires, ce sont les gens de Davos, tous ceux-là qui ont l'air de bien s'entendre, pour dominer l'ensemble de l'humanité. Et qui ont les moyens. » Sylvie (Nivelles)

« Un peu partout dans le monde, il y a cette manière de privilégier les intérêts des plus nantis (...) en axant tout sur le profit (...) au détriment d'une majorité silencieuse. » Ginette (Bruxelles)

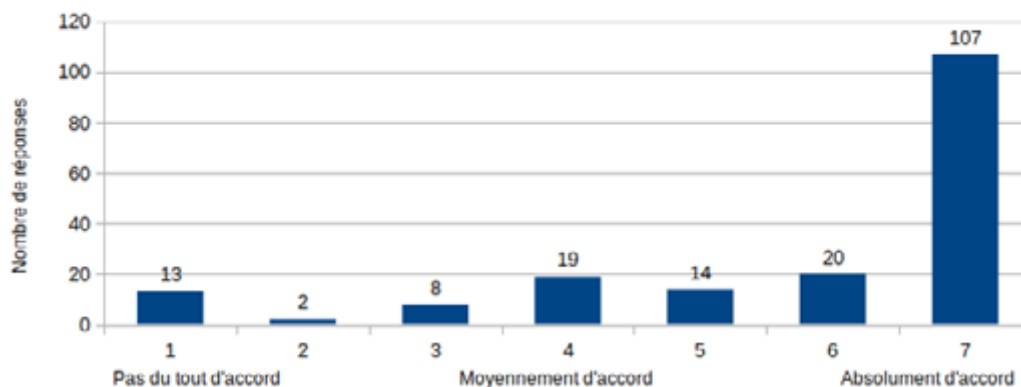
De là... l'impression d'une marmite prête à exploser : *« Je pense que même les grosses fortunes commencent à se rendre compte que si ça continue, ça va péter. » Jérôme (Luxembourg)*

Cette méfiance s'étend au monde des médias, qu'ils soient officiels ou qu'il s'agisse des réseaux sociaux. *« On nous fait gober ce qu'on veut... »*. Plus de la moitié des participants sont d'accord avec l'affirmation : *« Les dirigeants politiques ont laissé la finance prendre le pouvoir »*. *« Ce qui représente une entrave à la démocratie »*, déclare un militant de Charleroi. D'où aussi l'idée que la protection sociale est en péril... L'inquiétude vis-à-vis de l'état de nos démocraties est assez généralisée et des craintes face à cette évolution sont bien marquées.

Malgré ce regard lucide, la volonté de reprendre confiance en notre capacité d'action est bien présente. Changer les politiques à partir des leviers d'action locale.

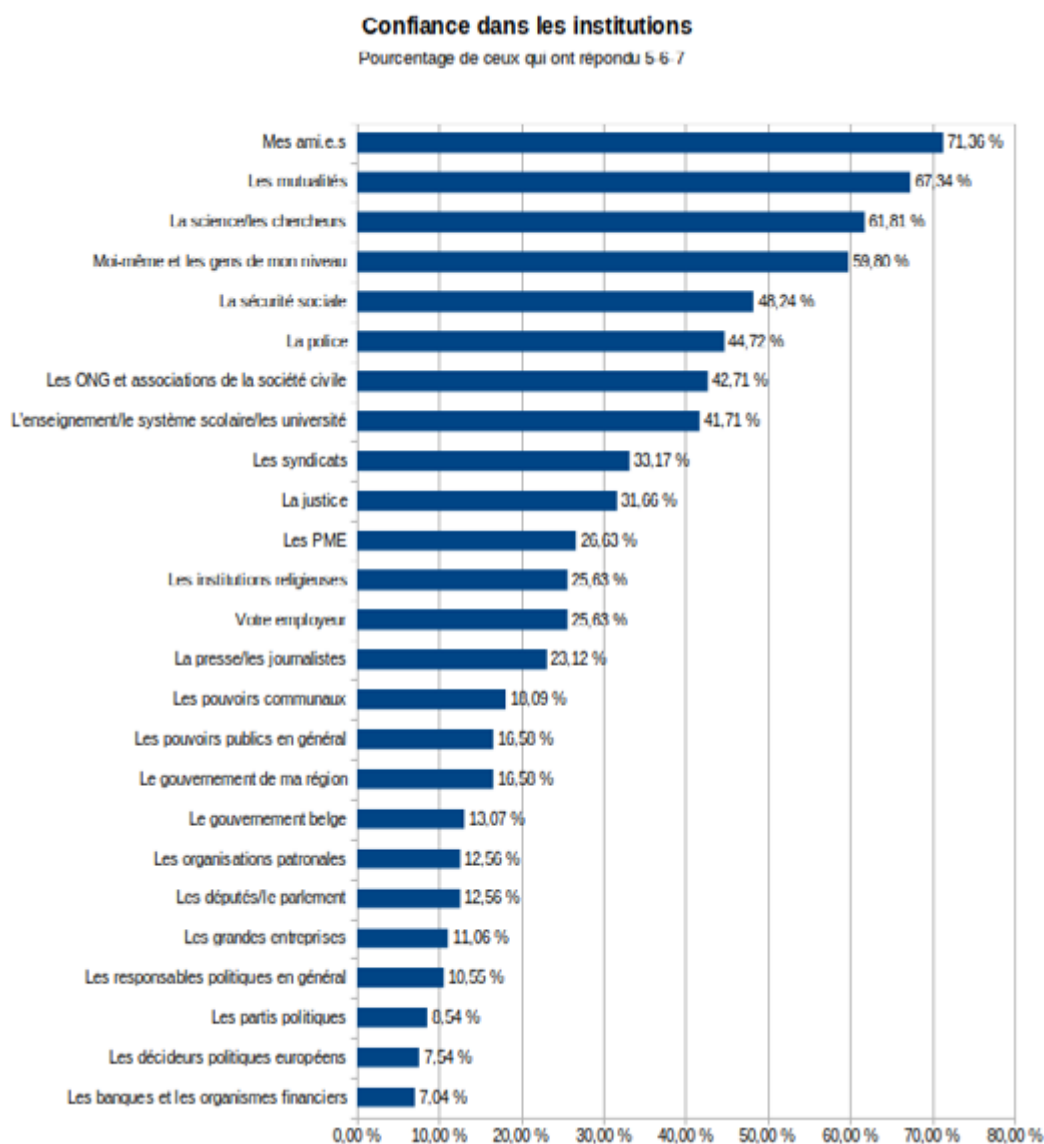
Les dirigeants politiques ont laissé la finance prendre le pouvoir

Tous - 183 répondants



Si une grande majorité des personnes ayant répondu au questionnaire estiment que le monde de la finance a pris le dessus sur le monde politique, beaucoup soulignent que les dirigeants politiques ont peu de marge de manœuvre par rapport au monde financier.

Et au final, la plupart des participants jugent le système politique dépassé. Il n'est pas question de peurs dans ce cas mais plutôt d'un constat d'échec qui ouvrirait la porte à des inquiétudes liées au recul des démocraties.



Le tableau ci-dessus confirme très clairement les témoignages issus des focus-groupes. La sphère politique et les médias mais aussi les grandes entreprises n'ont plus la cote aujourd'hui. Un message très clair adressé au monde politique. Heureusement accompagné d'inquiétudes légitimes par rapport à la montée de l'extrême droite, qui pour nos militants ne représentent aucunement une réponse au marasme ambiant.

8.2 « Le sentiment de vivre dans une société divisée où les solidarités s'effritent »

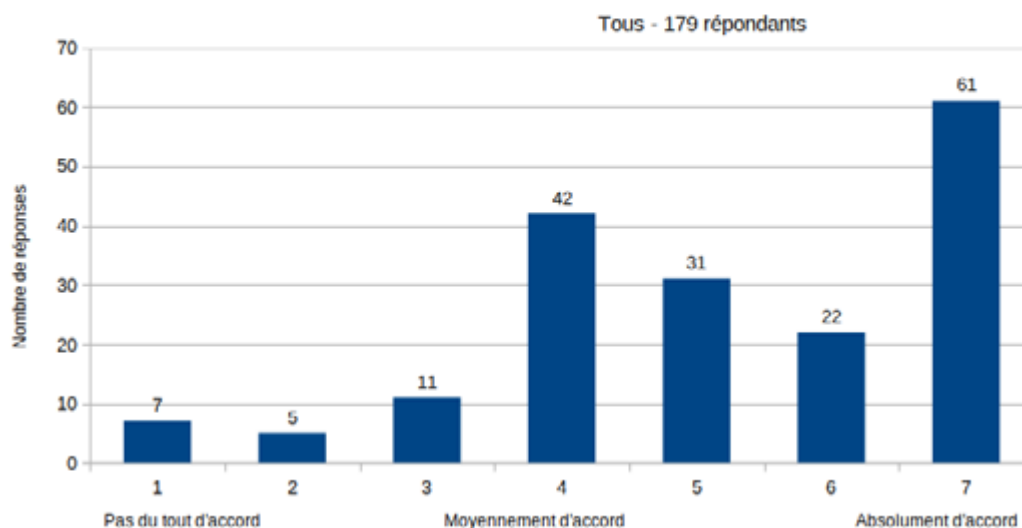
Ce ressenti est apparu souvent lors des échanges. Beaucoup de participants font référence à la solidarité qui semble, pour la plupart, en perte de vitesse. Cela contribue à diviser les groupes de publics : chômeurs et travailleurs, personnes d'origines différentes...

On déplore notamment :

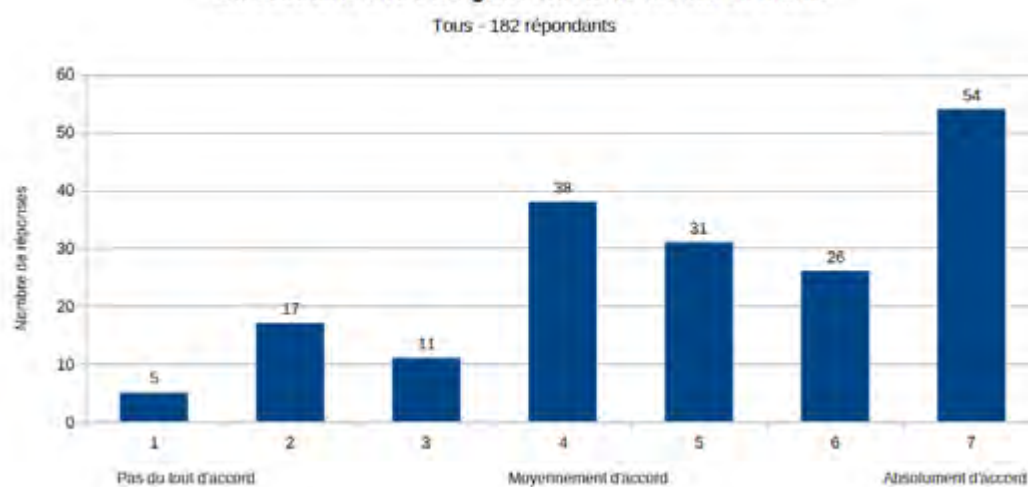
- « ... Le manque d'amour et de fraternité. Si les gens étaient moins cupides, si les institutions, la Banque mondiale, le FMI, les multinationales ne recherchaient pas que du profit mais qu'il y avait plus de pensées allant vers les gens, le bien commun, ça irait différemment. »
Danny (Mons)
- « ... L'ignorance sur ce qui se passe maintenant, l'intolérance, le racisme, le fascisme, ce qui revient très fort. L'oubli du passé. » Paul (Mouscron)

L'idée qu'il faut se mobiliser, agir pour recréer ces solidarités est également très présente dans les discussions. À l'affirmation : « Au sein de la société aujourd'hui, ce qui divise les gens entre eux est plus fort que ce qui les rassemble », une large majorité répond oui. 149 personnes estiment en effet que la solidarité existe de moins en moins. Et face à ces constats, les participants se demandent quelles solutions apporter pour résoudre ce qui apparaît comme des menaces envers la démocratie. Le mot « révolution » est régulièrement évoqué...

Au sein de la société actuelle, ce qui divise les gens entre eux est plus fort que ce qui les rassemble



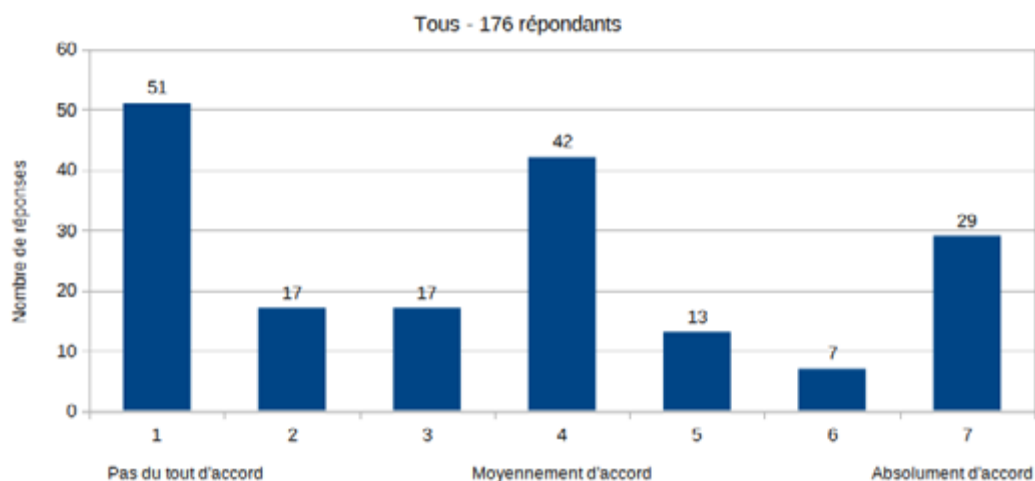
La solidarité entre les gens existe de moins en moins



À l'affirmation « *Il y a trop d'immigrés dans notre société* », 127 personnes répondent « pas du tout » à « moyennement d'accord », tandis que 49 personnes se déclarent très ou absolument d'accord. Notre mouvement est représentatif de la société et même si de nombreuses régionales sont actives sur le terrain, revendiquant un accueil digne des personnes réfugiées, certains voient néanmoins l'immigration comme une menace. Cela montre bien qu'il est essentiel de travailler ce thème pour confronter les idées reçues aux

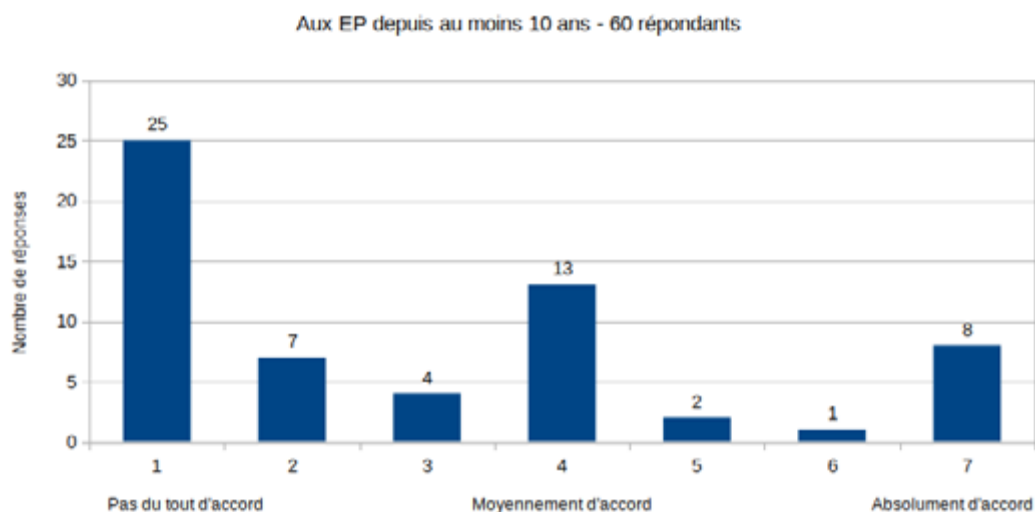
réalités et faire connaître les expériences positives qui montrent que l'accueil des migrants peut être bien vécu (voir l'exemple de la ville de Palerme en Sicile) et même peut-être, par exemple, une réponse au vieillissement de nos populations.

Il y a trop d'immigrés dans notre société



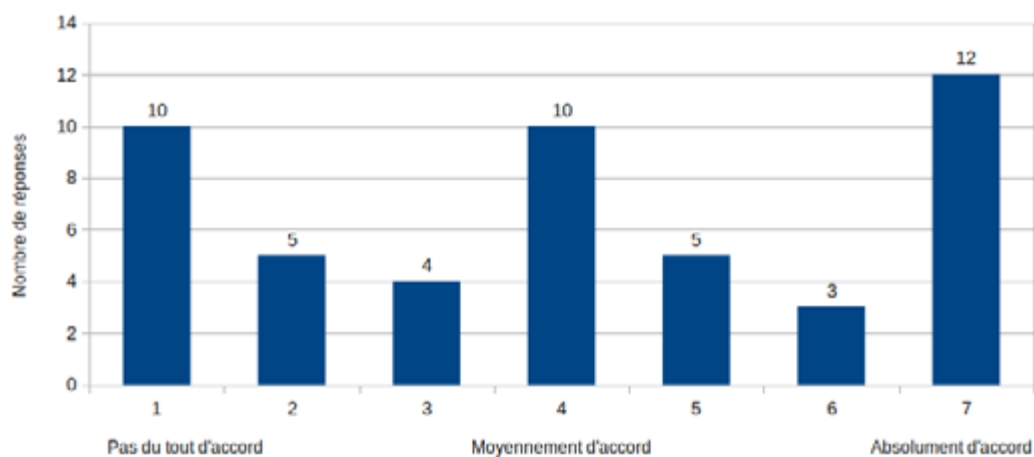
On note toutefois une différence de tendance si l'on compare les réponses des publics côtoyant les *Équipes Populaires* depuis longtemps (au moins dix ans) et celles des nouveaux arrivés. Ces derniers sont plus susceptibles de porter un jugement négatif sur l'immigration.

Il y a trop d'immigrés dans notre société



Il y a trop d'immigrés dans notre société

Aux EP depuis moins d'un an - 49 répondants

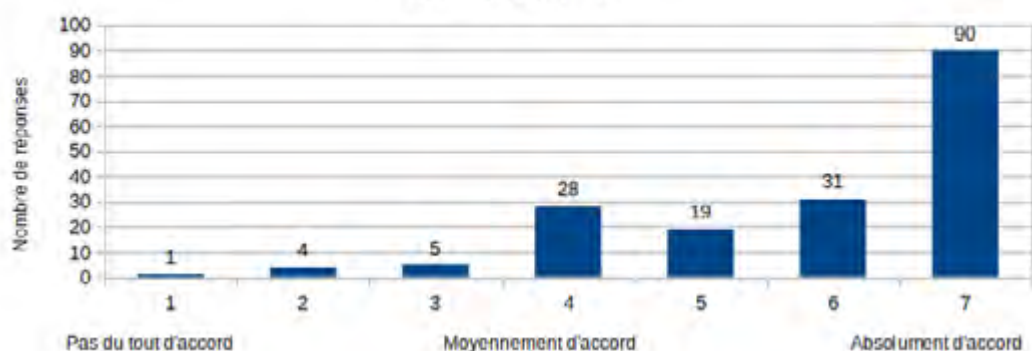


8.3 Des dérèglements de l'esprit critique

Quant au ressenti assez général du **recul de l'esprit critique**, il a été évoqué un peu partout et pour certains, les médias en portent la responsabilité puisque plus de 160 personnes souscrivent à l'affirmation « *Les médias ne donnent qu'une version des choses* ».

Les médias ne donnent qu'une version des choses

Tous - 178 répondants



« *Les gens ne réfléchissent plus par eux-mêmes et donc ils se fient à toutes sortes de choses.... On nous fait gober ce qu'on veut.... Il y a une mondialisation des idées et de l'info.* » Livia (Liège)

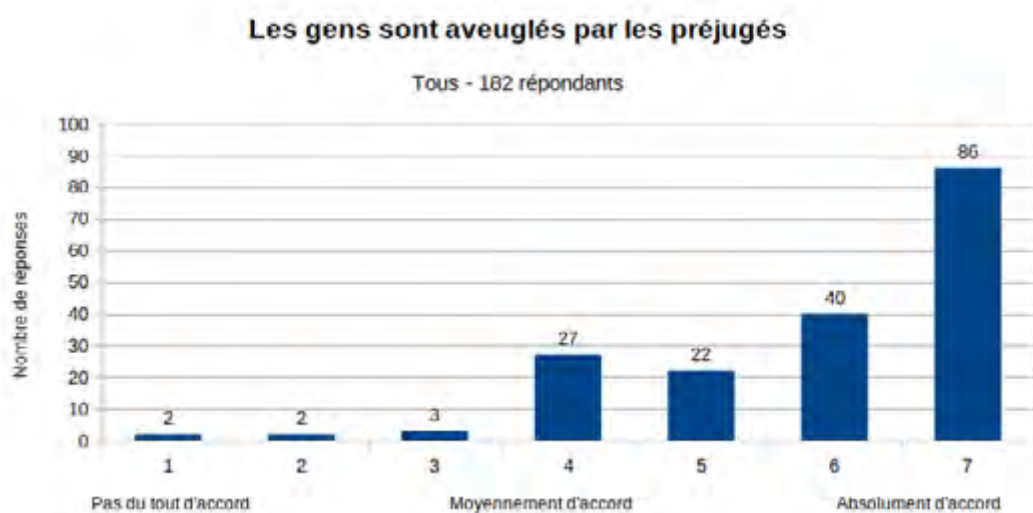
« Je pense qu'on est devant quelque chose de monstrueux et quelque part, on est noyé aujourd'hui par les médias, par tout le bazar. » Anne (Liège)

Un autre responsable de ce recul de l'esprit critique a été pointé du doigt : les nouvelles technologies.

« Les nouvelles technologies que l'on impose, qui sont partout, détruisent le lien social ; elles détruisent la pensée. (...) On se sert de la technologie pour mettre les personnes sur des rails et celui qui ne sait pas l'utiliser est coulé avant de commencer. » Hubert (Charleroi)

Plus fondamentalement, une autre cause est évoquée, celle des préjugés qui rongent la société.

« Les gens sont aveuglés par les préjugés » : la toute grande majorité des participants se sont déclarés d'accord avec cette affirmation. Il est étonnant de constater que les personnes interrogées se montrent très critiques envers la manière dont tourne le monde aujourd'hui tout en s'inquiétant d'un recul de l'esprit critique : leur attitude prouve en elle-même que tout esprit critique n'est pas perdu ! Certains disent regretter l'école d'hier. D'autres critiquent les médias dominants aux mains de grosses fortunes (comme Bolloré en France), les réseaux sociaux, sources de la surinformation ou au contraire d'une désinformation.



Pour clôturer sur ce point des « dérèglements » de l'esprit critique, relevons enfin cette exhortation d'un militant, en guise d'encouragement pour le secteur socioculturel auquel nous participons : « *Il faudrait un développement de l'éducation permanente dans toutes les communes et villages, ça pourrait apporter une amélioration de la société. Cela permettrait de lutter contre le populisme.* », constatait Francis (Mouscron), précisant que « *ce serait très utile pour l'avenir de la société.* »

Un moment de bascule ?

Le faisceau des trois grandes craintes et du contexte qui vient d'être évoqué semble clairement pointer un moment de basculement de société qui s'accompagne, c'est inévitable, e nouveaux questionnements sur le rôle de l'engagement militant et sur les modalités de cette bascule.

Dans les échanges, un sentiment d'impuissance s'est dégagé, ou à tout le moins des grandes interrogations à propos de « l'agir », résumées par cette prise de parole de Pascal (Brabant wallon) : « *Je remarque que nous partageons tous les mêmes constats par rapport aux problèmes actuels (...) Mais, je suis toujours un peu déçu parce que nous n'amenons rien de positif en termes de solutions.* » Un autre participant estime « *qu'il y a un désengagement généralisé et je trouve que les gens sont davantage consternés que concernés. On s'en tient à faire un constat, mais de là à bouger, à se mettre en marche, à essayer de faire avancer les choses, c'est plus compliqué...* ».

À côté de ce désarroi, on a également beaucoup entendu le pressentiment d'un momentum explosif, de l'avancée inexorable vers un tel point de déséquilibre que le système n'en serait plus tenable. « *Je pense que même les grosses fortunes commencent à se rendre compte que si ça continue, ça va péter. On dit que 200 familles détiennent 95% des richesses mondiales. Espérons que dans 10 ans il n'y en aura plus que 20 et à mon avis, à ce moment-là, ça risque de péter. Je ne sais pas de quelle façon mais je l'espère.* » (Jérôme, focus-groupe Luxembourg)

Résumé et transition vers la seconde partie

Les trois grandes peurs/inquiétudes qui se détachent nettement concernent le climat et l'environnement, le travail et l'emploi, et tout ce qui touche à la démocratie.

Le contexte dans lequel s'inscrivent ces peurs est fait de méfiance, de ressentiment, de rupture avec le politique et les institutions, de division, de troubles autour de l'esprit critique. Il semble très difficile aujourd'hui de « faire peuple ».

Tout cela converge vers un sentiment d'impuissance, l'intuition qu'on va vers des changements radicaux. Le pessimisme domine nettement même si on aimerait rester enthousiaste (« *Il faut être optimiste* » ont dit plusieurs participants, signe qu'ils ne le sont pas tout à fait).

Ces constats rejoignent globalement ceux de l'étude Noir-Jaune-Blues de Benoît Scheuer. Mais face à ces craintes et ressentiments, la participation à notre mouvement aide-t-elle à les appréhender de manière différente, à réagir ?

La plus-value d'un mouvement comme le nôtre est sans doute, et c'est ce qui ressort de plusieurs témoignages, l'engagement, la mobilisation, le fait de se mettre ensemble pour chercher les pistes en se donnant les moyens de mieux comprendre les réalités d'aujourd'hui. Au final, les peurs exprimées peuvent-elles être mobilisatrices ? Et si oui, quel rôle notre mouvement joue-t-il ou devrait-il jouer dans ce contexte anxigène ?

La deuxième partie de cette recherche s'attachera à confronter ces questionnements à certaines réponses fournies par des chercheuses et des chercheurs contemporains. Nous nous livrerons donc à une exploration tous azimuts, davantage qu'à l'affirmation d'une thèse.

PARTIE I : « Aujourd'hui, qu'est-ce qui m'inquiète vraiment très fort dans la société ? »

Peurs, colère, défiance. Et après ?

PARTIE II

Exploration d'apports théoriques

Peurs, colère, défiance. Et après ?

Préambule

Le processus participatif que nous avons initié a amené chacun individuellement puis collectivement à interroger ses perceptions, ses visions du fonctionnement de notre pays, du monde, de tout ce qui constitue notre vie en société, mais aussi à mettre en lumière les enjeux et les défis qui attisent nos inquiétudes et nécessitent qu'on les regarde bien en face pour y apporter des réponses dans l'optique d'un avenir plus apaisé. Pour poursuivre la réflexion et dessiner des pistes pour notre futur militant, place maintenant aux rencontres avec des penseurs d'aujourd'hui.

Si dans le secteur de l'éducation permanente, le mot « militer » va de soi, son étymologie renvoie au verbe latin *militare* (« être soldat ») et, par extension, se battre pour les causes auxquelles on croit, pour les idées que l'on veut défendre.

Les causes à défendre sont nombreuses et interdépendantes. Aujourd'hui, beaucoup sont liées aux conséquences du réchauffement climatique qui ont des implications aussi bien en matière de justice sociale que de santé, de mode de consommation, de géopolitique. Comme le relevait Bruno Latour, « *il ne s'agit plus d'une lutte des classes pour reprendre en main un système de production. Les défis sont multiples, ils touchent à tous les domaines de l'existence du vivant* » et l'urgence est là.

”

« *Ceux qui luttent ne sont pas sûrs de gagner, mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu* »

Bertolt Brecht

”

Notre colloque du 24 mars 2022 **Peurs, colère, défiance. Et après ?**, questionnait ces nouveaux traumatismes subis, à partir des analyses des trois intervenants invités, Delphine Masset, sociologue et philosophe, Laurence Blésin, alors permanente interprofessionnelle à la CSC Charleroi et Xavier Dupret, économiste¹.

Pour rappel

Les 200 questionnaires remplis par les militants classaient en tête de leurs inquiétudes : le climat, la perte de la biodiversité et la dégradation de l'environnement, l'emploi, une méfiance croissante envers le monde politique, les médias et les grandes entreprises. La montée de l'extrême droite, du racisme, de la violence dans nos sociétés était également source de bien des craintes. Quant aux combats prioritaires à mener, les cinq les plus souvent cités étaient : les droits humains, le logement, les inégalités, la sécurité sociale et la justice sociale.

De nombreux défis jalonnent, on le voit, le parcours de celles et ceux qui souhaitent approfondir l'analyse, la compréhension des faits, positionnement essentiel qui permettra d'éviter de s'engouffrer dans des croyances sans fondement, des thèses complotistes.

1. Voir La Fourmilière n° 209, *Échos du colloque des EP*, p. 16 à 18, Équipes Populaires, mars-avril 2022.

Comment mettre en place des stratégies qui fassent obstacle aux menaces actuelles ?

C'est à cette question que nous tenterons de répondre en présentant au fil des pages qui vont suivre, les idées novatrices, les expériences prometteuses, les analyses porteuses de solutions qui laissent entrevoir un chambardement salutaire.

Quel « équipement » ?

« Moi je trouve qu'il y a un désengagement généralisé et je trouve que les gens sont davantage consternés que concernés. On s'en tient à faire un constat, mais de là à bouger, à se mettre en marche, à essayer de faire avancer les choses, c'est plus compliqué... », déclarait donc un militant.

Dans son ouvrage *Mémo sur la nouvelle classe écologique* publié en janvier 2022², le sociologue Bruno Latour se demandait : « D'où vient cette panne dans les réactions alors que les menaces sont si grandes ? Certains évoqueront les campagnes de désinformation, la puissance des lobbies, l'inertie des mentalités. Pourquoi l'immense majorité des citoyens est-elle intimidée, mal à l'aise, hébétée de se sentir incapable d'agir ? Quel équipement serait nécessaire pour traduire enfin certitude, angoisse, culpabilité et embarras en mobilisation générale ? »

Il poursuit : « Les valeurs mobilisatrices au siècle dernier étaient celles de la prospérité, de l'émancipation, de la liberté. De puissants affects qui avaient embarqué les classes anciennes. Comment s'enthousiasmer aujourd'hui si ces valeurs de prospérité, d'émancipation, de liberté doivent être entièrement refondues ? Difficile quand c'est le progrès même qui est mis en cause. S'émanciper change de signification quand il s'agit de s'habituer à dépendre enfin de ce qui nous fait vivre. Il faut tenter de rester dans les limites ».

Quel équipement ? Voilà bien une question qui fait écho au sein des... *Équipes Populaires*.

2. Bruno Latour et Nikolaj Schultz, *Mémo sur la nouvelle classe écologique*, Les empêcheurs de penser en rond, 2022.

« **Faites-nous peur !** » : prévenir... et faire preuve de créativité

Une idée originale venue de France... L'Agence de l'innovation de Défense (AID) avec l'état-major des armées (EMA), la Direction générale de l'armement (DGA) et la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) ont lancé un appel d'offre, dans le cadre du Document d'orientation de l'innovation de défense. L'Université de Paris Sciences et Lettres a répondu à cet appel. L'expérience **Red Team** a vu le jour avec pour objectif de mener une recherche invitant des artistes et des scientifiques à élaborer des scénarios décrivant les grands dangers que pourrait rencontrer le pays en 2040-2060. Pour quel objectif ? « *La Red Team mettra en œuvre un processus structuré et itératif favorisant l'intuition et la créativité. Elle fera se confronter aux savoirs militaires, la science-fiction, la recherche scientifique pluridisciplinaire et les arts.* » Les scénarios ont été rassemblés dans deux albums parus récemment aux Éditions des Équateurs. Véritables « *polars de l'anticipation géopolitique*³ ».

Le dessinateur et scénariste belge François Schuiten a participé à ce projet associant auteurs, autrices, scénaristes et dessinateurs, experts scientifiques et militaires pour imaginer les menaces futures visant la France ou ses intérêts. La consigne du ministre de l'Armée était : « *Faites-nous peur !* ». Un comité d'éthique accompagnait le projet. Parmi les scénarios futuristes, il fut question de pirates évoluant dans les zones inondées, de zones de non-droits auxquelles l'armée n'aurait pas accès, de populations infiltrées par des personnes mal intentionnées. Les meilleurs éléments de l'armée ont ensuite été invités à imaginer les réponses possibles à ces scénarios basés sur ce que l'on connaît aujourd'hui en matière de risques pour le futur de la planète, des technologies omniprésentes, de la montée des extrémismes. Une sorte de science-fiction... plausible...⁴

Pour François Schuiten, cette expérience prouve qu'il est indispensable « *d'avoir la capacité d'affronter le futur et les dérives qu'on imagine mais aussi les réponses que l'armée, les États peuvent imaginer à leur tour.* » Cette expérience pourrait être menée par d'autres institutions, par des collectifs. Certains l'ont bien compris et inventent de

3. www.redteamdefense.org

4. *Sortir du déni, imaginer demain : deux expériences pour se projeter dans l'avenir*, Culture et Démocratie, n° 54, septembre 2022.

nouvelles manières de gérer le quotidien, en sortant du modèle qui nous enferme depuis la fin du 19^e siècle : celui d'une société qui s'alignait derrière une logique prônant le progrès technique et technologique, la croissance, l'économie capitaliste... soi-disant les seules réponses pour vivre bien sur la planète dont on a sciemment – ou pas – ignoré les limites. On sait aujourd'hui où cela nous a menés.

Questionner les mots, en inventer de nouveaux

L'astrophysicien français Aurélien Barrau est sur tous les fronts lorsqu'il s'agit de pousser à agir alors que « *nous sommes devant le plus grand défi de l'humanité* ». Il plaide pour « *une révolution politique, poétique et philosophique*⁵ ».

Il invite non plus à commenter ou à comprendre le réel mais à le produire et pour cela, il en appelle à notre imagination. Comment ? « *L'art, la littérature, la poésie sont des armes de précision. Il va falloir les dégainer. Et pour cela, il va falloir braver ses peurs* », suggère-t-il. Pour faire face « *au scandale et à la trahison.* » Aurélien Barrau, comme d'autres aujourd'hui, souligne la nécessité de remettre politique et social au cœur de l'écologie pour un renouveau démocratique. Il parle du « *pouvoir vivre* » en tant que liberté fondamentale. Dans l'émission de France Inter **La terre au carré**, le 10 mai 2022, il insistait sur l'importance des mots, l'importance d'être précis. Par exemple, expliquait-il, « *le mot environnement est compris comme : "tout ce qui n'est pas nous est ce qui est autour de nous"* ». Comme si l'humain disposait d'une sorte de « *grand Disneyland* ». Pour l'astrophysicien, il faut revoir la classification du réel. Le fait d'opposer nature et culture est « *une construction sociale qui nous fait croire que nous avons un statut transcendant par rapport au reste du monde.* » Il démontre combien tous les mots ont été dévoyés. « *Il faut être poète, suggère-t-il, comprendre la structure linguistique, s'autoriser des inventions. Il est urgent de se dire qu'on aurait pu construire autre chose, autrement et que ne pas le faire est suicidaire* ». L'Occident contemporain par sa puissance technique emporte dans sa chute plein d'autres peuples et animaux. « *L'Occident est navrant de manque*

5. *Il nous faut une révolution politique, poétique et philosophique*, Entretien avec Carole Guilbaud, Zulma, 2022.

d'imagination », déplore-t-il. Ce qu'aux *Équipes Populaires*, qui sait, nous avons peut-être pressenti en créant en 2016 le *Petit menteur illustré*, « dictionnaire des mots qui mentent », lequel proposait trois définitions d'un même mot : l'une néolibérale, l'autre progressiste et une troisième, décalée. Un exemple : la définition 'décalée' du mot croissance : « *la croissance économique, c'est comme un arbre qui grandit. Les Anglo-Saxons ont judicieusement appelé « plant » une exploitation industrielle. À noter qu'actuellement le terme « exploitation » est généralement suivi par l'adjectif « agricole », soulignant encore le fait qu'une exploitation, comme une plante, doit être généreusement arrosée pour croître. La définition ne précise pas ce qu'il convient de faire quand l'arbre est mort et menace de s'effondrer sur nos têtes*⁶ ».

L'épidémiologiste Marius Gilbert insiste aussi sur la nécessité de recourir à la fois à l'art, à la science et à la technologie pour aller vers une société plus durable. Car « *la révolution que nous allons entamer, dit-il, est à la fois culturelle, scientifique et technique... Sciences et technologies peuvent diminuer l'impact écologique de ce qui nous fait rêver, les artistes ont le pouvoir de transformer la nature de nos rêves* », conclut-il⁷.

Une nouvelle « classe écologique » ? Réinterroger les valeurs mobilisatrices d'hier

Le sociologue Bruno Latour nous invite à revisiter notre modèle et les dérives qu'il a engendrées - et dont nous payons un si lourd tribut aujourd'hui - pour dessiner une nouvelle manière de considérer la réalité, pour réparer et créer peu à peu une humanité émancipée. « *S'émanciper change de signification quand il s'agit de s'habituer à dépendre enfin de ce qui nous fait vivre !* ». Il faut en finir avec l'idée d'une planète sans limites, cesser de dépasser sans cesse les barrières mais plutôt « *tenter de rester dans les limites de l'enveloppe du système Terre.* » L'émancipation serait « *se libérer du registre étroit des idées de liberté explorées par les libéraux comme par les socialistes, dans le cadre de la seule production au service des humains.* »

6. *Le petit menteur illustré*, Équipes Populaires, 2016.

7. Marius Gilbert, *Arts et sciences pour la transition*, Le Soir, 06/02/2023.

Nous verrons plus loin comment Bruno Latour et Nikolaj Schultz dessinent des pistes concrètes pour l'avènement d'une **nouvelle classe écologique**, « consciente et fière d'elle-même ». **« S'habituer à dépendre enfin de ce qui nous fait vivre... Tenter de rester dans les limites. »**

Dans leur *Mémo*, Bruno Latour et Nikolaj Schultz dressent différents constats. Ils se demandent comment organiser la politique autour de l'écologie, défi majeur de notre époque, sachant que donner à ces luttes une définition cohérente est très difficile. Car « *la nature divise*, disent-ils, *parce qu'elle suscite une multitude de conflits sur tous les sujets de l'existence quotidienne, par exemple l'approvisionnement en ressources, à toutes les échelles et sur tous les continents.* »

Les conditions de vie sur terre ont été détruites pour répondre au diktat de la production. Les auteurs proposent de dresser une cartographie des nouveaux types de conflits que génère l'écologie pour ensuite « *définir un horizon commun pour l'action collective* ».

« *Nous sommes à la fois victimes et complices*, soulignent-ils. *D'où la difficulté de tracer les fronts bien nets entre les amis et les ennemis de l'écologie.* » Si la notion de luttes des classes avait permis d'unifier les mobilisations au siècle passé, faire émerger une classe écologique s'avère plus complexe car certaines actions vont rassembler ou diviser des personnes n'appartenant pas forcément à la même classe. Il faut donc se poser la question suivante : « *quand les disputes portent sur l'écologie, avec qui vous sentez-vous proches et de qui vous sentez-vous éloignés ?* » Pour Bruno Latour et Nikolaj Schultz « *l'émergence d'une éventuelle conscience de classe est à ce prix* ». « *Où se situe-t-on dans le paysage social et avec qui on combat* », doit soutenir la réflexion de l'émergence d'une classe écologique et ne pas faire l'économie de se situer dans sa relation aux luttes des deux siècles précédents durant lesquels « *différents groupes sociaux occupaient des positions différentes dans un paysage matériel et social stratifié. Les intérêts antagonistes de ces groupes les faisaient inévitablement s'affronter dans des conflits sociaux et politiques* ». Les auteurs suggèrent une analyse matérialiste des conditions d'existence et rappellent que pour Marx, le fondement de l'histoire sociale était de rendre compte des conditions matérielles : ce que les humains mangeaient, l'eau qu'ils buvaient, les vêtements qu'ils portaient, les maisons dans lesquelles ils vivaient... Il était question de production et de

reproduction. « Or, aujourd'hui, constatent-ils, la production ne définit plus notre seul horizon : production et reproduction ne sont plus les baromètres. Les classes changent de forme autrement. Nous sommes face à une transformation énorme de l'infrastructure matérielle des sociétés. »

Mobiliser les ressources pour produire guidait l'économie. « Aujourd'hui, existe-t-il une économie capable de se retourner vers le maintien des conditions d'habitabilité du monde terrestre ?, se demandent Bruno Latour et Nikolaj Schultz. « C'est là l'enjeu de la nouvelle classe écologique, postulent-ils. Il faut amplifier la résistance de la société à l'économisation. »

« La classe écologique peut donc revendiquer qu'elle reprend, en l'amplifiant, l'histoire de la gauche émancipatrice. En témoigne, le fait que les militants écologistes sont maintenant plus nombreux à se faire assassiner que les syndicalistes. » On l'a vu au Honduras avec l'assassinat de la militante écologiste cheffe de file de la défense des droits des indigènes, Berta Caceres, en mars 2016. Elle avait mené une campagne couronnée de succès contre le plus grand constructeur (chinois) de barrage du monde afin qu'il renonce à son projet dit de « l'Agua Zarca Dam ».

Auparavant, augmenter la production pour que cela profite à tous et répartir les richesses, semblait faire consensus. Il fallait juste se mettre d'accord sur la juste redistribution des richesses, des fruits de la croissance. Et voilà qu'aujourd'hui, « l'augmentation de la production, la notion même de développement, celle de progrès apparaissent comme des aberrations auxquelles il faudrait remédier. La classe écologique doit fournir **un nouvel équipement** qui permettrait de passer à l'action. »

Mais « comment mobiliser alors que beaucoup se sentent paralysés devant l'ampleur de la tâche et l'imminence de la catastrophe ? » Telle est bien la question. De plus en plus de voix s'accordent à dire que la priorité doit être donnée au maintien des conditions d'habitabilité de la planète et non plus au développement de la production.

”

« Au lieu de parler de développement, il faudrait parler d'enveloppement car tout est combiné, interdépendant... »

Dusan Kazic

“

Repérer des continuités et discontinuités entre humains et non-humains

La nature est un concept né à la fin de la Renaissance, au 17^e siècle avec la révolution mécaniste. Alors que nous sommes tous régis par les lois de la nature, l'humanité européenne s'est placée au-dessus des animaux et a rangé animaux et végétaux dans la catégorie « nature » qu'elle a opposée au concept de culture. Cela a marqué notre séparation du monde vivant que l'homme a considéré, à partir de cette époque, comme son champ d'activités rempli de ressources à exploiter. Cela a amené la civilisation industrielle servie par la colonisation et les dominations qui ont entraîné l'accaparement des terres et l'esclavagisme à partir desquels les richesses occidentales ont été accumulées. Au cours de l'histoire et dans d'autres régions du monde, d'autres manières de faire société ont toujours existé. Et elles nous renvoient en miroir aujourd'hui les aberrations de notre système économique, politique, institutionnel. Il est donc important de revisiter cette histoire et de remettre en cause ce dogme de l'économie au-dessus de tout. Non, tout n'est pas marchandise. Non, tout n'est pas interchangeable grâce à l'argent. Sur ce plan, notre vocabulaire devrait aussi être réinterrogé. On parle de « personnes à charge », de « ressources humaines », de « profiter » de la vie... Ces termes et bien d'autres traduisent notre penchant funeste, nous le savons aujourd'hui, à considérer en termes marchands nos liens aux autres et à la planète.

Nos sociétés sont comme verrouillées dans des logiques qui les asphyxient. Or, on réalise de plus en plus que l'humain fait intégralement partie du vivant⁸.

En 1977, le communiste italien Enrico Berlinguer appelait le mouvement ouvrier à « faire sienne la barrière de l'austérité », peut-on lire dans le récent ouvrage de Paul Magnette, *La vie large*⁹ : « À la consommation privée, source de parasitisme et de privilèges, une austérité de gauche devait opposer une "moralité nouvelle", fondée sur les valeurs de la rationalité, la rigueur, la justice, la jouissance de biens authentiques, c'est-à-dire la culture, l'instruction, un rapport sain et libre à la nature ».

On entend de plus en plus des appels à en revenir au local, à des territoires qui s'organisent suivant leurs propres règles. Cela semble compatible avec les perspectives écologiques. C'est par exemple ce que revendiquent les ZAD (Zones À Défendre) dont les occupants ont pris conscience qu'ils faisaient partie du vivant : « Nous sommes la nature qui se défend¹⁰ ». Cette imbrication entre le social et le naturel, dont on perçoit de plus en plus les manifestations, vient mettre à mal l'organisation actuelle la société et la façon de penser les combats, qui ont été longtemps pensés comme bien distincts entre eux (lutttes sociales d'une part, mouvements écologistes de l'autre). C'est cette zone de démarcation, incertaine, que les grandes peurs identifiées dans notre recherche viennent heurter de plein fouet.

8. Philippe Descola (anthropologue émérite CNRS) et Alessandro Pignocchi, *Ethnographies des mondes à venir*, Seuil, 2022.

9. Paul Magnette, *La vie large*, La Découverte, 2022.

10. Contrastes n° 213, *Quand les territoires se revivifient*, Équipes Populaires, novembre-décembre 2022.

Climat et justice sociale

Climat, biodiversité, environnement : une inquiétude largement partagée

Cette préoccupation venait en tête des inquiétudes des personnes ayant répondu à notre questionnaire. À la question « *Aujourd'hui, qu'est-ce qui m'inquiète vraiment très fort ?* », une personne sur quatre répondait « *le climat* ». C'était avant la crise sanitaire. Celle-ci a modifié les curseurs. Le réchauffement climatique préoccupe donc énormément les militants. Parmi eux, aucun climatosceptique. Tous ont pleinement conscience des enjeux écologiques. Ils manifestent leurs inquiétudes pour les générations futures (bon nombre de participants sont pensionnés ou grands-parents). « *J'ai la chance de militer dans toute une série de choses, dont ici, à la Maison de l'environnement, et je rencontre énormément de jeunes. Donc je suis souvent en opposition avec ce qu'on dit de la jeunesse... La jeunesse est aussi très positive, il faut le dire.* » (Marc, régionale de Liège). Les marches pour le climat sont perçues comme un signe d'espoir. Certains, comme Friedrich de la régionale de Mons, estiment qu'il faut taxer ceux qui polluent : « *Ceux qui veulent la liberté de rouler en SUV, 4x4, diesel en ville... Cette taxe doit être versée dans les transports en commun.* » Les militants appellent à la responsabilité de chacun.

Certains se préoccupent de l'épuisement des ressources et de la fin du pétrole, se demandant si des alternatives seront mises en place sans tarder.

a. **État des lieux : une catastrophe absolue**

Le 6^e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), paru en 2022, tire la sonnette d'alarme. Il fournit des informations régionales détaillées pour permettre un développement résilient au climat¹¹.

Comme on pouvait s'y attendre, le tableau dressé est très sombre. Une élévation de la température de 2 degrés par rapport à l'année 1850 (avant la révolution industrielle) entraînerait 150 millions de morts en plus en raison de la pollution de l'air, de la multiplication des ouragans, des incendies de forêt, des sécheresses et des famines qu'elles entraîneraient. On assisterait également à la montée des eaux et certaines villes deviendraient invivables. Pour les climatologues, il est donc urgent d'agir efficacement pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Certaines régions du monde dont le Moyen-Orient et l'Asie centrale seraient deux fois plus affectées par la hausse des températures. Des chercheurs de l'Université de Cambridge ont, de leur côté, publié récemment une étude très préoccupante¹². Selon eux, les risques d'extinction de l'humanité pourraient être sous-estimés. La famine et la malnutrition, les conditions météorologiques extrêmes, la guerre et les maladies sont les conséquences attendues de réponses inadéquates aux menaces qui pèsent sur la planète. En décembre 2015, **l'Accord de Paris**, ce traité international sur les changements climatiques, a été adopté par 196 parties lors de la COP 21 à Paris. En novembre 2016, il est entré en vigueur. Ce traité est juridiquement contraignant. Son objectif est de limiter le réchauffement climatique à un niveau inférieur à 2°, de préférence à 1,5° Celsius. Pour concrétiser cet objectif de température à long terme, les pays visent à parvenir à un monde climatiquement neutre d'ici le milieu du siècle. L'Accord de Paris réaffirme aussi que les pays développés doivent prendre l'initiative d'apporter une aide financière aux pays moins bien dotés et plus vulnérables, tout en encourageant pour la première fois les contributions volontaires des autres parties¹³.

11. Version française réalisée par Nîmes en transition : <https://nimesentransition.org/doc/GIEC-WGII-AR6-fr.pdf> et Rapport des Nations Unies : <https://www.un.org/fr/climatechange>

12. Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS).

13. <https://unfccc.int/fr/a-propos-des-ndcs/l-accord-de-paris>

Les personnes qui possèdent le moins de moyens financiers sont à la fois les plus exposés aux dépenses énergétiques et en même temps, celles qui ont le moins accès aux biens environnementaux. Or, on sait que le bâti européen est responsable à 25% des émissions de CO₂. Les rénovations nécessaires pourraient être confiées à des entreprises publiques.

Malgré l'Accord de Paris, on sait qu'entre 2010 et 2019, les émissions de gaz à effet de serre n'ont cessé d'augmenter, comme le démontrent toutes les données. L'objectif de l'accord – de limiter la hausse des températures à 1,5°C maximum - semble aujourd'hui hors de portée. Seule l'adoption rapide de solutions drastiques au niveau international nous permettrait de l'atteindre. Hélas, l'appel pressant adressé aux dirigeants du monde par les rapports du GIEC, les ONG, les associations présentes à la COP26 en 2022, n'a pas été suffisamment entendu ; il est survenu au moment où la guerre en Ukraine était au cœur de l'actualité.

Certains climatologues affichent toutefois un certain optimisme. C'est le cas de Nicole van Lipzig, qui est climatologue à la KU Leuven. Ainsi, dans une interview récente¹⁴, elle constatait une prise de conscience désormais générale : « *ceux qui nient ou minimisent la problématique climatique sont aujourd'hui considérés comme des Martiens* ». Pour elle, faire la leçon aux citoyens est contre-productif. Elle croit davantage au « nudging » (en français « coup de coude » ou « coup de pouce »), à l'encouragement subtil en donnant soi-même le bon exemple. Par exemple, « *en proposant toujours un plat végétarien lors d'un repas entre amis* », explique-t-elle. Mais bien sûr, lutter contre le réchauffement climatique nécessite surtout de prendre des décisions au plus haut niveau : celui des gouvernements, du monde de la finance et de l'industrie. La climatologue croit beaucoup aux avancées technologiques (par exemple en ce qui concerne les batteries) qui ne peuvent faire l'impasse sur les matières premières mais tout en limitant l'impact de leur extraction sur l'environnement et en concertation avec les communautés locales. Elle plaide également pour la réutilisation de ces matières premières et pour la recherche qui pourrait amener à trouver des matériaux alternatifs, moins polluants.

14. Interview de Nicole van Lipzig, climatologue, par Erik Raspoet dans Knack, 16 novembre 2022.

Ce qui était aussi l'un des thèmes abordés lors de la COP27. Parmi les innovations largement évoquées lors de cette Conférence des Nations Unies en 2022 sur les changements climatiques, les potentiels du bambou comme matériau de construction durable et de développement économique circulaire, de l'hydrogène vert, des légumineuses dans l'amélioration de la sécurité alimentaire. Les énergies solaires et éoliennes sont déjà les sources d'énergie qui se développent un peu partout.

Mais, à côté de ces perspectives d'innovation qui permettent à certains de garder espoir dans une forme de transition, l'une des premières problématiques à interroger est bien sûr la logique capitaliste de l'accumulation. On pourrait s'y attaquer en taxant davantage ou en interdisant ce qui relève d'une consommation de luxe. Une autre manière d'agir contre cette logique serait de s'attaquer à la propriété capitaliste des moyens de production. Entre autres en sortant le secteur de l'énergie des mains du privé et du capital : en imaginant un service public de l'énergie qui associe citoyennes et citoyens à la prise de décision par exemple en ce qui concerne la gestion de la production. Il faudrait réorienter également les dépenses : et on sait que passer aux énergies propres nécessite des investissements énormes.

b. **La classe politique paralysée ?**

Alors que le Green Deal européen qui vise la neutralité carbone à l'horizon 2050 devrait déjà marquer des avancées en matière de réduction de gaz à effet de serre, force est de constater que peu de choses bougent. La Belgique s'est fixé une réduction de 47% d'émissions de CO₂ à l'horizon 2030. Mais il semble que le fait de devoir se mettre d'accord entre fédéral et entités fédérées est une source de blocage constate Nicolas Van Nuffel, président de la Coalition climat, une large coalition qui regroupe environ nonante organisations de la société civile belge parmi lesquelles le MOC¹⁵.

Côté flamand, si certains politiciens minimisent l'impact du réchauffement climatique mettant en avant le fait que lorsqu'il faut agir concrètement, les solutions sont trouvées,

15. <https://www.klimaatcoalitie.be/fr>

il faut noter que sur le plan de la sobriété énergétique, nos voisins ont une longueur d'avance. Mais c'est au niveau des entreprises que la Flandre cale, les impératifs économiques prenant encore le dessus par rapport aux impératifs climatiques ; cela alors qu'il est urgent d'intégrer que le modèle économique et financier sur lequel reposent nos sociétés doit changer. On peut déplorer également le peu d'implication citoyenne dans les processus de décisions quand, dans le même temps, les lobbies industriels sont très actifs, notamment au niveau des instances européennes. Raison pour laquelle certaines décisions, telles que la prolongation de l'utilisation des glyphosates en agriculture, semblent incompréhensibles.

En Belgique, il arrive que de bonnes nouvelles surgissent dans ce paysage sombre. Ainsi, les partis Ecolo/Groen ont déposé une résolution auprès de la Cour pénale internationale, demandant de reconnaître l'écocide comme crime contre l'humanité. Le Parlement a adopté cette résolution à une large majorité fin 2021, faisant de notre pays le premier État occidental à s'engager sur ce terrain.

Notre pays avait réduit ses émissions carbone de 28% en 2020 ; une diminution liée à la crise sanitaire. Ce qui a permis à chacun d'expérimenter d'autres manières de consommer, de se déplacer. Le secteur des transports routiers pose toujours problème ; il est celui qui produit le plus d'émissions de CO₂ et celles-ci sont celles qui ont le plus augmenté entre 1990 et 2019. Dans le secteur industriel, la fermeture et la délocalisation des sites sidérurgiques ont contribué à diminuer ces émissions sur le territoire belge. Les hivers plus doux ont aussi permis de réduire le chauffage domestique.

Interrogé dans la revue *Imagine Demain le Monde* dans un dossier consacré aux freins en matière de lutte contre le réchauffement climatique¹⁶, Paul Magnette, bourgmestre de Charleroi, président du Parti socialiste et professeur de théorie politique à l'ULB, remarquait que « *des options fortes ont été prises en Wallonie. Le stop béton, l'arrêt de construction de routes, la plantation de haies, le classement d'énormes parties du territoire en réserve naturelle, le passage progressif à l'agro-écologie...* ». « Néanmoins, on se trouve face à deux défis majeurs : les moyens financiers et la coordination sur le terrain », soulignait-il.

16. *Imagine Demain le Monde*, n° 152, sept.- oct. 2022, page 31.

Il participait en octobre 2022 au festival Outre-Mondes à l'Eden à Charleroi ; « *un festival pour penser un monde en transition*¹⁷ ». Le thème de la soirée : « *L'écologie est-elle soluble dans le capitalisme ?* ». Il était invité à débattre avec Daniel Tanuro, fondateur de l'ONG *Climat et justice sociale*¹⁸, à propos de son ouvrage *La vie large*¹⁹, référence à la phrase de Jean Jaurès, homme politique socialiste humaniste français : « *Nous ne sommes pas des ascètes. Il nous faut la vie large* ». Cet ouvrage qui se veut « manifeste » a pour ambition de « *donner au combat pour la justice climatique une réelle puissance mobilisatrice* ». « *Faire que la "vie large" ne soit plus le privilège de quelques-uns, mais la réalité de tous...* » Il plaide pour un écosocialisme. Le ton est donné. Il s'agit de rendre l'écologie désirable. Ce qui rejoint l'idée de Bruno Latour qui plaide pour une nouvelle classe écologique, en s'appuyant sur les mêmes constats.

Il est donc question de justice sociale contre laquelle résistent « *tous ceux qui profitent de l'ordre actuel, et feront tout pour que rien ne change* », peut-on lire dans l'introduction de l'ouvrage de Paul Magnette. « *Quelles sont les forces qui font obstacle à la transition vers cette autre façon de vivre... et les moyens de les contrer ?* », s'interroge-t-il. On sait que les secteurs des énergies fossiles et de l'agroalimentaire concentrent des capitaux énormes et sont les grands responsables de la production de gaz à effet de serre. Par ailleurs, parmi les cent entreprises du secteur des énergies fossiles les plus émettrices, certaines sont publiques. C'est le cas en Russie avec les oligarques. Cela montre qu'étatiser n'est pas toujours la solution, les états autoritaires n'étant pas soumis à un contrôle démocratique. Paul Magnette parle du « *privilège carbone*²⁰ », n'hésitant pas à utiliser le terme « *d'oligarchie* ». Il explique comment ce système se maintient malgré le fait qu'il ne profite qu'à une poignée de personnes et en dessert des milliards : « *Si le dérèglement climatique est un péril imminent, si nous savons exactement comment agir pour en limiter les effets et si la quasi-totalité de la population mondiale a intérêt à une transition climatique rapide et radicale, pourquoi tarde-t-elle tant à s'imposer ? Tout simplement parce que cette transition suppose de remettre en cause des hiérarchies et des rapports*

17. <https://www.rtbf.be/article/festival-outre-mondes-a-leden-penser-le-monde-de-demain>

18. www.climatetjusticesociale.be

19. Magnette Paul, *La vie large. Manifeste écosocialiste*, La Découverte, Paris, 2022.

20. Vincent Edin, Usbek&Rica, 14 octobre 2022.

de domination qui sont inscrits au cœur du capitalisme, et que ceux à qui ce système profite ont très habilement su retarder, voire empêcher toute décision menaçant de réduire leurs profits et leurs privilèges ».

Et Paul Magnette de montrer comment le nouveau privilège le plus démesuré est le privilège carbone. *« Les 10% les plus riches de la population mondiale sont responsables à eux seuls de près de la moitié des émissions, alors que la moitié la plus pauvre de l'humanité ne produit que 12% des émissions globales. Et cette tendance oligarchique ne fait que s'accroître avec le temps : entre 1990 et 2015, plus du tiers de l'augmentation des émissions est imputable aux 5% de la population mondiale les plus riches, ceux-ci étant situés aussi bien dans les pays pauvres et émergents que dans les pays riches. »* Sa critique se conclut par un appel au partage.

Mais il fait également l'éloge du conflit comme dépassement d'une peur tétanisante en s'appuyant sur un sociologue célèbre : *« C'est ce mécanisme, conduisant de la colère à l'espoir, de l'indignation à l'exigence de justice, qu'Émile Durkheim - sociologue français, l'un des fondateurs de la sociologie moderne - avait identifié comme l'origine du mouvement socialiste à l'aube de la révolution industrielle ».*

c. Du côté des syndicats

Il semble que la position des syndicats aujourd'hui est en train de prendre en compte ces défis environnementaux. Bruno Bauraind, chercheur au GRESEA (Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative), observe que *« le débat "défense de l'emploi" versus les impacts environnementaux et la santé des travailleurs vit de plus en plus dans les entreprises où de nombreux permanents syndicaux sont conscients de l'importance d'articuler les questions écologiques et sociales. Mais ce sont les mêmes qui doivent aussi se battre pour défendre les acquis dans un contexte socio-économique tendu ».* Ce que confirme François Sana, économiste à la CSC et membre du Conseil fédéral du développement durable : *« Conceptuellement, les verrous sautent ça et là. Le secteur des énergies renouvelables décolle. La rénovation des bâtiments, tout le monde s'accorde à dire que cela va créer énormément d'emplois. Il reste évidemment encore énormément*

de travail, notamment dans le chef des grands secteurs polluants qui se cabrent toujours²¹... »

Néanmoins, les centrales syndicales ne parlent pas forcément d'une même voix. On l'a vu dans l'actualité récente avec l'arrivée de la multinationale chinoise Alibaba à l'aéroport de Liège. Mais les syndicats espèrent que la tenue en 2023 de la conférence fédérale sur la transition juste permettra de définir des objectifs clairs. « *Il faudra nous expliquer la marche à suivre*, indique Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC. *Nous ne laisserons personne au bord du chemin comme on l'a fait avec la sidérurgie où des générations entières ont été sacrifiées... On manque d'une ligne directrice forte²².* » Ce qu'approuve Thierry Bodson de la FGTB : « *La formation des travailleurs aux métiers de demain est un exemple très concret où nous pouvons agir.* »

Il existe une commission nationale climat où siègent les cabinets et les administrations mais ses mécanismes de décision sont opaques, l'essentiel des rencontres se déroulant à huis clos. En outre, nord et sud du pays ne parviennent pas à s'entendre ; or, refédéraliser ces matières serait souhaitable. Pour le climatologue Jean-Pascal Van Ypersele, ancien vice-président du GIEC, la complexité institutionnelle belge et la mal-gouvernance n'expliquent pas tout²³. Pour lui, cela s'explique aussi par le court-termisme caractéristique de nos démocraties occidentales. Il déplore également que beaucoup de décideurs sont insuffisamment au fait de ces matières. D'autre part, le fonctionnement de notre système qui engendre des objectifs électoralistes et à court terme n'aide pas à mener une politique volontariste qui s'inscrive sur du long terme. Pour beaucoup, parmi lesquels les participants à notre recherche, il faudrait revoir en profondeur nos processus de décision. Et en finir avec le marchandage. « *Une fois que tu as voté, le pouvoir est confisqué. Il faudrait que les dirigeants dépassent leur intérêt personnel pour penser globalement* », remarque Enzo lors du focus-groupe de Liège.

21. *Climat, les conservatismes à l'œuvre*, Imagine Demain le monde, n° 152, sept.-oct. 2022, p. 33.

22. *Climat, les conservatismes à l'œuvre*, Imagine Demain le monde, n° 152, sept.-oct. 2022.

23. *Idem.*

Autre frein : cinq grandes entreprises font la pluie et le beau temps dans les fédérations patronales de notre pays. Elles continuent à prôner la concurrence et la croissance comme seuls remèdes. Pour Bruno Bauraind, « *les grandes entreprises capitalistiques rechignent à l'idée d'un nouveau modèle basé sur des politiques volontaristes, une planification écologique, une sobriété économique* ». La FEB (Fédération des entreprises de Belgique) s'est toujours montrée peu encline à soutenir ce modèle, néanmoins elle met en avant son soutien à des initiatives dans le cadre de l'économie circulaire.

Et pourtant, selon Jean-Pascal Van Ypersele, « *nous avons toutes les compétences pour avancer en Europe (centres de recherche, entreprises innovantes). Et ceux qui iront au plus vite vers une économie décarbonée seront les premiers gagnants* ». Mais des prises de conscience se font au sein des entreprises. Il faut néanmoins hâter la concrétisation.

Pour Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC, interrogée dans le dossier de la revue *Imagine Demain Le monde*²⁴ : « *On ne voit ni direction claire ni planification écologique et sociale ! Pire : on décide A et finalement on fait B. La fermeture des centrales nucléaires est l'exemple parfait. On vote la mesure et puis on change de cap. Résultat : nous voilà à la merci de gros opérateurs privés qui sont en position de monopole, obligés de laisser faire le marché, sans vue précise ni contrôle sur le prix de l'énergie* ».

Le 9 janvier 2023, un accord a été signé entre Engie et le gouvernement belge sur la prolongation des deux réacteurs de Doel 4 et Tihange 3. Ceux-ci devraient redémarrer en novembre 2026. La coexistence de l'État et d'Engie dans une structure unique risque bien de susciter de nombreux débats. Espérons que les coûts énormes que cela va entraîner ne se répercuteront pas sur la facture du contribuable. On le voit, il semble bien difficile de parler d'une même voix dans notre petit pays. Et lorsqu'il faut aller porter les décisions nationales dans des cénacles internationaux, le Premier ministre peine à les présenter.

24. Idem.

d. **Et dans le monde ?**

À un niveau international, la COP27 de novembre 2022 a marqué une avancée historique en décidant de créer un fonds pour les pertes et préjudices causés par le réchauffement. Celui-ci viendra en aide aux pays les plus vulnérables, souvent les moins émetteurs de CO₂. C'est ce qui était prévu dans l'Accord de Paris. Par contre, la question d'une moindre utilisation des énergies fossiles a été à peine mentionnée dans les textes.

Quant à la future COP28 qui se tiendra en novembre 2023 à Dubaï, elle suscite déjà un certain scepticisme, le Sultan Al Jaber, ministre de l'Industrie, patron de la compagnie pétrolière nationale des Émirats arabes unis et envoyé spécial de son pays pour le climat déclare : « *La lutte contre le réchauffement de la planète ne doit pas se faire au détriment de la croissance économique* ». Les militants écologistes estiment que la nomination à la tête de la prochaine conférence de l'ONU sur le climat d'un patron issu de l'industrie pétrolière « *menace la légitimité et l'efficacité de la COP28* ».

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU - Juillet 2022

L'Assemblée générale de l'ONU déclare que l'accès à un environnement propre et sain est un droit humain universel. Sur les 169 pays membres présents et participants à l'assise, 161 ont voté pour et 8 se sont abstenus (la Chine, la Fédération de Russie, le Bélarus, le Cambodge, l'Éthiopie, l'Iran, le Kirghizistan et la Syrie). Cette décision aiderait également les États à accélérer la mise en œuvre de leurs obligations et engagements en matière d'environnement et de droits de l'homme. En 1972, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de Stockholm, qui s'est achevée par une déclaration historique, a été la première à placer les questions environnementales au premier plan des préoccupations internationales. Elle a marqué le début d'un dialogue entre pays industrialisés et pays en développement sur le lien entre la croissance économique, la pollution de l'air, de l'eau et des océans, et le bien-être des populations du monde entier. En octobre dernier, après des décennies de travail par des nations en première ligne du changement climatique, comme l'archipel des Maldives, ainsi que par plus de 1000 organisations de la société civile, le Conseil des droits de l'homme a finalement reconnu ce droit, et appelé l'Assemblée générale des Nations Unies à faire de même.

e. **Idées pour de nouvelles fondations (Bookchin, Ariès, Hopkins)**

Nous avons trop longtemps cru (et on nous a fait croire) que le marché allait tout résoudre. C'est au cours des années quatre-vingt que la logique des quotas, des compensations a été décidée et on constate aujourd'hui qu'elle ne résout rien, au contraire.

L'américain Murray Bookchin est l'une des figures fondatrices de l'écologie sociale. Ce chercheur américain (disparu en 2006) est également le théoricien du « communalisme » : une proposition à vocation révolutionnaire, populaire et écologiste qui aspire à dépasser le marxisme et l'anarchisme tout en reconfigurant institutionnellement l'ensemble de la société, de bas en haut, autour de la commune et de la démocratie directe²⁵. Voilà qui rappelle les idées défendues par Pablo Servigne, Raphaël Stevens et Gauthier Chapelle.

Paul Ariès, parle lui d'écologie populaire²⁶. Il soutient la thèse, analyses à l'appui, que les milieux populaires ne sont pas éloignés, comme certains le supposent, des pratiques de transition écologique. Au contraire, ils participent grandement, par leurs modes de vie, à secourir la planète. Le politologue propose d'opérer un retournement complet de notre grille de lecture. Nos actions devraient donc toucher davantage un public aisé. Il suggère d'établir des liens entre niveaux de revenus et taux d'émissions de CO₂. Au-delà des données chiffrées, il est intéressant de se pencher sur les pratiques et modes de vie choisis ou hérités culturellement. Pour Paul Ariès : « *Les milieux populaires sont plus écolos que les écolos.* » « *Prêcher l'écologie est paradoxalement plus efficace auprès des milieux populaires qu'au sein des classes aisées car l'évolution des comportements prend appui sur des prédispositions telles que ne pas gaspiller.* » Bien sûr avec de faibles revenus, voitures plus polluantes et maisons mal isolées sont davantage une réalité qui alourdit parfois le bilan carbone des personnes des milieux populaires, le plus souvent bien malgré elles. Et c'est là que les politiques publiques ont un rôle à jouer. Un pas dans ce sens a été fait dernièrement à Bruxelles en limitant l'indexation des loyers à 50% pour

25. Une ébauche de l'auteur, en vingt-six lettres. *Pour une société écologique*, Christian Bourgois, 1976. Entretien avec Janet Biehl, 12 novembre 1996, *Le Municipalisme libertaire*, Écosociété, 2014, *Revue Ballast*, 7 septembre 2018.

26. Paul Ariès, *Les modes de vie populaires au secours de la planète*, dans *Savoir/Agir* 2015/3 (n° 33), p. 13 à 21. Paul Ariès., *Écologie et cultures : Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Utopia, 2015.

les habitations ayant un PEB E, alors que les loyers des habitations présentant un PEB de catégorie F ou G ne pourront pas être indexés. En région wallonne, les propriétaires d'un logement en location ne pourront pas procéder à l'indexation des loyers des habitations présentant un PEB de catégorie F ou G pendant 1 an (jusqu'au 1^{er} novembre 2023). Les loyers au PEB D ne peuvent être indexés qu'à 75%, ceux de catégorie E, à 50%.

Comme le souligne l'auteur, « *la société d'avant la consommation était une société de l'usage mais aussi une société de la production des sujets humains* ». La plupart des personnes fabriquaient ce dont elles avaient besoin. « *C'est le capitalisme qui sépare le monde des humains du monde des objets tout comme il sépare le travailleur de son activité et du produit de son travail.* » « *Il est donc erroné d'opposer social et écologie* », conclut-il. Les milieux populaires excellent à faire de la politique en partant de l'ordinaire, du quotidien, du local. Et cela participe à une transition écologique, les usagers redevenant maîtres de leurs usages. Paul Ariès invite les associations, les mouvements citoyens à être des lieux de solidarité. Aujourd'hui, les Repair cafés, les groupes d'achats locaux (GAL), les AMAP²⁷ se multiplient et montrent la voie²⁸.

Il semble aujourd'hui incontournable d'imaginer, de construire, de penser nos sociétés sans les fonder sur un nouveau rapport à la terre, à la Terre. Si certaines communautés étaient fondées sur d'autres lectures du monde que celle de nos sociétés occidentales, l'urgence actuelle nous impose de renverser nos idées bien ancrées dans un système où production, consommation, compétitivité étaient les maîtres-mots. Car, on ressent de manière de plus en plus « physique », les dégâts que celui-ci a engendré. Si dans le monde d'hier, les luttes sociales s'écrivaient autour de l'axe fort de la redistribution juste des richesses et de la lutte contre les inégalités sociales, alors même que la notion de richesse impliquait la vision d'un monde sans limites, aujourd'hui, le social ne peut s'inscrire sans intégrer la notion d'habitabilité de la terre. (Cf. Colloque *Ce qui nous arrive*, Bruxelles, septembre 2022)

27. Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne.

28. Delperdange L., *Artisans de la transition écologique*, Contrastes n° 202, *Faire soi-même est-il un acte politique ?*, Équipes Populaires, janvier-février 2021.

Depuis de nombreuses années, Rob Hopkins, le lanceur du mouvement des villes en transition en Angleterre invite les citoyens à faire preuve de créativité²⁹.

Il lance un appel à l'action pour libérer notre imagination collective. Il constate qu'un peu partout sur la planète, des individus et des communautés ont d'ores et déjà emprunté le chemin de l'imagination. Son ouvrage explore les initiatives existantes et propose d'en imaginer d'autres.

L'accélération des phénomènes nous pousse à croire qu'il incombe aujourd'hui aux gouvernements d'accélérer la mise en place de réponses efficaces, concrètes, humanistes, respectueuses de l'environnement. Or, le court-termisme et les querelles stériles de certains politiciens prouvent plutôt qu'il ne faut pas trop attendre de la classe politique. En tant que citoyens d'un monde chahuté, c'est aussi à nous qu'il incombe de sortir d'une torpeur, d'une paralysie directement proportionnelle, dirait-on, à l'ampleur des dégâts présents et à venir. Le fatalisme, le repli dans nos valeurs refuges nous guettent. Comment alors trouver les leviers – l'équipement dont parle Bruno Latour – pour renverser cet échafaudage sociétal illusoire qui nous a menés au bord du gouffre ?

f. **Le climat : une question transversale**

« J'ai parlé plus avant des dangers liés à l'évolution du climat parce que c'est mon métier. Mais je suis au moins aussi inquiet au sujet des tendances dans d'autres domaines : la perte de biodiversité, le déboisement, la pollution de l'air, de l'eau, des sols, la consommation de ressources non renouvelables. Le tout accompagné et aggravé par une croissance intolérable des inégalités de toutes sortes³⁰. »

La question du climat est transversale et requiert qu'on la gère collectivement, tous secteurs de l'activité humaine confondus : politique, économique, social. La santé de

29. Rob Hopkins, *Et si... on libérait notre imagination pour créer le futur que nous voulons ?*, Actes Sud, 2020.

30. Jean-Pascal Van Ypersele, *Climat : État d'urgence. Pourquoi il n'y a plus de temps à perdre*, dans *Le Vif*, 21/09/2020.

la planète et de tous les êtres vivants en dépend. Il est donc urgent de revisiter toutes les composantes de notre société et de les faire évoluer d'une façon novatrice pour le bien de tous. Il est urgent d'opérer une sorte de grande désintoxication de tous les maux qui nous ont amenés à détruire la planète.

g. **Plutôt que droit dans le mur : la bifurcation (Hamant, Servigne)**

Olivier Hamant est biologiste, directeur de recherche à l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement), dans le laboratoire de Reproduction et développement des plantes au sein de l'École normale supérieure de Lyon. Il participait aux deux journées **Ce qui nous arrive**, organisées aux Halles de Schaerbeek en septembre 2022. Il poursuit une réflexion très originale partant du constat que le vivant développe bon nombre de solutions lorsqu'il est face à des pénuries. Il étudie les relations entre l'humain et la nature, alliant ainsi biologie et sciences sociales. Selon lui, nous vivons une « bifurcation » après dix mille ans d'histoire sociale un peu structurée. Il va donc falloir nous adapter, ce que font très bien les plantes. Celles-ci parviennent à créer des fluctuations intérieures de manière à résister aux fluctuations extérieures.

Or, remarque Olivier Hamant, nos systèmes ne savent pas faire cela. Nous devrions donc nous inspirer davantage des plantes qui procèdent avec lenteur et parfois par erreurs. « *L'optimisation fragilise, constate-t-il. Les êtres vivants n'optimisent pas. Ils sont stables et construisent cette robustesse contre les fluctuations. La lenteur permet la compétence.* » Il nous faudrait donc « *ajouter du jeu dans les rouages, des marges de manœuvre* ».

Prenant l'exemple de l'agriculture, le chercheur explique que l'agriculture intensive, en misant tout sur la monoculture et sur la performance, en arrive à désertifier la planète alors que l'agroécologie qui mise sur la robustesse et sur l'hétérogénéité dans les champs, produit de bien meilleures récoltes et réduit les maladies chez les plantes.

« *On a trop de solutions, constate le chercheur, et la plupart sont contreproductives.* »
Il faut donc opter pour un critère de tri. Pour cela, être à l'écoute du vivant peut nous éclairer.
« *Le vivant nous dit que la robustesse est la solution. À l'opposé de la performance et de la suroptimisation. Cela marquera aussi la fin du burn out.* »

Cette course à la performance serait née des périodes de guerre durant lesquelles c'était une nécessité. « *Mais, en temps de paix, pourquoi garder les gains de performance alors qu'on pourrait revenir aux pratiques d'avant* », interroge le chercheur. La solution serait de se reconnecter au vivant. Bâtir un marché sur la loi de l'offre et de la demande est aberrant, la nature n'étant pas illimitée. Il faut donc revoir aussi notre système économique (ce que nous aborderons dans le chapitre suivant). Avant de lancer un projet, il faut penser : loi des ressources et des besoins. Ce que ne démentira pas Paul Jorion qui plaide pour la planification (Cf. le chapitre consacré à l'économie). Et penser force et robustesse. Concrètement, il faut se demander si tel ou tel projet tient la route, s'il doit subir des fluctuations ? Il faut donc prévoir celles-ci pour en évaluer la robustesse. Ce qui nous ramène à l'idée qu'un État doit prévoir et miser sur du long terme. Ce que beaucoup confirment.

« *On arrive à la fin du néolithique quand les humains ont voulu contrôler la nature* », remarque Olivier Hamant. Aujourd'hui, c'est le basculement, un changement de régime : on a perdu le contrôle. Le monde subit des fluctuations impensables. Il faut inventer un monde dans le non-contrôle car le contrôle agit comme un antidouleur qui nous prive de nos sens. Il faut faire des projections mais éviter de fixer les analyses sur des moyennes et s'intéresser davantage aux écarts types.

« *Actuellement, nous sommes dans une zone de turbulences à tous les niveaux* », constate Olivier Hamant. Mais il y voit des signes encourageants, par exemple dans le fait que l'on se reconnecte au vivant. Santé des milieux naturels, santé humaine et santé sociale vont ensemble.

Pablo Servigne est chercheur, agronome et docteur en biologie. Il a été l'un des premiers à mettre dans le débat public la possibilité d'un effondrement de nos sociétés. Avec Raphaël Stevens il a inventé le terme de « collapsologie » qui défend la thèse,

analyses à l'appui, que « *l'aggravation du réchauffement, l'épuisement des ressources énergétiques, alimentaires, forestières, halieutiques et métallières, vont amener à l'écroulement des écosystèmes*³¹ ».

« *Ce n'est pas le milieu hostile qui est dangereux mais la manière d'entrer dedans avec nos conceptions égoïstes de la liberté individuelle... Il faut traverser peur, colère et être à la hauteur des choses immenses qui nous dépassent.* » Et vu l'ampleur de la tâche, beaucoup se réfugient dans le déni. Cette situation inédite engendre également *beaucoup de tensions*. « *Comment réconcilier tout cela* », se demande-t-il ? En sachant aussi que l'âge, la sensibilité, la phase de la vie dans laquelle les personnes se trouvent influent sur les manières de réagir, d'agir. Il faut renouer avec soi-même, au plus profond, avec ses proches et envisager ainsi un vivre-ensemble qui part de l'intime, vers le local, le régional, puis le planétaire, voire le cosmique. La symbiose et la coopération sont des principes du vivant jouant un rôle clé dans l'évolution. Ça oblige à revoir notre style de vie, notre confort et tout ce qui nous maintient dans quelque chose d'agréable. Le chemin de sevrage des énergies fossiles peut être la sobriété. Il doit se réaliser en privilégiant une approche qui intègre soins, amours, liens, solidarité. La science nous a ouvert les yeux sur les risques en nous ayant fait comprendre les effets du réchauffement mais il faut la connecter au corps et au cœur³². Soit on va créer des solutions technologiques hors sol qui vont empirer les problèmes, soit on va les ressentir à la juste mesure. « *Les liens humains sont les plus importants pour pouvoir résister aux chocs à venir. Les émotions rassemblent, les données chiffrées séparent les gens* ». Il nous faut « *reconstruire un monde dans les ruines du capitalisme*³³ ».

Nous vivons dans un monde où le vivant se modifie sans cesse et nous en dépendons, nous y sommes reliés. Or, nous avons détruit nos conditions d'existence, l'ère industrielle nous ayant fait croire que le matériel était la source de notre bien-être. « *Nous vivons hors sol ? Maintenant, il faut atterrir !* » (Bruno Latour)

31. Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Gauthier Chapelle, *Une autre fin du monde est possible : vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)*, Paris, Seuil, 2018.

32. Interview de Pablo Servigne par Paloma Moritz dans Blatz, 14 novembre 2022.

33. https://youtu.be/hP_mZQy2djg et <https://pabloservigne.com>

h. **La sobriété**

Depuis l'ouvrage de Pierre Rabhi *Vers la sobriété heureuse*, paru en 2010³⁴, ce concept gagne du terrain. Nous avons enfin pris conscience que notre planète n'est pas sans limites et qu'il va falloir revoir nos pratiques de consommation. Le philosophe Dominique Bourg, spécialiste des questions environnementales en donne une définition : « *Ce n'est pas de vivre plus mal, c'est d'apprendre à vivre mieux, avec une empreinte écologique beaucoup plus petite* ». Pratiquer la sobriété, c'est se mettre à distance de tentations absurdes. Pour le philosophe : « *Il n'y a pas que des contraintes dans la sobriété : il y a un intérêt économique, amélioration de la santé, préservation du bien-être animal, de la biodiversité... Sobriété appelle solidarité. Le but, c'est de continuer à vivre et de vivre mieux. Il faut arrêter avec la fausse innovation. Le côté exemple est très important, insiste-t-il. Dans nos sociétés, où on nous incite à acheter sans cesse, c'est très anxiogène. On crée un manque artificiel* ». Selon lui, passer à la sobriété, c'est donc changer de « civilisation³⁵ ».

Olivier Sidler, expert français en maîtrise de l'énergie et fondateur de négaWatt³⁶, dresse ainsi la liste des « *énormes intérêts pour le particulier de la sobriété : l'intérêt économique, se sentir mieux dans la maîtrise de sa vie, l'amélioration de sa santé, une plus grande résilience, la préservation du bien-être animal et de la biodiversité...* » N'avons-nous pas tous à y gagner ?

34. Pierre Rabhi, *Vers la sobriété heureuse*, Arles, Actes Sud, 2010.

35. Dominique Bourg, *La question de la sobriété est inséparable de la question de la répartition des ressources*, France Inter, 21 septembre 2022.

36. <https://negawatt.org>

i. Le rôle des médias

Dans ces grands concerts à voix parfois divergentes, les médias ont aussi leur rôle à jouer. Pour faire caisse de résonance. Or, souvent, une actualité peut-être moins anxiogène (ou encore plus, car davantage visible) vient balayer les grands événements, rapports et autres décisions liés à cette catastrophe annoncée... Ce fut le cas avec le dernier rapport d'évaluation du GIEC qui était rendu public quatre jours après le déclenchement de la guerre en Ukraine. Une récente étude française de Reporters d'espoirs³⁷ a révélé que la presse écrite et les télévisions couvrent davantage les thématiques liées à l'environnement et au climat que dix ans auparavant. Toutefois, les médias d'information générale ne consacraient qu'un pour cent en moyenne de leurs sujets au dérèglement climatique³⁸.

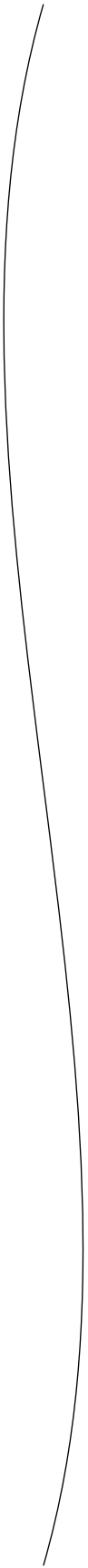
Beaucoup reconnaissent que traiter de ces sujets n'est pas aisé. « *Faut-il faire le lien par exemple entre un grand prix de F1 et la pollution qui en découle ?* », se demande Johanne Montay, responsable éditoriale Sciences, santé et environnement à la RTBF. Comme le rappelle dans le dossier de la revue *Imagine Demain Le Monde*, Gilles Toussaint, responsable de la rubrique « Planète » dans *La Libre*, « *le climat touche à de nombreux pans de la vie en société : mobilité, culture, énergie, social, migration, agriculture, économie. Les médias ne devraient-ils pas s'interroger sur ce qu'ils mettent en avant et qui nuit à l'environnement ? N'ont-ils pas une responsabilité sociétale ? Si l'on considère que ce qui fait la une est la nouveauté, la question climatique dure et relayer une crise qui dure nécessite une large réflexion, c'est sûr. Certains s'y attèlent déjà* ».

Créer des ponts, tisser des liens, agir collectivement en intégrant toutes les composantes de notre société, sont les moteurs qui peuvent changer le cours des choses. Et le réchauffement climatique est au cœur de cette vaste dynamique transversale planétaire.

37. ONG pionnière du journalisme de solutions. Depuis 2004, elle crée du lien entre initiatives de terrain, médias et citoyens, pour accélérer la résolution de problèmes écologiques, économiques et sociaux, et pour recréer de la confiance dans l'information.

38. *Climat, trop faible couverture médiatique ?*, Imagine Demain le monde, n° 152, sept.-oct. 2022, p. 40-41.

Peurs, colère, défiance. Et après ?



Modèle économique

« Qu'est-ce qu'une vie réussie, heureuse ? »

Il ressortait des échanges lors des focus-groupes que la santé et les liens sociaux représentaient une priorité pour la plupart d'entre nous, dans une époque où l'incertitude face à l'avenir est au cœur de nos ressentis. Anne (régionale de Liège-Huy-Waremme) s'indignait, parlant de « *génocide social* » à propos des 26 décès de personnes sans abri à Liège en 2020 : « *Des gens qu'on a exclu du système économique et du système social. Des gens qui se retrouvent sans accès à l'eau, sans accès à la dignité et en plus, c'est banalisé et ça, ça me fait peur, le fait qu'on rentre presque dans la norme.* »

Il serait donc temps de questionner les indicateurs de croissance et le concept de PIB (Produit intérieur brut) pour mesurer la bonne santé d'un pays et donc par extension, de ses habitants.

L'économiste Éloi Laurent propose lui, un tout autre indicateur : celui de la santé des enfants. Il remet en question les dogmes de l'économie qu'il reconstruit sur les bases de l'écologie, du partage, de la coopération et de la santé³⁹.

Au début des années 70, le rapport Meadows attirait déjà l'attention sur les limites de la croissance. « *Aujourd'hui, remarque Éloi Laurent, on assiste à des écosystèmes numériques en bon état et des écosystèmes naturels qui s'effondrent.* » Raison pour laquelle, l'indicateur le plus important du développement humain est la santé parce qu'elle nous relie au monde naturel.

39. Cyril Dion, Animal. *Chaque génération a son combat. Voici le nôtre*, Coll. Domaine du possible, Actes Sud, 2021.

a. **Un gradient social des crises écologiques (É. Laurent)**

Pour Éloi Laurent, crise des inégalités et crise écologique sont liées. Elles sont jumelles. Il faut les aborder conjointement car l'inégalité serait un facteur de dégradation de l'environnement.

De grands écarts de revenus entre les pays accélèrent l'externalisation de la pollution. Il serait donc nécessaire d'étudier quel genre de systèmes sociaux produisent le genre de résultats écologiques que nous observons. « *Il faut essayer de comprendre quel type de dynamique sociale conduit au type de conséquences sociales que les crises écologiques vont déclencher.*

Les classes vulnérables sont les sentinelles écologiques de notre monde. *Ce sont elles qui sont les premières touchées : qualité de l'air, accès à la nourriture, à l'énergie, protection contre le changement climatique, tout cet ensemble n'est aujourd'hui absolument pas réparti également entre les hommes. Il existe un gradient social des crises écologiques. »*

Aujourd'hui, des personnes souffrent déjà du réchauffement, plus que d'autres même si nous n'avons pas encore atteint le degré de réchauffement critique, constate l'économiste pour qui la différenciation sociale de l'impact écologique est la clé pour comprendre ces crises. Il faut se demander quelles sont les principales caractéristiques institutionnelles qui conduisent à ces crises. On sait aujourd'hui que la croissance, un concept biologique naturel conduit, en économie, à la destruction du monde naturel car nous avons construit des modèles de croissance économique qui ignorent complètement le monde naturel.

En matière de croissance, explique Éloi Laurent, il existe deux grands concepts dont le premier est directement emprunté à la biologie : c'est l'idée de circularité selon laquelle l'économie est fondamentalement comme un corps où les choses circulent et bougent en cercles ou en cycles. Le second concept de la croissance est celui de l'expansion du corps. Il est issu des travaux des économistes au 18^e siècle.

John Stuart Mill, un économiste libéral anglais, vers 1850 au début de la révolution industrielle, écrivait : « *Le développement économique doit s'arrêter parce qu'on est en train de détruire la planète...* ». Il faut remplacer la croissance par le développement durable, prendre soin des écosystèmes, de la justice sociale et aller vers l'état stationnaire

dont parlait John Stuart Mill... Faire augmenter ou diminuer le PIB ne résoudra rien. On a connu un alignement croissance et bien-être pour une majorité, durant les Trente Glorieuses qui ont vu le développement des infrastructures, de la confiance, de l'accès à l'éducation pour tous, une santé forte, des revenus à peu près équitablement répartis et un faible niveau d'inégalité sociale. Aujourd'hui, la biosphère est attaquée car chaque point de croissance en plus entraîne des émissions de CO₂ en plus...

Or, ce qui intéresse les populations, c'est l'emploi, la santé, l'éducation. Il est donc essentiel de se concentrer sur le bien-être humain. Et se demander si en matière de santé : « *Nos systèmes de politiques publiques sont-ils construits avec comme indicateur central, la santé ?* »

Imaginons un monde dans lequel la santé des enfants devienne l'indicateur central qui détermine toutes les politiques publiques, suggère Éloi Laurent. On assiste au contraire, à une distance de plus en plus grande entre ce que veulent les gens et ce qu'on leur propose.

Or, constate l'économiste, si on interroge les gens sur ce qui fait leur bonheur, la plupart répondent : les liens sociaux. Avant même la santé. Santé des enfants et qualité des liens sociaux doivent donc être au centre de ce qui guide les politiques publiques et fonde le système économique.

Aujourd'hui, penser santé, c'est penser écosystème. Or, on est plutôt en train de démanteler le secteur de la santé. Et les liens sociaux sont mis à mal dans le monde du travail, de l'entreprise qui subissent la transition numérique. L'hyperconnexion numérique correspond à une déconnexion sociale, en particulier chez les jeunes, déplore Éloi Laurent. Et cela provoque chez les jeunes, un mal-être qui s'est accru durant le confinement où beaucoup se sont sentis isolés dans un monde pourtant hyperconnecté.

On a fait la transition numérique au moment où il aurait fallu faire la transition écologique, constate Éloi Laurent qui parle de la « diversion numérique ». Le numérique donne l'illusion de la dématérialisation, or nos systèmes économiques n'ont jamais été aussi matériels. Nous consommons aujourd'hui trois fois plus de ressources naturelles qu'en 1970. En 10 ans, la transition numérique a contribué à détruire le monde naturel. Des espèces

vont disparaître même si la vie sur la planète continuera mais les humains risquent de faire partie des espèces en voie de disparition, la planète étant de plus en plus inhospitalière pour eux. Il faut pouvoir tout réorganiser pour préserver l'hospitalité de la planète sur laquelle les plus vulnérables sont exposés davantage aux crises écologiques. Il en va de la responsabilité humaine : le principe de justice est une idée humaine. Pour Éloi Laurent, le mot responsabilité est essentiel dans la question écologique. « *Répondre de ses actes, signifie être capable de se justifier. Est-ce justifié d'avoir un système économique bâti sur un mode d'autodestruction ?* », interroge-t-il.

Comme d'autres penseurs d'aujourd'hui, l'économiste concerné par les questions écologiques nous appelle à considérer que nous sommes des écosystèmes, que nous faisons partie de la nature et que la nature fait partie de nous. Une vision transversale dont feraient bien de s'emparer le monde de la finance et les économistes aux dogmes dépassés.

Qu'est-ce qui fait qu'une vie est agréable à vivre ? Et non « réussie », notion qui suppose que l'on tienne compte de critères définis par d'autres. Qu'est-ce qui fait qu'elle a un sens ?

- La santé et les liens sociaux, postule donc Éloi Laurent. Le revenu n'arrive pas en tête du classement même si on ne peut nier qu'il a son importance. Le temps est un indicateur de bien-être très intéressant, dit-il. Quel sera le bien-être dans quatre, cinq, six ans ? Si par exemple la ville de Paris est confrontée à une crue énorme de la Seine ? Qu'arrivera-t-il aux riverains ?

- La résilience : « *Comment le bien-être peut résister au choc, notamment au choc écologique, sans être complètement détruit, interroge Éloi Laurent, sachant que nous traverserons des épisodes de canicules, de montée des eaux, des inondations à répétition ?* »

- La durabilité : qui implique de comprendre que l'économie, la société sont englobées dans un système plus vaste : la biosphère. Si elle s'effondre, les économies et les sociétés s'effondrent. Il faut donc concevoir des systèmes économiques et sociaux qui soient compatibles sur le long terme avec les écosystèmes naturels (l'air, l'eau...) et la biosphère

qui sont les seuls garants du bien-être humain.

Pour opérer la transition, il faut changer les mentalités et les comportements, insiste Éloi Laurent. Les mentalités renvoient à la question de nos valeurs, de ce à quoi nous croyons. Il donne l'exemple de la mobilité : si avoir un vélo est mieux qu'une voiture, alors nous serons plus enclins à nous déplacer à vélo plutôt qu'en voiture. Ce qui est valorisé un jour ne le sera peut-être plus le lendemain. Aujourd'hui, si beaucoup de citoyens continuent à s'offrir des vacances nécessitant de longs trajets en avion, on sent néanmoins que certains hésitent à le faire autant qu'avant. Comme si une prise de conscience gagnait du terrain...

La mentalité est un levier de changement puissant. Elle peut changer notre système de valeurs.

b. **Revoir les dogmes économiques**

Comme Éloi Laurent, beaucoup d'économistes aujourd'hui mettent en avant la nécessité de revoir les dogmes de l'économie qui ont participé à dégrader la planète. Pour cela, il faut aussi envisager de revoir les programmes enseignés dans les écoles de gestion, les facultés d'économie.

C'est ce qu'ont fait huit étudiants d'AgroParisTec en mai 2022, lors de la remise de leur diplôme, disant refuser d'exercer des « jobs destructeurs ». Ils appelaient leurs collègues à « bifurquer ». *« L'agro-industrie mène une guerre au vivant et à la paysannerie partout sur terre. Nous pensons que l'innovation technologique ou les start-up ne sauveront rien d'autre que le capitalisme. »* Parmi les manières de « bifurquer », ils donnaient quelques exemples de projets alternatifs allant tous dans le sens d'une autre manière de vivre, de s'engager, loin des diktats de la société capitaliste.

Des enseignants les ont suivis, demandant une réforme des écoles de commerce et des universités de gestion. C'est toute une réflexion qui secoue les universités en France aujourd'hui. Chez nous, la lettre ouverte de Laurent Lievens, professeur à la Louvain School of Management, parue en septembre 2022 dans *La Libre Belgique* semble avoir déclenché une vague de remise en question des programmes d'études dans ces écoles.

Une métamorphose urgente des sciences de gestion

Laurent Lievens⁴⁰ lançait un appel à ses collègues de l'université et aux étudiants en annonçant sa démission de ses fonctions de chargé de cours pour l'ensemble des cours en relation avec la faculté des sciences de gestion au sein de la Louvain School of Management, une école formant les futur·e·s cadres des organisations, institutions, entreprises... « *Ceux qui mettront en œuvre les politiques publiques, orienteront des choix industriels, planifieront l'innovation sociale et technique : une future élite « hors-sol » et ignare des fonctionnements systémiques et complexes du vivant... et donc, désemparée face aux risques sociétaux.* » Cette décision était liée, entre autres à une réforme des programmes pour la rentrée 2022. Celle-ci prévoyait de supprimer certains cours de la formation pluridisciplinaire en sciences humaines : les cours de philosophie, de sociologie, de sociologie des organisations, de psychologie, d'histoire économique et sociale. L'esprit critique risque d'en prendre un coup. Pour Laurent Lievens, il en va de la responsabilité de la communauté universitaire qui privilégie la raison instrumentale plutôt que la raison critique.

« *J'ai, avec d'autres, la conviction que le maintien du paradigme dominant en sciences de gestion équivaut aujourd'hui à une forme criminelle de dogmatisme et d'obscurantisme, contraire à l'esprit des lumières...* » « *Les sciences de gestion telles qu'enseignées contribuent à poursuivre l'expansion d'un système qui mène aux catastrophes.* »

Il parle d'une méga-machine qui nous mène aux effondrements. Ce que prédisait déjà le rapport Meadows, il y a 50 ans⁴¹. Laurent Lievens lançait un appel aux étudiants : « *Fuyez les approches et institutions inféodées au "business-as-usual" et à ses représentants.* » Reprenant cette phrase de Rabelais : « *Science sans conscience n'est que ruine de l'âme.* »

40. Lievens L., *Décroissance et néodécroissance. L'engagement militant pour sortir de l'économisme écocidaire*, Presses Universitaires de Louvain, 2022.

41. Meadows D., Randers J., Behrens W., *The limits to growth : a report for the Club of Rome's Project on the Predicament of mankind*, Universe Books, NY, 1972).

”

L'engagement qu'il soit politique ou associatif est un point d'appui. Quand nous nous mobilisons, nous recevons, mais nous donnons aussi, et si nous donnons, c'est parce que nous ne sommes pas le « rien » que nous pensions être et qu'il y a une perspective de combat. Claude Halmos, psychanalyste

“

Le paradigme des communs

Gaël Giraud⁴² est économiste au CNRS en France et professeur à l'Université de Georgetown. Il propose lui aussi des pistes originales pour repenser l'économie. Dans nos sociétés, il relève quatre niveaux : le privé, le public, le tribal et le commun. Le privé est ce que je m'approprie en le payant s'il s'agit d'une marchandise. Le public est mis à disposition de tous et pris en charge par l'État. Le tribal concerne ce qui est réservé à la tribu ; on partage au sein de la tribu mais pas en dehors. Le commun est réservé à une communauté qui prend en charge une ressource mais s'organise sur un modèle politique de la démocratie et dans un rapport avec ceux qui sont dehors. On peut citer l'exemple des communautés énergétiques en Italie. Des citoyens achètent ensemble des panneaux solaires et répartissent le coût. Il s'agit d'une gestion décentralisée suivant des règles qui peuvent être remises en cause si nécessaire. Gaël Giraud insiste sur la nécessité de discuter collectivement des règles qui peuvent parfois être interprétées de manière différente et il est essentiel d'instaurer également des métarègles qui permettent de gérer les conflits. Or, des décisions au niveau économique se prennent sans participation démocratique. Ce fut le cas avec l'Euro. Les communs permettraient de prendre soin d'une ressource rare et chacun serait invité à coparticiper aux décisions les concernant en veillant à

42. Interview Blast par Salomé Saqué, <https://youtu.be/4pKjB2u4PWk>

mettre en place des métarègles pour régler les conflits éventuels. Sans cela, la communauté est menacée. Dans notre système actuel, la propriété privée est survalorisée alors qu'elle devrait être limitée. C'est la privatisation du monde qui a provoqué la crise écologique. Tout est devenu marchandise. Or, beaucoup d'éléments pourraient entrer dans des communs. La transition vers le bien-être nous éloigne de la croissance économique.

« *Ne faut-il pas se demander si la valeur est uniquement un prix monétaire attribué par les tenants de modèles économiques abstraits dont les fondements sont très faibles* », interroge Éloi Laurent. Cela pourrait être la délibération politique d'un groupe de citoyens qui tente d'attribuer une valeur collective, monétaire ou non. « *Aujourd'hui, il faut comprendre la base matérielle de l'économie. Démonétiser, dématérialiser l'économie pour la rendre réellement utile, socialement utile.* » (Éloi Laurent)

Vers une fiscalité juste

Si certains proposent de revoir complètement un système économique qui produit des inégalités et aggrave les conditions de vie sur la planète, d'autres tentent d'améliorer le système actuel en misant sur une fiscalité juste. Parmi les recettes souvent évoquées pour renflouer les caisses des États: la taxation des grosses fortunes. Un dossier de Pierre-Yves Thomas dans la revue Trends-Tendances était consacré à cette question⁴³.

La facture de la crise sanitaire atteignait 35 milliards d'euros. Deux ans après, la dette s'est accrue.

Aux États-Unis, le Président Joe Biden n'a pas hésité à relever l'impôt des sociétés et l'impôt sur les gros revenus. Et cela semble porter ses fruits. La pratique de mesures d'austérité semble révolue. C'en est bien fini aussi de la théorie du ruissellement. Non, la richesse d'en haut ne profite pas à ceux au bas de la pyramide financière.

Les objectifs de la réforme du gouvernement Biden étaient de miser sur le développement

43. Pierre-Henry Thomas, *Taxer les riches*, Trends-Tendances, 13 mai 2021, www.trends-tendances.be

des infrastructures et sur le capital humain en finançant un plan pour l'éducation, la formation et la lutte contre les inégalités. La réforme visait aussi à favoriser fiscalement les entreprises américaines actives à l'international. La réforme a été accompagnée par un renforcement des contrôles fiscaux.

Si cette réforme a contribué à relancer l'économie américaine, peut-elle être une source d'inspiration pour notre pays ? Sans doute pas étant donné que le système américain était beaucoup plus inégalitaire que le nôtre et que notre système fiscal n'est pas à comparer avec celui des États-Unis.

c. **Aller chercher la richesse où elle se trouve : endettement, capital, machines et numérisation (Jorion, Dupret)**

Que faire pour ramener la dette de la Belgique qui s'est encore accrue en raison de la hausse des prix de l'énergie ? Des efforts budgétaires structurels semblent incontournables pour réduire la dette publique estimée par la Commission européenne à 106,2% du PIB en 2023. Ce qui est énorme. Nous sommes les mauvais élèves de la classe européenne. Il faudrait revoir la gestion des dépenses de l'État. Dans son rapport sur le budget 2023, la Cour des comptes a adressé une mise en garde à la Chambre des représentants, la dette publique risquant de s'envoler encore⁴⁴. *« Le coût des intérêts sur les emprunts contractés par l'État pour se financer étant très élevé, il entraîne un accroissement automatique de la dette. L'État devait emprunter pour parvenir à payer les intérêts, entraînant cet effet boule de neige, cette spirale infernale d'endettement. »*

En raison de la crise, les États européens ont suspendu une clause dérogatoire aux règles limitant le déficit public et l'endettement. Mais en 2024, celle-ci pourrait être levée. À ce moment, la Cour des comptes explique *« qu'il sera demandé aux États fortement endettés comme la Belgique d'apporter la preuve qu'ils font les efforts requis pour réduire leur dette publique dans un délai de quatre années »*.

44. Antoine Clevers, *L'effet boule de neige de la dette menace à nouveau les finances de l'État*, La Libre Belgique, 27/11/2022.

« En Belgique, les revenus du travail sont les plus taxés au monde et de manière trop déséquilibrée par rapport aux revenus du patrimoine ou sa détention. On taxe différemment les actions, l'immobilier ou les revenus d'assurance », rappelait Marc Bourgeois (Université de Liège) dans l'article de Trends-Tendances. La réforme fiscale dont la première phase pourrait démarrer en 2023 devrait s'accompagner d'une objectivation des dépenses publiques. On sait que la fédéralisation de la Belgique a un coût politique élevé. On pourrait imaginer une contribution spéciale de crise sur les patrimoines. Pour Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la Confédération des syndicats chrétiens, le débat sur la fiscalité « doit aborder la question des inégalités. On ne peut accepter que certains vivent de plus en plus mal alors que les écarts de richesse se creusent. Justice sociale, justice fiscale et justice climatique sont indissociables ».

Dans son dernier ouvrage *Comment sauver le genre humain*, Paul Jorion⁴⁵, qui est à la fois anthropologue, sociologue, essayiste, professeur d'université, interroge à nouveau ce paradoxe : « Alors qu'à titre individuel, nous n'avons jamais été aussi riches et en bonne santé (c'était avant la crise sanitaire et le « sauvetage » vaccinal), la survie de l'espèce humaine dans son ensemble n'a jamais été aussi menacée... Il est urgent que nos États mettent tout en œuvre pour garantir une véritable transition humaniste, sociale et écologique vers un monde remis à neuf (en y intégrant cette fois, la menace pandémique). En novembre 2017, Paul Jorion était notre invité pour parler de son livre sur la finance et l'économie⁴⁶. Un peu moins de trois ans plus tard, le Covid envahissait la planète et beaucoup ont cru que le monde ne serait plus jamais pareil, qu'avoir traversé cette crise mondiale amènerait des prises de conscience durables qui porteraient en elles les germes d'un monde plus solidaire, moins consumériste. Alors que les États avaient eu recours à de nombreux emprunts pour faire face à la pandémie, fallait-il craindre que ces dettes amènent pour les rembourser, des mesures drastiques qui frapperaient d'abord les plus vulnérables ? Nous avons interviewé Paul Jorion à ce sujet⁴⁷, lui demandant qui, selon lui, risquait de payer le plus lourd tribut ?

45. Paul Jorion et Vincent Burnand-Galpin, *Comment sauver le genre humain*, Fayard, paru en mars 2020.

46. Paul Jorion, *Se débarrasser du capitalisme est une question de survie*, Fayard, 2017.

47. Paul Jorion, *Il est temps de demander aux riches d'être sérieux*, Contrastes n° 205, Équipes Populaires, juillet-août 2021.

« Il est clair, disait-il, qu'il faut prendre en compte cette question du remboursement de cette dette publique considérable. Celle-ci ne devrait pas être supportée par les générations futures. »

Quelles pourraient donc être les nouvelles règles à mettre en place pour prévenir le pire des scénarios ? Pour Paul Jorion, la seule véritable solution serait de confisquer une partie de la richesse là où elle est pour renflouer le stock et relancer la machine de l'État. Il faudrait une véritable solidarité nationale. Or, « notre système est organisé de telle façon que les plus riches ponctionnent nécessairement au passage. Tant que l'on évaluera une économie en termes de PIB, c'est-à-dire la somme des valeurs ajoutées et donc en mesurant le taux de croissance, on ne sortira pas de là ». Les profits et les bénéfices proviennent de la production et de la revente de celle-ci en réalisant un bénéfice et les taxes sont prélevées là-dessus. Seuls les marchands, les industriels (que Marx appelle les capitalistes) font du profit. Or, il faut qu'ils se départissent d'une partie de cet argent pour qu'il soit remis dans le circuit et contribue à augmenter le pouvoir d'achat. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui. « Les industriels ne seraient pas gênés de vendre uniquement des produits destinés, vu leur coût, à une minorité », constate Paul Jorion. Et il ajoute que les travailleurs sont de plus en plus dévalorisés en termes de rapport de force, que beaucoup d'emplois disparaissent avec la progression de la numérisation. Remarquant que celle-ci a contribué à augmenter la productivité des travailleurs et donc de la valeur ajoutée, cela n'a pas entraîné de retombées sur les salaires. L'argent de cette valeur ajoutée est parti en dividendes ; ce qui tue entièrement l'économie en augmentant la concentration de la richesse. « Aujourd'hui, les grandes entreprises pratiquent une sorte de chantage à l'emploi alors qu'elles ne sont plus disposées à en créer. Les dégrèvements d'impôts qui leur sont octroyés ne profitent qu'aux actionnaires et aucun mécanisme n'a été mis en place pour pallier ces manques à gagner. »

Et on ne veut pas affronter ce problème. Il faut que les machines contribuent. Or, les gains qu'elles engendrent ne sont pas pris en compte dans les règles comptables. Il faut donc introduire cela dans les comptabilités. On ne paie pas de salaires aux robots, la richesse qu'ils contribuent à produire doit donc être redistribuée.

On pourrait imaginer, suggère Paul Jorion, un plan de relance qui passerait entre autres par la revalorisation des salaires des personnes qui travaillent plein temps et vivent néanmoins sous le seuil de pauvreté. Qu'on paie convenablement les personnes qui effectuent des tâches ingrates et aussi qu'on investisse dans les infrastructures qui vont dans le sens d'une transition. On le sait : la pollution tue. C'est le moment de repenser un certain nombre de choses.

Pour le chercheur, il faut penser en termes de planification comme cela a été le cas dans le passé. L'État relevait les besoins (par exemple le fait que beaucoup de jeunes ne trouvent pas d'emploi) et voyait comment y répondre. Aujourd'hui, beaucoup de consultations sont organisées mais ne découlent jamais sur des décisions, bien que les propositions ne manquent pas.

Pour Paul Jorion, il est nécessaire de se rappeler qu'on vit en société. Aujourd'hui, on est dans un individualisme forcené. « *On entend peu les intellectuels*, déplore-t-il. *On fait une très grande confiance aux économistes. Or, l'économie est un savoir qui a été très biaisé par les financiers. On a gommé, dans les manuels d'économie, les chapitres qui abordaient la question de la propriété privée, des rapports conflictuels entre les classes sociales. Or, ce sont deux questions centrales. Avant, il était question d'économie politique.* »

Remettre l'humain et le vivant au centre est pour beaucoup de penseurs d'aujourd'hui une nécessité qui doit s'inscrire de manière transversale dans tous les domaines de la société.

Xavier Dupret est économiste à l'association culturelle Joseph Jacquemotte. Il était notre invité lors du colloque *Peurs, colère, défiance. Et après ?* le 24 mars 2022. Nous lui avons demandé de réagir par rapport aux résultats de notre recherche participative. Il pointait, parmi les peurs relevées par les participant·e·s à notre enquête, le fait que l'intelligence artificielle pourrait engendrer une augmentation des taux de chômage. « *Leur peur est jusque-là assez fondée* », soulignait-il. Des écrits très savants en la matière émanant, entre autres, du FMI (Fonds monétaire international) et de la Banque mondiale corroborent ce ressenti évoqué par nos militant·e·s. « *Une nouvelle époque commence* » poursuivait l'économiste. Jusque-là, on remplaçait le travail par du capital, le travail « vivant » par du travail « mort ». « *Aujourd'hui, a-t-il ajouté, on fait travailler le client. C'est*

sans limite. Il s'agit d'accumuler plein de capital en faisant travailler les consommateurs. On effectue ses opérations bancaires via un ordinateur ou un smartphone... Cela n'empêche pas l'augmentation des frais bancaires... On peut exploiter le travail mais aussi le consommateur. Cela entraîne un taux de chômage important. »

Sonder le ressenti, les analyses des militant·e·s, traverse toutes les organisations et le plus souvent, ce sont les inégalités socio-économiques qui sont pointées, notait Xavier Dupret. L'inaction des gouvernements face au réchauffement climatique est également un constat récurrent. On peut ajouter à la liste des inquiétudes qui traversent notre société aujourd'hui, la baisse du pouvoir d'achat et bien sûr la guerre. Xavier Dupret établissait un parallèle entre notre époque et la grande crise de 29 qui a entraîné la montée du fascisme et du nazisme, avec aussi la crise financière de 2008 qui nous amène aujourd'hui à l'invasion de l'Ukraine et aux menaces qui pèsent sur l'Europe...

Jusque-là, un consensus existait autour d'une mondialisation heureuse. De nouvelles formes de capitalisme sont en gestation : une forme de capitalisme d'État en Chine et en Russie ; deux pays qui possèdent un appareil sécuritaire très développé et s'affichent comme des concurrents au modèle capitaliste. Et nous découvrons, dans le même temps, avec la guerre en Ukraine, notre dépendance face à nos approvisionnements énergétiques... Pour l'économiste, en revenir à une lutte des classes est inévitable. « *Résister, c'est s'inscrire dans la lutte ; sans cela, les inégalités continueront à structurer nos sociétés.* » Il remarque qu'en Europe, des forces de gauche semblent offrir un espace de résistance plus crédible qu'il y a une vingtaine d'années. « *Quelque chose est en train de bouger parce que ce niveau d'inégalités est devenu incontrôlable.* » Il faut donner aux inégalités un caractère transversal. Parler des peurs, c'est bien mais il faut penser la résistance et cela implique de poser un regard particulier sur l'économie : celui de la lutte des classes. Ce qui rejoint, en partie, les analyses de Paul Magnette ou de Bruno Latour, qui intègrent tous deux la dimension écologique dans une reconfiguration de la lutte de classes. Xavier Dupret précise : « *Tout est fait aujourd'hui pour faire diversion aux enjeux de classe* », donnant comme exemple le fait que les conflits aujourd'hui se fondent sur la répartition de la création de la valeur et de la richesse : la transition se fera à Uccle mais pas à Boussu... Or, elle doit se faire pour tous. Aujourd'hui, des voix s'élèvent pour demander de

bloquer les prix sur certains biens énergétiques. En Espagne, on va taxer les bénéfices d'une multinationale qui vend des produits pétroliers. « *Penser l'alternative, c'est toujours porter une lutte. Il y a un espace politique à investir ; un piquet de grève ça peut aider à expliquer des choses* », remarque Xavier Dupret.

Durant la période de la flambée des coûts énergétiques, fallait-il intervenir de la même façon pour tous, plutôt que de lier les interventions aux niveaux de revenus ? Cette question est souvent revenue lors des débats.

La numérisation, le remplacement de la main-d'œuvre par la machine, le fait de demander au consommateurs d'effectuer de plus en plus de tâches qui avant étaient effectuées par des personnes (par exemple au guichet) : autant de questions liées au sens du travail et au mal-être des travailleur·euse·s qui se multiplient.

d. **L'économie collaborative et la révolution numérique : drame pour l'emploi ?**

Thomas Coutrot, économiste et statisticien, était invité aux deux journées *Ce qui nous arrive*, organisées aux Halles de Schaerbeek par des organisations et services sociaux, en septembre 2022⁴⁸.

L'économiste démonte certaines idées reçues parmi lesquelles celle que l'emploi serait en voie de disparition. Il affirme que les emplois n'ont jamais été aussi nombreux qu'aujourd'hui, en France et dans le monde : 3,29 milliards de personnes employées sur la planète, soit 22% de plus qu'en 2000. Mais il est vrai que l'emploi n'a pas augmenté proportionnellement à l'augmentation de la population sur la planète. Et donc le taux d'emploi a bien reculé mais pas à la mesure que certains voudraient nous faire croire. « *À ce jour, au plan macroéconomique, la révolution numérique n'a toujours pas d'impact visible ni sur la productivité, ni sur l'emploi.* » Plus de vingt ans après la publication de

48. Thomas Coutrot, *Libérer le travail, Pourquoi la gauche s'en moque et pourquoi ça doit changer*, Seuil, Paris, 2018.

son best-seller *La fin du travail*, les prédictions apocalyptiques de Jeremy Rifkin⁴⁹ sont totalement infirmées.

Pour Thomas Coutrot, le « *chômage technologique* » peut frapper certains métiers anciens mais n'a guère de réalité macroéconomique car dans le même temps, de nouveaux métiers apparaissent. « *Même si la productivité ralentit, rien n'est produit sans travail humain vivant : même dans les usines les plus automatisées, il faut des opérateurs pour mettre en route, surveiller et réparer les machines.* » Ce qui est nouveau, c'est « *la division croissante du travail, la fragmentation des activités en différentes tâches, "manuelles" et "intellectuelles", de plus en plus éclatées géographiquement et attribuées à des travailleurs différents qui peuvent fort bien ignorer l'existence les uns des autres* ». On constate que la proportion des travailleur·euse·s intellectuel·le·s augmente mais, dit-il, « *leur travail, loin de s'émanciper des contraintes matérielles, dépend toujours d'une base physique et énergétique fort imposante : ordinateurs, centrales électriques, data centers, câbles sous-marins, mines de métaux rares en Afrique, usines de montage en Asie... Et même l'usine la plus automatisée a besoin d'opérateurs pour surveiller et entretenir les robots* ».

L'économiste nous rappelle que l'invention du micro-ordinateur est né « *d'un projet politique radical en opposition à l'informatique lourde, militaire, capitaliste et centralisée, celle d'IBM. La People's Computer Company, une « compagnie d'ordinateurs pour le peuple » créée en 1970, visait à mettre l'ordinateur au service de la liberté plutôt que du contrôle* ». Les créateurs d'Apple, Stephen Wozniak et Steve Jobs, affirmaient que « *le principe de la démocratie tel qu'il s'applique à la technologie est : une personne, un ordinateur* ».

C'est au niveau de l'organisation des plates-formes telles que Uber ou Amazon que réside le problème. En effet, on assiste à ce qu'on appelle aujourd'hui l'ubérisation du travail. « *Ces plates-formes sont le paradis terrestre du libéralisme le plus débridé : le marché du travail y ressemble au rêve du "marché de concurrence pure et parfaite" des manuels de microéconomie orthodoxe. Ni syndicats, ni cotisations, ni formalités, ni salaire minimum...* »

49. Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, La Découverte, 1997.

En 2015 aux États-Unis, patrie d'Uber, les grandes plates-formes de travail employaient 0,5% des actifs (soit 750 000 personnes). On nous annonce le licenciement de nombreux travailleurs sur le site en ligne Zalando. Ce qui prouve que le commerce en ligne n'a plus forcément le vent en poupe, en raison de la baisse du pouvoir d'achat.

Thomas Coutrot, qui relativise donc l'invasion du numérique dans nos vies et ses effets négatifs sur le marché de l'emploi, souligne par ailleurs le boom des sites de récupération, d'entraide et de réparation (avec tutos divers...) qui *« pourraient jouer un rôle non négligeable dans la décroissance des consommations matérielles, plus sans doute que les sites de vente d'occasions (eBay, Leboncoin) qui peuvent entretenir le consumérisme en aidant les consommateurs aisés à renouveler fréquemment leurs achats pour n'avoir que du neuf... »* Il poursuit en attirant l'attention sur le danger *« d'amalgamer, sous le nom "d'économie collaborative", des projets coopératifs et bénévoles avec des plates-formes semi-esclavagistes... Avec les vraies plates-formes collaboratives, c'est-à-dire celles qui organisent des échanges entre pairs, se développent de nouvelles formes d'activités, non rémunérées mais créatrices de valeur d'usage et/ou économisant des ressources à grande échelle »*. Et il ajoute, que *« même les plates-formes capitalistes et rémunératrices de la "share economy" (Airbnb...) pourraient jouer un rôle social et écologique utile »*.

Certes, ces plates-formes participent à la marchandisation de la vie quotidienne mais elles ajoutent un aspect convivialité. Et qui sait, elles contribuent peut-être à une réduction du temps de travail de ceux qui y gagnent quelques sous. Et l'économiste conclut : *« Si la révolution numérique n'a pas, à ce jour, massivement éliminé le travail, elle est en train, sous l'influence du capital, d'en transformer profondément les formes et d'accélérer la pénétration du marché dans nos vies, tout en dégagant des espaces sans précédent pour la libre association des producteurs. »*

Olivier Hamant ne contredit pas cette idée d'un nouveau maillage, tissage de liens qui passent, entre autres par des plates-formes collaboratives, des partages de savoirs. *« On est terrien quand on est dans l'interaction. Ça ne s'épuise pas. On bascule dans un monde qui est le début de l'abondance des interactions. L'infini des liens »*, constate-t-il.

Ce qui nuit à cette « reliance » vient d'ailleurs ; de cette tendance à sectoriser la société. On l'a vu durant le Covid, lorsqu'il fut question des secteurs jugés essentiels et des autres... Un secteur est une fabrication artificielle. Ce que soulignait des participant·e·s lors de nos focus-groupes. Il faut résister à cette mise en case qu'on nous propose, impose... Que travailleurs et sans-emploi ne se positionnent pas en ennemis, ce qui arrive encore trop souvent.

e. **Des raisons d'espérer ? Saisir la nouvelle « consistance » du monde**

Dans un ouvrage consacré au monde du travail, Thomas Coutrot explique qu'on assiste à de nombreuses démissions de travailleurs ; ce qui prouve que chercher de meilleures conditions de travail gagne du terrain⁵⁰. Selon les auteurs, on assisterait à une véritable révolution, guidée par les nouvelles exigences sociales et les défis écologiques.

Alors que dans certains secteurs comme celui de la grande distribution, une plus grande flexibilité des travailleur·euse·s est souhaitée, des réticences se marquent de plus en plus. Le nombre croissant de personnes en « burn out » montre bien les répercussions du milieu de travail en termes de santé publique. Il s'agit donc d'un problème politique. Agiter la menace de la délocalisation pour faire accepter aux travailleurs des conditions de travail pénibles fonctionne de moins en moins. Signe positif : des expériences de gouvernance partagée voient le jour. Ainsi, on découvre qu'un grand centre d'appel à Poitiers mène, avec les syndicats, une large réflexion sur le sens du travail. Des questions sont posées : *c'est quoi une bonne journée de travail ? Qu'entend-on par travail bien fait ?...* À l'issue des échanges, lors de larges délibérations, des revendications sont amenées en vue d'améliorer le travail. On reconstruit du commun en s'octroyant le temps nécessaire pour cela.

Les auteurs établissent un lien entre la manière dont on est traité au travail et les choix électoraux. Les personnes qui occupent une fonction peu valorisée et valorisante risquent de s'abstenir de voter, ce qui peut profiter à l'extrême droite.

50. Thomas Coutrot et Coralie Perez, *Redonner du sens au travail. Une aspiration révolutionnaire*, Coll. La république des idées, Seuil, 2022.

Andrea Rea, professeur de sociologie à l'ULB, rappelle combien il est important de lutter contre les moyennes, de redéployer toutes les différences pour que chaque citoyen-ne se sente considéré-e, entendu-e. « *Il y a bien plus d'intelligence collective qu'il n'y en avait il y a 60 ans.* » Il faut repolitiser, refuser les catégorisations, soutenir l'expression de la colère latente, suggère-t-il. Mais aussi, soutenir les syndicats et créer de nouvelles structures au niveau local et dans l'intersectoriel des travailleurs. « *Il faut organiser les propositions, la pression et les rapports de force.* » Il explique comment, par exemple, les actions des hébergeurs de personnes réfugiées sont politiques. On a le pouvoir de faire changer les choses.

Dans une carte blanche parue dans *Le Vif* du 19 août 2022, Sophie Jassogne, collaboratrice scientifique à l'Institut de recherche santé et société de l'UCLouvain, posait la question : « *Qui peut encore croire, après la crise du Covid, et au cœur de la sécheresse qui nous oppresse, au développement matériel mondial constant et sans limite ? La question énergétique par exemple est devenue brusquement urgente, en raison de la guerre en Ukraine : elle menace nos valeurs profondes d'indépendance, d'émancipation socio-économique et de bien-être pour tous* ».

Elle rappelait combien les grands enjeux politiques (la productivité, la répartition des richesses, la « dignité sociale ») sont « *encastrés dans des questions écologiques prioritaires et plus vastes puisque notre système de production et notre existence elle-même sont conditionnés par la viabilité des autres êtres vivants, qui se superposent avec nous* ».

L'écologie est donc « *profondément existentielle* ». Comme le disait Julos Beaucarne, « *l'écologie, c'est la vie !* ». Nous ne sommes plus obligés de produire à n'importe quel prix. La terre, notre chez-nous, a besoin de souffler. « *Nous avons changé de monde... une formidable nouvelle, mais une nouvelle difficile à mettre en œuvre* », constatait Bruno Latour. Nous sommes en train de passer du monde « moderne » de Galilée (17^e siècle) à un monde écologique, une « nouvelle consistance du monde ». La modernité a enthousiasmé l'Occident pendant trois siècles. Les « pays en voie de développement » étaient priés eux aussi de décoller ! Aujourd'hui, cette vision du développement s'effondre et nous peinons à trouver les équipements associatifs, politiques, culturels pour nous saisir de cette nouvelle consistance du monde.

Pour garder un monde habitable, devons-nous sortir du nucléaire ou ne pas sortir du nucléaire ? Construire des éoliennes ou pas ? Les voitures électriques, bonne idée ? Un ministre du climat, une coquille vide ? Ces questions sont compliquées, disputées, mais elles sont saines, fait remarquer Sophie Jassogne, soulignant que des alternatives politiques et citoyennes à la modernité existent, de manière plus ou moins marginale. « Elles tentent de se placer au-delà des partis politiques traditionnels. Elles posent les bonnes questions écologiques, et tentent de créer un nouveau récit positif d'émancipation et de bien-être de tous. »

”

Face au chaos, maintenir la clarté est la plus grande des contributions possibles.

Marie-Louise von Franz

“

f. **Perte de sens, rapport au temps et participation (L. Blésin)**

Parmi les intervenants à notre colloque du 24 mars 2022 *Peurs, colère, défiance. Et après ?*, nous avons invité Laurence Blésin, philosophe, alors permanente interprofessionnelle à la CSC de Charleroi et chargée de cours à l'UCLouvain, et aujourd'hui conseillère « solidarités » au Centre Jacky Moraël (Ecolo).

Elle s'attacha à répondre à la question : « *Comment faire société en temps de crise, les crises actuelles ayant forcément un impact sur les différentes dimensions de la démocratie sociale, politique, culturelle* ». Elle rebondissait sur ce constat d'une défiance grandissante par rapport au monde politique. « *On ne sait plus bien qui est notre adversaire* », relevait-elle ; un ressenti qu'elle percevait également dans le cadre de son travail syndical. La crise Covid a accentué les inégalités. Et les personnes se sentent impuissantes à lutter contre celles-ci. L'une des raisons, expliquait-elle, est que les personnes sont face à une situation très complexe. Il y a d'une part la situation socio-économique mais celle-ci est liée à énormément d'autres enjeux.

Parmi ceux-ci une crise plus culturelle : le monde perd de son sens. S'ajoute à cela une peur du repli sur soi, des liens qui s'effritent. Ces questionnements ont été davantage présents durant le confinement qui a laissé chacun-e face à des questions existentielles sur ce qui nous lie et nous délie. Les effets du confinement sur la santé mentale des personnes n'ont pas été suffisamment pris en compte. Les crises se succèdent. Nous sommes face à des crises : sanitaire, sociale, écologique. Et sur le plan politique et démocratique, beaucoup de citoyen·ne·s se posent des questions qui se sont révélées davantage durant la pandémie, avec la manière dont le gouvernement l'a gérée. Beaucoup s'interrogent sur le mode de gouvernance des partis politiques traditionnels, ont des craintes par rapport à un déficit démocratique. La crise Covid a réduit nos droits et libertés. L'exécutif a pris des décisions sans travail parlementaire. Ça a amplifié cette défiance. « *La démocratie est libérale, politique, représentative mais doit être aussi participative* », rappelle Laurence Blésin. L'ensemble de la société civile essaie de construire une définition commune des enjeux. Mais durant la pandémie, la démocratie représentative a été moins à l'écoute.

En outre, il a fallu arrêter les réunions... Les personnes éloignées de l'outil informatique ont été plus difficilement joignables. Tous ces mouvements qui construisent la solidarité, la cohésion sociale ont été mis entre parenthèses. Ce fut le cas aussi pour les syndicats au sein des entreprises dans une période où ça aurait été pourtant plus que nécessaire. Certains employeurs ont profité du chômage économique ou n'ont pas protégé leurs travailleurs. « La précarisation s'est accentuée », déplore Laurence Blésin.

Trois éléments peuvent éclairer la situation actuelle : **le rapport au temps** qui se marque par une accélération dans différents domaines avec l'enchaînement rapide des crises, l'accélération technique, le changement social, le rythme de vie ; **l'évanouissement de la conviction du progrès**, l'obsolescence de nos savoirs, expériences, repères, tout cela induisant l'intériorisation de ce temps accéléré. La question de **la participation** et de **l'engagement** est aussi au cœur des enjeux actuels.

Tout cela fait que l'on se sent démunis en ayant aussi l'impression de ne plus jamais pouvoir se poser, prévoir l'avenir ; comme s'il fallait toujours réagir. La génération de nos grands-parents pensait que la société irait toujours vers un mieux ; aujourd'hui, les progrès technologiques font peur et on ne croit plus au progrès social. Nos savoirs nous semblent vite dépassés, les technologies avançant vite, nos compétences peuvent nous paraître toujours insuffisantes et nécessitant de se réadapter sans cesse.

Il est essentiel de travailler collectivement à construire une vision sociale des enjeux actuels. La crise sanitaire nous a permis de donner une visibilité à des groupes de personnes dont on ignorait la situation auparavant : les personnes sans papiers, celles et ceux qui ont dû continuer à travailler : caissières, aides familiales... Cela a sans doute contribué à changer la représentation de certaines fonctions sociales. Cette crise a redéfini la représentation des fonctions et les missions dans la société. On a assisté aussi à une radicalisation de certaines positions, comme s'il fallait choisir son camp. Par exemple : d'un côté les pro-vaccins et de l'autre les anti-vaccins. Dans cette crise, on a manqué de pouvoir contribuer à l'espace de la démocratie, de la réflexion... Dans la crise, on était soumis à des experts. Or, quelle que soit la question, nos mouvements qui créent du collectif permettent de retrouver une cohésion qu'on avait perdue pendant

la pandémie. « *Pour être démocratique, une société doit toujours chercher à impliquer chacun de ses membres à égalité dans un travail d'expression, d'analyse, de délibération* », conclut Laurence Blésin.

Au moment où des chefs d'État dans des régimes totalitaires menacent nos démocraties, où l'échiquier géopolitique vacille, où des catastrophes en chaîne poussent de nombreux·ses habitant·e·s de la planète à chercher un espace où vivre mieux, penser une toute autre manière de faire société doit nous mobiliser tous.

Transition vers le prochain chapitre

Au terme de ce chapitre, faisons le lien entre les deux grandes peurs énoncées dans notre recherche. Il y a un lien évident et conflictuel entre les inquiétudes écologiques et les inquiétudes pour l'emploi. On peut s'attaquer aux unes sans se préoccuper des autres, ce qui est trop souvent le cas et crée une schizophrénie politique et sociétale, car on court après deux objectifs nobles et contradictoires entre eux. Les réarticuler exige une sortie de l'idéologie néolibérale et le retour de régulations, de planifications. Celles-ci ne doivent évidemment pas signifier un retour aveugle aux dispositifs étatiques du passé mais peuvent s'en inspirer à condition de prendre en compte la « nouvelle consistance » écologique du monde évoquée par Bruno Latour, à condition de s'appuyer sur d'autres repères que le marché, la croissance ou le PIB (par exemple la notion de « communs »), la robustesse plutôt que l'efficacité, la santé plutôt que la performance, à condition aussi d'être profondément démocratiques, imbriquées dans des dynamiques qui impliquent la société civile.

Peurs, colère, défiance. Et après ?

Démocratie, complotisme et confiance dans les institutions

La perte de confiance dans les institutions était l'un des thèmes au cœur des discussions lors des focus-groupes, de même que l'inquiétude autour de l'évolution de nos démocraties, de l'apparition de dictatures et de régimes populistes dans le monde et en Europe.

a. La fatigue démocratique

En novembre 2020, nous avons interrogé la démocratie dans notre revue *Contrastes*⁵¹ : *Entre ordre et désordre, nos démocraties vacillent-elles ?* Nous étions alors en pleine pandémie et nous dressions le constat que le mot « démocratie » était interrogé dans de nombreux articles de journaux et d'émissions télé. À cette époque, il était beaucoup question de Donald Trump qui refusait de quitter le pouvoir. Nous avons interrogé des citoyens, leur demandant ce qui, selon eux, fondait nos démocraties occidentales. Les mots libertés, droits, justice étaient très présents dans les témoignages que nous avons recueillis. Quand un État devient-il liberticide, nous étions-nous demandé ? Lorsqu'un pouvoir réprime certains actes, profère des mensonges, bafoue certains droits, est sourd à l'expression de justes revendications, faut-il craindre un irrémédiable basculement vers un système autoritaire ? La violence à l'égard des citoyens ne peut être légitimée, affirmions-nous, qu'elle soit physique ou institutionnelle. Nous évoquons la répression par la force, telle qu'on l'a vue en France lors des manifestations des gilets jaunes, le détournement d'argent public comme cela a été le cas encore dernièrement avec les bâtiments du parlement wallon et le greffier peu scrupuleux, la fraude fiscale, l'impunité, et il y a peu la corruption au sein du parlement européen avec le Qatargate dans lequel est soupçonné un député wallon... Tous ces actes contribuent à déchirer la bannière

51. *Démocratie : un peu, beaucoup, à la folie... pas du tout ?*, *Contrastes* n° 201, Équipes Populaires, nov.-déc. 2020.

d'un idéal démocratique. L'accès aux droits, le thème de notre campagne 2022, mettait en lumière les difficultés qu'éprouvent de plus en plus de citoyens à faire valoir leurs droits dans un système où le numérique éloigne des citoyens du simple respect de ce à quoi ils pourraient légitimement prétendre. Nous nous demandions également si la logique des partis était l'une des causes de ce déficit de démocratie.

Aujourd'hui, les citoyens s'organisent collectivement pour faire entendre leur opposition à certains projets visant leur région, leur commune. Il arrive qu'ils soient entendus mais ce n'est pas toujours le cas, loin s'en faut. Mesure-t-on le niveau de démocratie dans la capacité d'action, de réaction, de mobilisation, d'expression des citoyens ? Actuellement, c'est plutôt le sentiment d'impuissance qui semble gagner du terrain.

Le philosophe Jacques Rancière⁵² remarquait que la démocratie représentative renferme une contradiction : une réelle démocratie excluant l'idée de représentation. Aujourd'hui, certains comme David Van Reybrouck⁵³ prônent le tirage au sort, un vieux principe de démocratie qui a connu son apogée dans l'Athènes classique. L'auteur, spécialiste d'histoire culturelle, s'interroge sur les moyens concrets de remédier à ce qu'il appelle « *le syndrome de fatigue démocratique* », pointant pour cela toutes les dérives actuelles parmi lesquelles le fait que les hommes politiques adaptent de plus en plus leurs stratégies en fonction des échéances électorales. Pour lui, le système du tirage au sort donnerait un nouvel élan à nos démocraties essoufflées. Le principe : « *rendre au peuple les moyens d'agir sur ce qui le concerne au premier chef en associant des citoyens représentatifs de toutes les strates professionnelles et sociales* ».

52. Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.

53. David Van Reybrouck, *Contre les élections*, Coll. Babel, Actes Sud, 2014.

b. **Des nouveaux cahiers de doléances : la description du monde dont on vit**

Dans le chapitre *Conquérir le pouvoir, mais lequel ?*, Bruno Latour et Nikolaj Schultz⁵⁴ parlant de la classe écologique, expliquent que « l'État actuel a été dessiné pour permettre aux classes dominantes d'exercer leur monopole et de leur permettre d'abord la modernisation puis la globalisation. Ce qui n'est absolument pas dessiné pour les besoins de la nouvelle classe écologique ». Comment faire alors émerger la classe écologique alors même que « le quadrillage et le pavage des États-Nations ayant organisé une forme de saisie de la planète qui s'oppose frontalement à ce qu'on puisse reconnecter le monde dont on vit et le monde où l'on vit ? ». La classe écologique ne peut rester dans la marge si elle veut faire bouger les lignes. Elle doit occuper l'appareil d'État à tous les étages et dans toutes les fonctions, postulent Bruno Latour et Nikolaj Schultz. L'Europe représente une source d'inspiration pour la classe écologique. « Elle renferme les ingrédients que les nouvelles formes de pouvoir vont devoir assembler autrement : l'agriculture, l'eau, les polluants, les lobbies, les routes, les trains, tout passe par elle mais à chaque fois, les sujets, coupés en mille portions, sont négociés, discutés, mélangés, noyés d'une façon telle qu'aucun État ne puisse les déclarer siens. Du coup, il n'y a plus d'affaire qui soit vraiment étrangère et aucune qui soit vraiment nationale. L'Europe unie est pour la classe écologique l'exemple d'une expérience en vraie grandeur... » Il y a un vide de l'espace public que la classe écologique pourrait remplir. Cela, en pratiquant une sorte de reprogrammation du fonctionnement démocratique : en repartant des doléances exprimant les intérêts des alliés potentiels et des adversaires. Ces intérêts seraient rassemblés, constituant des partis différents. Ils décriraient concrètement des situations et traceraient donc les choses à défendre. Cela n'est pas simple étant donné la rapidité et surtout l'ampleur de la mutation en cours, souligne les deux chercheurs. Plaintes et récriminations s'ensuivent et elles s'adressent à des États dessinés pour les anciennes classes dirigeantes. Il y a une sorte d'incompatibilité entre revendications qui se trompent de cible, celle-ci étant mal définie et les dirigeants inadaptés aux réalités d'aujourd'hui : un véritable dialogue de sourds.

54. Bruno Latour et Nikolaj Schultz, *Mémo sur la nouvelle classe écologique*, Coll. Les empêcheurs de penser en rond, la Découverte, 2022.

« Il faut donc en passer par une description du monde où vous vivez et du monde dont vous vivez pour redessiner qui vous êtes, sur quel territoire, à quelle époque, et vers quels horizons vous vous préparez à agir », suggèrent Bruno Latour et Nikolaj Schultz. L'autodescription : c'est d'elle que peut surgir la métamorphose de la situation politique qui bascule de la production vers le maintien de l'habitabilité. Comme Laurent Lievens, les auteurs du *Mémo sur la nouvelle classe écologique* prônent l'inversion du schème du développement tel qu'il imprégnait le cursus universitaire et préconisent une autre manière d'envisager la recherche en sciences humaines. La politique scientifique doit être discutée. « Les classes populaires ont toujours été les premières à résister à l'économisation et ce sont elles qui subissent de plein fouet les conséquences du système de destruction » ; ce que ne contredit pas l'analyse de Paul Ariès. C'est donc là que se rejoignent écologistes et classes populaires. L'écologie politique opère de nouveaux classements. « Des gens que tout oppose du point de vue de leur appartenance de classe se trouvent proches de leurs ennemis de classe quand les sujets écologiques font irruption. » Il faut revoir la cartographie des alliés et des adversaires. Cela nécessite un travail politique « inventant des procédures, des sites, des lieux, des occasions pour permettre au travail de redescription de passer de la vision convenue du monde social à une version mieux articulée et plus réaliste ».

Bruno Latour et Nikolaj Schultz concluent leur mémo par cette vision optimiste : « Au fond d'eux-mêmes, les gens ont bien compris qu'ils avaient changé de monde et qu'ils habitaient une autre Terre ». Ils citent Paul Veyne : « Les grands bouleversements sont parfois aussi simples que le mouvement que fait un dormeur pour se retourner dans son lit... »

c. **Le « pouvoir du peuple » et la souveraineté ont-ils été détournés ?**

Les échanges en focus-groupes ont abondamment montré que la démocratie est aujourd'hui perçue comme très imparfaite. Qu'elle soit représentative, directe, participative, la démocratie porte en elle bien des errements, des failles qui se nourrissent des erreurs du passé, de la soif de pouvoir et d'argent parfois, des incompétences, d'immobilisme, de manque d'anticipation.

Pour Jacques Rancière, le peuple n'existe pas comme sujet politique. Il est un résultat. « *C'est la représentation qui crée le peuple* », postule-t-il. Trump serait-il le digne héritier de l'idéal américain du self-made-man ? Il faut, suggère le philosophe, des gens qui s'organisent pour créer une scène de parole. Les « sans-parts » - les invisibles, disent certains - sont donc d'abord des sujets politiques.

Dans son film *Un pays qui se tient sage*, sorti en 2020, David Dufresne donnait la parole aux gilets jaunes victimes de violences policières en France. Son documentaire rassemblait différents points de vue sur l'ordre social et posait la question de la légitimité de l'usage de la violence par l'État. Parmi les personnes interrogées, la philosophe Monique Chemillier-Gendreau⁵⁵ remarquait que l'achèvement de la démocratie est d'accepter le pluralisme mais que dans nos démocraties inachevées, on cherchait plutôt à développer l'entre-soi. Le multipartisme ne serait plus garant de cette diversité des opinions mais, à l'inverse, l'incarnation d'une confiscation du pouvoir permise par la verticalité du pouvoir. Cette militante des droits humains, spécialiste du droit public, dénonce la confiscation de la souveraineté par l'État au détriment des autres communautés politiques, notamment locales et supranationales. Selon elle, « *la théorie de la souveraineté de l'État, qui confère la souveraineté à une communauté politique (en l'occurrence à l'État) plutôt qu'à une autre (d'échelle inférieure, comme la commune ou la région, ou d'échelle supérieure, comme le continent ou la planète) est incompatible avec l'idée même de démocratie. Il faut, comme elle le développe dans son dernier livre Régression de la démocratie et déchaînement de la violence (Conversations avec Régis Meyran, Textuel, 2019), repenser notre appartenance à chacune de ces communautés politiques, en gardant comme priorité, à chaque échelle, la démocratie, afin de redistribuer les cartes et d'ôter le privilège de la souveraineté aux seuls États*⁵⁶. »

55. Monique Chemillier-Gendreau, *Régression de la démocratie et déchaînement de la violence, Conversations pour Demain*, avec Régis Meyran, Textuel, septembre 2019.

56. Monique Chemillier-Gendreau, *Dès lors que l'on approche l'Autre, les barrières de la xénophobie tombent*, Radio France, 20 octobre 2019.

Définition du Larousse :

La démocratie est un système politique, forme de gouvernement dans lequel la souveraineté émane du peuple. La démocratie politique est née dans la Grèce antique. Pourtant, ce n'est pas avant le XVIII^e siècle que fut formulée la théorie de la séparation des pouvoirs (Montesquieu) et mis en place le suffrage universel (États-Unis, 1776), qui en sont deux des fondements.

Le respect des libertés publiques est au cœur même du fonctionnement de la démocratie dite aujourd'hui « libérale ».

d. Vers une planification démocratique ?

Paul Jorion avait évoqué dans son interview pour notre revue *Contrastes*⁵⁷ l'intérêt de réfléchir à la planification. Celle-ci suivrait un processus consistant, pour l'État, à relever les besoins des citoyen·ne·s pour ensuite étudier la manière d'y apporter des réponses concrètes. Par exemple en matière d'emploi des jeunes. Paul Magnette évoque lui aussi cette idée dans son ouvrage *La vie large*.

Il parle d'une planification démocratique qui permettrait d'éviter les dérives écocidaires de ceux qui détiennent le pouvoir de l'argent. Les institutions publiques seraient « *soumises à un principe de surveillance démocratique universelle* » afin de casser l'influence des lobbys. Exercer un contrôle démocratique permanent est l'une des pistes proposées par Paul Magnette qui parle d'un « réformisme révolutionnaire ».

Au-delà de la planification, Paul Magnette propose de taxer de manière conséquente l'héritage, expliquant que les fortunes qui représentaient 40% dans les années 70 représenteraient 90% des richesses dans deux générations si rien n'est fait pour réduire ce mouvement exponentiel. Lutter contre cette « héritocratie » (Paul Pasquali) permettrait de financer un revenu qui serait un accélérateur de

57. *Contrastes* n°205, *Pandémie : comment payer la dette ?*, Équipes Populaires, juillet-août 2021.

changement global en faveur d'une économie sobre, promouvant la réparation et luttant contre l'obsolescence.

e. **L'aspiration à un « pouvoir fort »**

Les inquiétudes face à la montée de régimes nationalistes et autoritaires ont été ravivées dernièrement, au moment où les résultats d'une nouvelle enquête faisant suite à Noir-Jaune-Blues, ont été publiés cinq ans après l'étude initiale. L'enquête révélait que plus de 60% des personnes interrogées approuvaient l'idée qu'un gouvernement autoritaire, avec un homme fort à sa tête, pourrait remettre de l'ordre dans une période chaotique.

Interrogé par la RTBF dans l'émission *Le mot de la fin* en janvier 2023, le politologue et philosophe Vincent de Coorebyter nuance néanmoins cette analyse. Entre autres parce que les phrases proposées au choix des répondants ne laissent pas place à la nuance alors qu'il semble que lorsqu'il s'agissait de préciser davantage, les personnes mettaient en avant le fait que cet homme fort devait être à l'écoute du peuple qui pouvait s'exprimer à travers des référendums. Ce « chef » devrait être élu démocratiquement et représenter la voix du peuple. L'aspiration fondamentale est donc d'être entendu, pris en considération dans une sorte de démocratie directe, d'une souveraineté populaire : le peuple voit sa volonté traduite en actes.

La démocratie représentative, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, paraît trop lente, trop compliquée pour beaucoup, les élites étant responsables de cette complexité. Le besoin d'efficacité était pointé. Bien sûr, souligne Vincent de Coorebyter, cela peut s'avérer dangereux si c'est récupéré politiquement par celui qui se présenterait comme détenteur des solutions. On l'a vu aux États-Unis avec Trump, en Italie avec Meloni, avec Marine Le Pen en France, Bolsonaro au Brésil... « *L'enquête met en avant l'expression d'une détresse populaire mais pas une aspiration à l'autoritarisme* », insiste le politologue.

Cette enquête montre aussi, pour de Coorebyter, qu'il est essentiel pour un gouvernement de prendre en compte ces personnes fragilisées, qui vivent dans la précarité, ont de petits

revenus et sont confrontées plus durement à la montée des prix et à des conditions de vie et de travail de plus en plus difficiles. Il y a une population beaucoup plus fragile, négligée par un système qui fonctionne sans suffisamment considérer toutes les composantes de la société et les dirigeants doivent tenir compte de ces difficultés spécifiques. On entend aussi la demande d'une reconnaissance symbolique.

f. **Le repli dans les tribus et les mécanismes complotistes**

Révélee aussi par la nouvelle enquête et autre source d'inquiétude : le fait que les corps intermédiaires (milieu associatif, syndicats, juges, journalistes...) sont remis en cause. Pour Vincent de Coorebyter, il s'agit là d'une évolution de notre société. Chacun se sent capable d'évaluer, de savoir ce qu'il faut faire. Et la tendance est au repli sur l'identité locale ou sur un groupe d'affinité, de proximité, une langue, une religion, une pratique sportive, l'appartenance à une minorité, à un mode de vie. C'est le temps des tribus dont parlait le sociologue (controversé) Michel Maffesoli⁵⁸.

On assiste aujourd'hui à des clivages politiques importants. C'est le cas aux États-Unis où républicains et démocrates peinent à se rencontrer. Selon Vincent de Coorebyter, les citoyen-ne-s aspirent à un système politique plus simple, plus direct qui gagnerait, de ce fait, en efficacité et réduirait les dépenses. Toutefois, précise le politologue, le respect de la diversité des attentes populaires ne sera jamais simple et rapide : « *On a besoin d'une complexité pour relayer les attentes, sinon chacun n'aura pas l'impression d'être entendu* ».

La méfiance envers les institutions et le monde politique peut nourrir chez les citoyens des visions complotistes et celles-ci peuvent se répandre facilement à travers les réseaux sociaux. Ce climat a de quoi inquiéter. En effet, ce terrain est propice à la montée des extrémismes.

58. Michel Maffesoli, *Le temps des tribus, Le déclin de l'individualisme dans les sociétés postmodernes*, Paris, La Table Ronde, nouvelle édition 2019.

Certains médias laissent la parole à des personnalités en vue qui n'hésitent plus à déverser des discours racistes. Ce fut le cas en France avec Éric Zemmour. Il y a quelques années encore, cela semblait impensable. En Belgique, un cordon sanitaire empêchait de tenir des propos racistes dans les cénacles politiques et dans les médias. Pour Edgar Szoc, économiste et romaniste, interviewé dans notre revue *Contrastes* fin 2020, et auteur d'un ouvrage sur le complotisme⁵⁹, l'une des raisons de la tentation complotiste est qu'« *il est rassurant de se dire que le réel n'est pas le fruit du hasard, mais celui de la volonté d'un acteur. Cette tentation est très ancienne* ». Une certaine forme de résignation pourrait résulter de cette difficulté à démêler le vrai du faux. « *Actuellement, constate Edgar Szoc, avec l'avènement de la mondialisation, une nouvelle tendance est de penser que la mécanique du capitalisme est complotiste. Qu'elle requiert des décisions concertées de la part des propriétaires les plus puissants, des personnes les plus riches de la planète. Or, si on analyse les choses dans la perspective des sciences sociales, on peut expliquer certaines inégalités sociales criantes.* » Cela montre que fournir des causes erronées à des situations bien réelles ne peut apporter des solutions attendues. Cela montre aussi combien le travail d'éducation permanente est plus que jamais essentiel.

59. Edgar Szoc, *Inspirez, conpirez : le complotisme au 21^e siècle*, La Mulette, février 2017.
Voir *Contrastes* n° 201, *Démocratie*, Interview d'Edgar Szoc, Équipes Populaires, nov.-déc. 2020, p. 13-16.

Peurs, colère, défiance. Et après ?

« Où veut-on aller ? » vers un nouveau récit

Comme le rappelait Éloi Laurent, répondre de ses actes signifie être capable de se justifier. « *Est-ce justifié d'avoir un système économique bâti sur un mode d'autodestruction ?* », questionnait-il. Cela nous ramène donc à la notion de responsabilité. Et à l'idée que ce qui était valorisé hier peut ne plus l'être aujourd'hui. Prendre des vacances dans des destinations lointaines pouvait être valorisé hier alors qu'on peut imaginer que dans quelques temps, cela sera considéré comme une inconséquence face au réchauffement climatique. La mentalité est un levier de changement puissant : notre système de valeurs en est modifié. L'idéologie capitaliste est dépassée.

Les politiques publiques ont aussi le pouvoir d'amener des changements de comportements pour accompagner ces évolutions. Cela peut passer par des taxations et par des aménagements du territoire limitant l'usage des voitures individuelles en favorisant la mobilité douce. Mais la mentalité est plus puissante et plus durable que les comportements, remarque Éloi Laurent. Les gens peuvent changer leurs comportements parce qu'ils y sont obligés mais sans avoir la conviction que c'est nécessaire, voire salutaire... On peut donc modifier ses comportements sans modifier les mentalités mais changer les mentalités amènera forcément des changements de comportements.

Changer de mentalité, c'est donc attribuer une valeur nouvelle à ce qui nous entoure. « *La valeur est-elle seulement un prix monétaire attribué par certaines personnes par des modèles économiques abstraits dont les fondements sont très faibles ?* » interroge Éloi Laurent. *Ou est-ce la délibération politique d'un groupe de citoyens qui tente d'attribuer une valeur collective, monétaire ou non ?* » Aujourd'hui, il faut comprendre la base matérielle de l'économie. Démonétiser, dématérialiser l'économie pour la rendre réellement utile, socialement utile⁶⁰.

60. Éloi Laurent, *Sortir de la croissance. mode d'emploi*. Les liens qui libèrent. 2019.

« Pour éviter le chaos climatique : ce n'est pas la science du changement climatique que nous devons apprendre à maîtriser, mais la science du changement humain. » (Éloi Laurent)

Le philosophe Baptiste Morizot parle de « réensauvagement » du monde : retrouver le sentiment que le monde vivant nous a faits et non l'inverse⁶¹. Il nous invite à nous reconnecter au vivant. À regarder les oiseaux, à être fascinés par leur comportement, à poser notre attention. Le philosophe Philippe Descola préconise lui aussi l'éveil de la curiosité vis-à-vis du vivant non humain. Pour lui, cela s'apprend, se stimule, dès le plus jeune âge. Or, l'urbanisation condamne des familles à vivre dans « des endroits où on ne peut pas jouir de choses aussi simples et belles que le chant d'un merle le matin, les feuilles d'un peuplier qui bruissent dans le vent, les rides de l'eau... Les pouvoirs publics entretiennent ces inégalités parce qu'ils ne s'intéressent pas à la beauté, la simplicité de la création, dans les lieux au sein desquels certaines populations habitent. Des inégalités existent, inégalités de savoir et inégalités de situation sociale qui empêchent de saisir la complexité et la beauté du vivant. L'éducation devrait avoir pour mission de combler ces inégalités⁶² ».

Pour l'astrophysicien Aurélien Barrau : « Il faut se demander où on veut aller. Le pire qui nous menace est de supposer que les problèmes techniques demandent des réponses techniques. » La question est aujourd'hui : « Veut-on détruire une forêt pour construire un parking » ? Il faut travailler les enjeux, les destinations, penser cet agir. Les politiques en sont encore à penser qu'il faut continuer comme avant mais en polluant moins.

Le récit bâti sur fond de révolution industrielle s'est nourri des concepts de progrès, de croissance. Dans ce récit, le capitalisme promettait le bonheur pour tous. Aujourd'hui, de nombreuses voix convergent pour écrire un récit nouveau.

61. Baptiste Morizot, *Manières d'être vivant*, Coll. Mondes sauvages, Actes Sud, 2020.

62. Bella Lack et Vipulan Puvaneswaran, dans *Animal*, Cahier militant, Actes Sud, octobre 2021, p. 43 à 55.

« Développons nos forces à pouvoir toujours raconter une histoire de plus, un autre récit. Si nous y parvenons, alors nous retarderons la fin du monde », plaide Ailton Krenak, militant des peuples autochtones du Brésil. « Nous n'avons jamais connu qu'une seule manière de tout homogénéiser, et celle-ci nous a ôté la joie de vivre », ajoute-t-il.

Il est urgent de se secouer pour écrire ensemble un autre récit. Les premières pages existent, elles prennent la forme de ces alternatives portées par des citoyen·ne·s, artistes, philosophes, sociologues, lanceurs d'alerte, de toutes les générations qui marchent ensemble, protestent, revendiquent, traçant de nouveaux sillons sur la planète malade. Le récit nouveau est en marche. Il a pour moteur la résistance, la lutte, l'action, et pour motif essentiel, le vivant au centre.

Le récent ouvrage de Marc Luyckx Ghisi et Aurélie Piet⁶³ commence par ce constat : « Nous sommes plus de 2 milliards de réenchanteurs, de citoyennes et de citoyens à réaliser des millions de révolutions tranquilles à travers la planète. Une force colossale qu'aucune puissance économique, politique ou militaire ne peut arrêter. Ensemble, nous construisons une société porteuse de sens, la nouvelle plaque tectonique du monde de demain ».

63. Aurélie Piet & Marc Luyckx Ghisi, *2 milliards de réenchanteurs. Le manifeste des acteurs du changement*, Actes Sud, 2023.

Peurs, colère, défiance. Et après ?

CONCLUSION

Peurs, colère, défiance. Et après ?

Bifurquer à partir des peurs : le défi d'une écologie populaire à inventer

Entre le démarrage de ce processus participatif de recherche et le moment d'en tirer les conclusions, quatre années ont passé. Quatre années qui n'ont cessé d'alimenter nos réflexions, de confirmer les premières intuitions, d'apporter de l'eau au moulin des constats principaux qui constituent le socle de ce document. Ces constats, pour l'essentiel, n'ont rien de révolutionnaire mais ils ont le mérite de mettre en évidence, avec une extrême clarté, que notre mouvement est bien ancré dans la société et dans les défis de son époque. Car ces constats rejoignent, en effet, sur de nombreux éléments essentiels, les grandes tendances mises en évidence par d'autres enquêtes sociologiques, menées à plus large échelle par des instituts de sondage qui interrogent régulièrement les inquiétudes de la population, ou encore l'enquête Noir-Jaune-Blues menée par la Fondation *Ceci n'est pas une crise*¹.

Ces constats assez communs, rappelons-les ici une dernière fois, de façon schématique. Nous avons identifié trois grandes peurs sociétales majeures parmi nos publics : des profondes inquiétudes liées aux urgences écologiques, des craintes liées au travail et à l'emploi, ainsi qu'une extrême préoccupation envers le recul démocratique de nos sociétés. Ces grandes peurs se dégagent dans un contexte de défiance institutionnelle de plus en plus marquée, en particulier à l'égard du monde politique et médiatique, et sur un terrain de polarisation et de division entre groupes sociaux qui crée une atmosphère explosive, une impression récurrente que « ça va péter ».

Les participants à notre recherche se distinguent toutefois des tendances sociétales sur au moins deux aspects cruciaux, qui sont précisément ceux que les médias montent souvent en épingle lors de la publication de ce type de sondage : le rapport à l'immigration et l'aspiration à un « pouvoir fort » ou à un « pouvoir autoritaire ». Sur ces deux points, notre mouvement semble en décalage avec la société, par son attachement solide à une vision maximaliste de la démocratie et de la solidarité, incluant le respect de l'État de

1. B. Scheuer, V. Scheltiens, D. Tremblay, « *Noir, jaune, blues* »... 5 ans après. *Ce que la pandémie, les chocs climatiques récents, la guerre en Ukraine et le développement d'une inflation élevée ont changé dans les aspirations sociétales*, Survey & Action/Fondation Ceci n'est pas une crise, septembre 2022, www.cecinestpasunecrise.org

droit, la concertation sociale, une société civile organisée et l'accueil digne des personnes immigrées.

Que faire de ce relatif décalage sur fond d'inquiétudes communes ? Avec un brin d'audace, nous sommes tentés de répondre : une force. Une force d'interposition, entre d'une part un terreau politique dominé par des « passions tristes² », dans lequel nous sommes immergés (ce que nous avons décrit ci-dessus comme un fond sociétal commun), et d'autre part les débouchés idéologiques (appelons-les national-populistes ou d'extrême droite) qui tirent parti de cette situation de façon évidente depuis une dizaine d'années partout dans le monde. Ce lien logique, qui mène presque toujours de la peur, de la colère et du ressentiment à des projets de société autoritaires et identitaires, il ne s'agit pas d'en nier l'historicité ou la factualité, mais au moins d'affirmer qu'il n'est pas inéluctable. Qu'il existe un espace, ou un délai, dans lequel le monde associatif peut, par sa présence, ses paroles et ses actions, ouvrir la possibilité d'autres chemins.

Comment ? Sur quels ressorts précis de cette funeste mécanique peut-on intervenir, s'interposer ? La seconde partie de cette recherche a déjà identifié de très nombreuses idées politiques et économiques alternatives dans les trois « domaines de peur » identifiés. Nous ne reviendrons donc pas ici sur des contenus programmatiques à explorer ou à promouvoir.

Nous faisons le pari qu'un mouvement comme les *Équipes Populaires* a un rôle à jouer dans la situation sociétale décrite, de par son positionnement intermédiaire entre le monde politique et le monde social, entre des enjeux globaux et des vécus individuels, entre le bouillonnement populaire des « émotions psychopolitiques » (si l'on peut dire) et l'indispensable atterrissage dans des processus politiques concrets.

2. Les passions tristes (peur, haine, colère, ressentiment...) s'opposent aux passions joyeuses. On a coutume d'associer ces expressions au philosophe Baruch Spinoza, mais ce dernier parlait plutôt d'affects passifs et d'affects actifs, les premiers diminuant la "force d'exister" ou la "puissance d'agir", tandis que les autres l'augmentent. Gilles Deleuze, par contre, a unifié ce vocabulaire en identifiant clairement les passions tristes à un rétrécissement de la puissance d'agir.

Comment préciser ce rôle, cette place à occuper ? Pour répondre à cette question, nous devons porter notre attention sur des éléments assez inhabituels, qui nous sortent des sentiers battus. Il s'agit, d'une part, de s'intéresser de près à la mécanique collective des émotions ou affects en politique (politique au sens large, noble, dans le sens de la construction collective du faire-société), un champ infiniment moins exploré que celui des idées politiques, qui retiennent généralement l'attention des commentateurs. D'autre part, nous voulons tenter d'interroger les points de jonction entre les trois grands domaines de peur évoqués.

Peurs, colère, défiance. Et après ?

Être là où l'on peut bifurquer

Le « moment populiste » dans lequel nous sommes immergés, avec une première vague en 2016-2018 (Brexit, Trump, Salvini, Bolsonaro...) et une seconde vague qui semble se développer à l'heure d'écrire ces lignes, est alimenté par un carburant émotionnel. Qu'on parle, selon les auteurs, de colère (Pierre Rosanvallon, Giuliano Da Empoli), de défiance (Yann Algan) ou de ressentiment (Éric Fassin), on est bien dans le vocabulaire des affects. Notre recherche participative se situe également sur ce terrain. Quelle pourrait être, alors, notre marque de fabrique pour prendre en compte cet élément majeur du rapport de nos contemporains au politique ? Et comment nous situons-nous par rapport à ce populisme ambiant ?

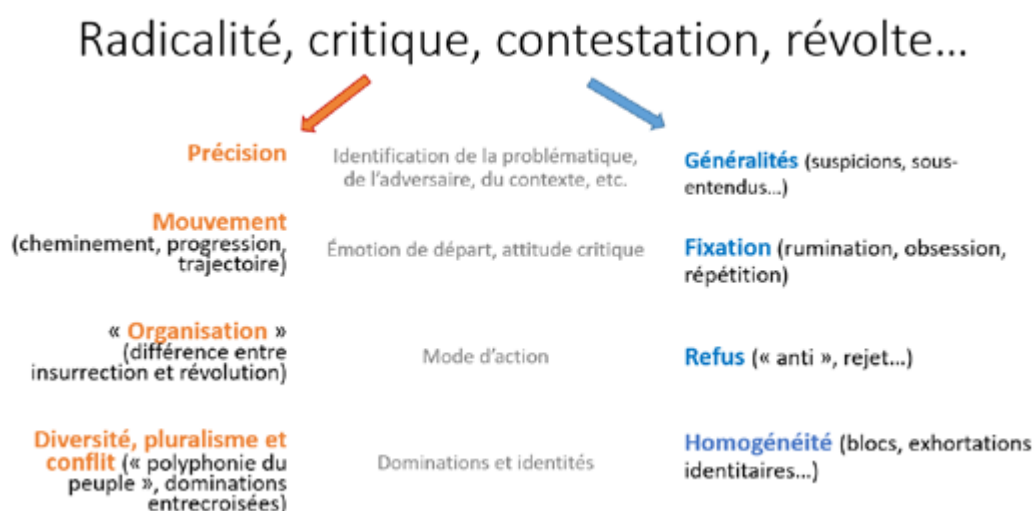
Un enseignement à tirer de cette recherche est la conscience commune d'un moment de bifurcation sociétale. Quels que soient les désaccords d'idées, les différences de perception des priorités, tous les échanges en focus-groupes ont été, à un moment ou l'autre, occupés par des propos liés à un basculement d'époque, à un moment-charnière. Nous reprenons ici le terme de bifurcation cher au chercheur et biologiste Olivier Hamant, dont nous avons partagé quelques réflexions dans la deuxième partie de cette recherche. S'il évoquait les « turbulences » et la nécessaire perte de contrôle dans notre rapport au monde vivant, nous pouvons étendre cette image dans le rapport au politique dominé par les affects négatifs. Le lieu des turbulences, c'est ce tourbillon de peurs, de rancunes, de colères, de ressentiment qui agite les populations dans nos sociétés.

« Moi je trouve qu'il y a un désengagement généralisé et je trouve que les gens sont davantage consternés que concernés. C'est un jeu de mots que j'aime bien parce qu'on s'en tient à (...) faire un constat, mais de là à bouger, à se mettre en marche, à essayer de faire avancer les choses c'est plus compliqué. »

(Claire, Focus-groupe de Mons)

Comprendre comment fonctionne le ressentiment pourra peut-être nous fournir une clé de bifurcation, justement. « *Le terme clé pour comprendre la dynamique du ressentiment est la rumination, quelque chose qui se mâche et se remâche* », écrit Cynthia Fleury³. Elle ajoute que cette rumination, souvent liée à une blessure, peut être adressée à des personnes en particulier au point de départ, mais qu'avec le temps, cette « *détestation se fera moins personnelle, plus globale ; elle pourra venir frapper plusieurs individus non concernés par la réaction affective, mais désormais attrapés par l'extension du phénomène* ». Enfin, et c'est là tout le drame du ressentiment, plus il gagne en profondeur, « *plus la personne est impactée en son sein, en son cœur, moins sa capacité d'agir se maintient et la créativité de son expression s'affaiblit* ». Ainsi, « *la seule aptitude du ressentiment, et dans laquelle il excelle : aigrir, aigrir la personnalité, aigrir la situation, aigrir le regard sur. Le ressentiment empêche l'ouverture, il ferme, il forclôt, pas de sortie possible* ».

Nous sommes ici au cœur du sujet, au cœur de la bifurcation, au cœur du rôle que nous pouvons jouer en tant qu'acteurs d'éducation permanente. Lors d'une conférence en ligne, durant le confinement lié à la pandémie de Covid-19, nous avons esquissé une grille de repères pour notre action d'éducation permanente dans un contexte de « ressentiment ». Nous y opposons, d'une façon schématique, quatre points de bifurcation avec les tendances complotistes à l'œuvre dans nos sociétés.



3. Cynthia Fleury, *Ci-gît l'amer. Guérir du ressentiment*, Gallimard, 2020.

Si le point de départ commun, parmi les gens, est celui d'une indignation, d'une colère, d'une critique qui ont une légitimité certaine et qui peuvent avoir par ailleurs une certaine radicalité, c'est dans ce qui en résultera que se joue (que se rejoue sans cesse) une bifurcation. Dans la colonne de gauche, si l'on peut dire, les choix de l'éducation permanente sont les suivants : de la **précision** dans les constats et dans les analyses (le « voir » et le « juger »), des processus qui mettent en **mouvement**, une organisation de l'**action collective** et enfin une acceptation du **conflit**, du **pluralisme**, de la diversité. Dans la colonne de droite, en bleu, opposées terme à terme, on retrouve les caractéristiques des visions complotistes et « antisystème » : des généralités dans les constats (« ils », « les politiciens », « les élites »), une fixation dans la colère et le ressentiment (la rumination décrite par Cynthia Fleury), une action entièrement configurée autour du refus, du rejet (anti-quelque chose) et, enfin, une préférence pour l'homogénéité identitaire (le « peuple », par exemple).

Bien sûr, toute schématisation simplifie la réalité. Il n'empêche qu'on peut ainsi voir se dessiner une grille de repères, un « code de la route », une piste de sortie par rapport aux grandes peurs entremêlées et au contexte de défiance identifiés dans cette recherche. Une piste qui part de ces situations elles-mêmes, de ces affects politiques, de ces « passions tristes », qui ne les nie pas, qui s'enracine dedans, mais ne s'y engluie pas ; une piste et non une « alternative » qui tomberait du ciel, ou des affirmations péremptoires qui en appelleraient à nier les émotions bien réelles.

En somme, s'il est « *plus facile d'haïr que d'agir* » (Cynthia Fleury), c'est précisément l'action collective que nous voulons toujours privilégier à la fixation émotionnelle. On pourrait ajouter, pour compléter les formules mnémotechniques, qu'il s'agit aussi de « juger », au sens du voir-juger-agir, plutôt que de « préjuger ». De privilégier la logique du conflit à celle de l'exclusion. De cheminer plutôt que de ruminer.

L'éducation permanente *en temps de crise* est sans doute la plus compliquée et la moins spontanée des voies. En cela, si nous voulons que nos démocraties résistent et se réinventent, elles doivent y consacrer des moyens pour favoriser ces voies plutôt que les chemins mortifères du ressentiment collectif, qui ronge la confiance et ruine nos démocraties de l'intérieur.

« On peut évoluer dans le bon sens mais il ne faut pas rester la tête dans le guidon sans regarder ce qu'il se passe au-dessus. Ça c'est très dangereux, on peut se faire attraper tout d'un coup, avant de comprendre ce qui arrive. Donc il faut faire très attention, c'est la raison pour laquelle j'accorde une très grande importance à l'éducation populaire. J'ai un jour eu l'occasion de me trouver en face d'un ancien résistant âgé de 100 ans, toute sa tête, et qui m'a dit, les yeux dans les yeux, "le savoir est une arme terrible" et il savait de quoi il parlait. (...) Il était entré dans la résistance quand il était jeune, quand les nazis sont arrivés. Et (...) quand ça s'est terminé il est devenu journaliste (...). Donc l'éducation populaire et le savoir, je crois que c'est très important. » (Lucette – Focus-Groupe de Mouscron)

Inventer une écologie populaire

Pour autant, défendre nos démocraties, les empêcher de sombrer, via le populisme, dans des régimes autoritaires, cela ne signifie en aucun cas le *statu quo* en ce qui concerne notre modèle de société ! Cette recherche participative s'est montrée très claire : en matière d'écologie, les constats sont alarmants, les inquiétudes massives, et le monde politique n'est pas du tout à la hauteur. Par ailleurs, les inégalités ont été dénoncées de façon systématique, de même que le désarroi face à l'évolution du monde du travail (moins d'emplois, numérisation, etc.).

Il ne serait pas pertinent, ici en conclusion, de convoquer à nouveau l'ensemble des alternatives déjà énoncées dans la partie 2 de ce document, et d'argumenter en leur faveur. Posons-nous plutôt la question de notre rôle et de notre place dans cette grande bifurcation vers un autre modèle de société. Non plus, cette fois, sur le terrain psychopolitique des émotions, mais sur les enjeux même de société auxquels elles sont rattachées : écologie, emploi et démocratie.

Que se passe-t-il si l'on pense ensemble, dans un même mouvement, l'inquiétude écologique, les peurs liées au monde du travail et les craintes au sujet de la démocratie, plutôt que de les traiter en silo comme cela se fait classiquement ? Et surtout, que se passe-t-il si l'on ne s'enfuit pas immédiatement dans le domaine des idées, des programmes ou des slogans (« on peut créer des emplois verts ! » vs « l'écologie tue l'emploi », par exemple), mais qu'on reste focalisé sur le conflit intérieur produit par ces grandes peurs légitimes ? Autrement dit, comment travailler ces conflits sociaux (mais qui sont aussi du « social en nous ») en profondeur avec les gens, d'une manière qui ne débouche pas sur le clivage paralysant entre tenants de l'emploi et tenants de l'écologie, entre défenseurs des contraintes écologiques et défenseurs de la liberté de consommation, etc., mais qui mène chacun, dans un groupe, puis dans la société, à une problématisation collective des enjeux ?

Notre intuition, à ce stade, est que le concept d'écologie populaire peut nous aider à intégrer l'ensemble des dimensions concernées par les grandes peurs sociétales : les urgences écologiques elles-mêmes, mais aussi les préoccupations économiques et celles liées aux inégalités, ainsi que l'attachement à la démocratie et à la solidarité. L'écologie populaire, telle que nous la définissons et telle que nous la revendiquons, recouvre un périmètre bien plus large que ce à quoi font habituellement référence les mots "écologie" ou "environnement". Il ne s'agit pas, comme disait Bruno Latour, de la nature, des petits oiseaux et des aliments bio, mais bien de l'ensemble des activités humaines ré-enchâssées dans les limites planétaires, ré-envisagées à la lumière de la fragilité des écosystèmes et de la finitude des ressources. Potentiellement, tout est donc affaire d'écologie populaire : la production, la consommation, le logement, l'énergie, la mobilité, le numérique, la culture, les migrations, etc.

Plus fondamentalement encore, l'écologie populaire concerne aussi la façon dont les urgences et les catastrophes écologiques sont pensées, débattues, problématisées dans la société. Nous estimons que la plus grande démocratisation possible de ces questions est indispensable. Les milieux populaires sont extrêmement préoccupés par la dégradation de la biodiversité et le dérèglement climatique : notre recherche l'a bien montré. Cessons d'en faire un sujet de bobos ou d'experts ! Partout où c'est possible, discutons-en et élaborons des actions concrètes et collectives. Cela implique, évidemment, d'accepter une conflictualisation. Cet extrait des focus-groupes illustre bien comment les enjeux sociaux, économiques et écologiques sont imbriqués et discutés comme tels par les gens.

Extrait Focus-groupe de Mons

Friedrich : Alors, 1) (...) interdire les partis d'extrême droite. (...) Tout parti ou toute idéologie qui remet en cause la dignité humaine, il faut l'interdire. (...) Deuxièmement, par rapport au climat, il faut (...) taxer ceux qui polluent. (...) Ça me rassurerait que tous ceux (...) qui veulent la liberté de rouler en SUV, 4x4, diesel en ville, ils crachent au bassinet. (...) Et deux, moi qui ai une petite voiture qui ne pollue pas, je ne paye plus de taxes, ça c'est la Justice ! *[Certains membres du groupe doutent du fait qu'elle « ne pollue pas ». Il finira par dire qu'elle pollue moins]*

Guillaume : (...) Est-ce que tu irais jusqu'à l'interdiction de certains modèles de voitures ?

Friedrich : Ah oui ! (...) Les 4x4, les diesels, en ville ! (...)

Marie-Claire : Mais c'est pas facile, hein. Parce que moi dans ma réunion de préparation, (...) on parlait des diesels qui étaient interdits à Bruxelles. Tout de suite, il y en a une qui a dit « Oh, ma fille elle travaille à Bruxelles, comment elle va faire ? ». Et alors, il y a un autre qui a dit : « Mais on veut bien ne plus réchauffer la Terre mais chacun doit faire quelque chose ». Mais ça les gens ont du mal d'accepter.

Guillaume : (...) Giuseppina, Dominique, Luc. Que chacun puisse exprimer au moins une chose qu'il faudrait faire, qui le rassurerait.

Friedrich : La taxe, elle doit être versée dans les transports en commun !

Giuseppina : *[Elle commence d'abord par se justifier au sujet de sa voiture, par rapport aux propositions de Friedrich. Guillaume lui pose ensuite une nouvelle fois la question.]* Qu'on surtaxe les multinationales, parce que bon, ils ne sont pas taxés. Et la bourse, tout ça quoi. C'est un non-sens. *[Des réactions fusent, soit pour appuyer ce qu'elle dit ou pour proposer d'autres choses, notamment diminuer la TVA]*

Enfin, pour que cette conclusion soit grande ouverte sur l'action, nous reproduisons ici le texte d'une carte blanche écrite à la suite de notre Congrès du 18 novembre 2023, lors duquel notre mouvement s'est engagé sur ce chemin de l'écologie populaire. Notre recherche participative se clôturera donc sur ces mots, et c'est lui rendre justice, car c'est bien grâce aux incessants débats, réflexions, événements, rencontres qui ont jalonné son élaboration, que nous en sommes arrivés là.

Pour une écologie populaire

Abandonner les questions écologiques aux logiques de marché nous condamne à les délier des enjeux sociaux.

Or, elles ne peuvent être affrontées qu'avec un souci constant de justice sociale et de construction collective des luttes et des réponses.

Le point de départ obligé de ce chemin est la justice fiscale.

L'écologie « classique », mainstream, ne fonctionne pas. Ni le monde politique, ni le monde économique, ni la société dans son ensemble ne parviennent à avoir un impact suffisant pour un changement profond. Les catastrophes climatiques augmentent, de même que les inégalités sociales. Il y a donc un décalage. Les pratiques individuelles et les mesures politiques actuelles sont anecdotiques au regard des enjeux.

Cette écologie qui ne fait pas le poids, c'est celle des éco-gestes, des changements de comportements, des incitants fiscaux, de la « transition ». C'est une écologie de marché, condamnée à être rentable pour pouvoir se vendre politiquement. Faut-il pour autant tout jeter de ces initiatives ? Sans doute pas. Car derrière la caricature ici dressée, il y a des bonnes volontés éparpillées, les visées sont parfois louables et les pratiques diversifiées. En outre, les constats sur lesquels elle s'appuie sont indéniables : les consensus scientifiques sur les causes et les conséquences de la catastrophe climatique en cours et à venir, sur l'extinction de la biodiversité, doivent rester au centre de toute écologie, quelle qu'elle soit. Mais pour le reste – « ce qu'il faut faire » – il est temps de chercher d'autres moteurs de changements que la seule volonté individuelle (actionnée par conscience morale, par distinction culturelle, par opportunisme fiscal, ou un peu des trois).

Cette écologie anecdotique est « impopulaire » au double sens du mot : elle n'est pas issue des milieux populaires et elle ne suscite pas l'enthousiasme des foules. Elle vient à nous sous

la forme d'injonctions, à partir de propositions ou d'incitations issues du monde politique, médiatique ou militant. Ce que nous voulons défendre et promouvoir dans le débat public, au contraire, c'est une écologie populaire, qui rende toute sa noblesse à l'adjectif.

En voici une définition qui écartera toute ambiguïté.

Une écologie populaire est une écologie ancrée dans les préoccupations et les vécus des milieux populaires, qui reconnaît leurs inquiétudes réelles en la matière. Il est faux et paternaliste d'affirmer que les plus pauvres d'entre nous ont d'autres chats à fouetter. Fin du monde et fin du mois ne sont, certes, pas exactement les mêmes combats, mais ce sont deux menaces réelles, simultanées, dont les causes se recoupent. Cessons donc de les hiérarchiser ou de les opposer, pour les affronter conjointement. Aller à la rencontre des gens par la façon dont les enjeux écologiques et sociaux les touchent, parfois de façon brutale et injuste, cela implique d'oser mener des débats difficiles, d'affronter des situations tendues (exemples : on exproprie des habitants pour épurer des rivières et prévenir les inondations ; on manque de logements abordables mais on veut préserver des espaces verts en ville ; des industries polluantes procurent de l'emploi).

Une écologie populaire est soucieuse d'inclure tout le monde. Jamais l'adjectif « populaire » ne servira de prétexte à quelque exclusion que ce soit. Quels que soient nos parcours de vie et nos origines, nous sommes amenés à faire société autour de cet enjeu commun. L'écologie populaire s'opposera donc toujours à l'extrême droite d'une part, à l'idéologie capitaliste néolibérale d'autre part. Inclure tout le monde dans la réflexion collective ne signifie pas accepter toutes les idées. Le racisme, les discours anti-migrants, la stigmatisation des personnes précarisées ou sans emploi, le sexisme, sont incompatibles avec l'écologie populaire que nous voulons porter.

Une écologie populaire est donc aussi forcément collective, dans ses démarches en éducation populaire et dans les mesures politiques qu'elle réclame. Les défis concernent chacun mais les objectifs sont fondamentalement collectifs et politiques. Il est absurde et schizophrène d'inciter les individus à adopter des écogestes au sein d'une économie capitaliste qui encourage la consommation industrielle de masse et la publicité. L'écologie populaire visera donc des

CONCLUSION

solutions structurelles, organisera des alternatives au marché, fournira des services collectifs dans les domaines essentiels à une vie digne (énergie, logement, eau, alimentation, mobilité, santé). Par exemple : la gratuité et le redéploiement massif des transports en commun ; un grand plan d'isolation du parc locatif public ; une réappropriation collective (publique et citoyenne) de l'énergie...

Une écologie populaire est, enfin, une écologie de l'égalité. Sa condition d'existence est la diminution des inégalités. La première des choses à faire est d'exiger et d'obtenir, par la justice fiscale, une contribution et une réparation de la part des entreprises et des citoyens les plus riches. C'est un renversement de l'imaginaire : il faut mettre des limites aux possibilités et aux désirs d'enrichissement infini. La théorie du ruissellement est une fumisterie dans un monde fini : tout ce que certains possèdent au-delà de leurs besoins (propriétés, capitaux, résidences...), ils l'ont au détriment des plus pauvres et de la planète. Ainsi, lutter contre la pauvreté, c'est lutter contre la richesse. Lutter contre la dégradation de la planète, c'est lutter contre la richesse. Car c'est un fait statistique établi : plus on est riche, plus on pollue. C'est vrai à l'échelle des individus, en moyenne, mais aussi à l'échelle des États. Cela doit devenir un leitmotiv, notre « en même temps » à nous : chaque mesure écologique doit en même temps permettre de diminuer les inégalités.

L'écologie populaire se situe donc à la rencontre de trois très hautes exigences : à la fois ne rien céder à l'urgence écologique (on ne peut pas ne rien faire), tout en visant la justice sociale, et en plaçant au centre de tout l'implication des milieux populaires.

Peurs, colère, défiance. Et après ?

Bibliographie

Peurs, colère, défiance. Et après ?

- Paul Ariès, *Écologie et cultures : Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Utopia, 2015.
- Sophie Bernard, *Le populisme, une certaine vision du monde*, interview d'Éva Illouz, *Le Monde*, 25/11/2022.
- Murray Bookchin, *Pour une société écologique*, Christian Bourgeois, 1976.
- Dominique Bourg, *La question de la sobriété est inséparable de la question de la répartition des ressources*, France Inter, 21 septembre 2022.
- Antoine Clevers, *L'effet boule de neige de la dette menace à nouveau les finances de l'État*, *La Libre Belgique*, 27/11/2022.
- Thomas Coutrot, *Libérer le travail, Pourquoi la gauche s'en moque et pourquoi ça doit changer*, Seuil, 2018.
- Thomas Coutrot et Coralie Perez, *Redonner du sens au travail. Une aspiration révolutionnaire*, Coll. La république des idées, Seuil, 2022.
- Monique Chemillier-Gendreau, *Régression de la démocratie et déchaînement de la violence*, *Conversations pour Demain*, avec Régis Meyran, Textuel, septembre 2019.
- Philippe Descola (anthropologue émérite CNRS) et Alessandro Pignocchi, *Ethnographies des mondes à venir*, Seuil, 2022.
- Cyril Dion, *Animal. Chaque génération a son combat. Voici le nôtre*, Coll. Domaine du possible, Actes Sud, 2021.
- Cynthia Fleury, *Ci-gît l'amer. Guérir du ressentiment*, Gallimard, 2020.

- Tristan Garcia, *Nous*, Le livre de Poche, Grasset et Fasquelle, 2016.
- Marius Gilbert, *Arts et sciences pour la transition*, Le Soir, 06/02/2023.
- Olivier Hamant, *La troisième voie du vivant*, Odile Jacob, 2022.
- Rob Hopkins, *Et si... on libérait notre imagination pour créer le futur que nous voulons ?*, Actes Sud, 2020.
- Paul Jorion, *Se débarrasser du capitalisme est une question de survie*, Fayard, 2017.
- Paul Jorion et Vincent Burnand-Galpin, *Comment sauver le genre humain*, Fayard, 2020.
- Bruno Latour et Nikolaj Schultz, *Mémo sur la nouvelle classe écologique*, Les empêcheurs de penser en rond, 2022.
- Éloi Laurent, *Sortir de la croissance, mode d'emploi*, Les liens qui libèrent, 2019.
- Laurent Lievens, *Décroissance et néodécroissance. L'engagement militant pour sortir de l'économisme écocidaire*, Presses Universitaires de Louvain, 2022.
- Michel Maffesoli, *Le temps des tribus, Le déclin de l'individualisme dans les sociétés postmodernes*, La Table Ronde, nouvelle édition 2019.
- Paul Magnette, *La vie large*, La Découverte, 2022.
- Meadows D., Randers J., Behrens W., *The limits to growth : a report for the Club of Rome's Project on the Predicament of mankind*, Universe Books, NY, 1972.
- Edgar Morin, *Les anti-peurs*, entretien avec Bernard Paillard, Communications, p. 57, 1993.

- Baptiste Morizot, *Manières d'être vivant*, Coll. Mondes sauvages, Actes Sud, 2020.
- Aurélie Piet et Marc Luyckx Ghisi, *2 milliards de réenchanteurs. Le manifeste des acteurs du changement*, Actes Sud, 2023.
- Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *La violence des riches. Chronique d'une immense casse sociale*, coll. Zones, La Découverte, 2013.
- Pierre Rabhi, *Vers la sobriété heureuse*, Arles, Actes Sud, 2010.
- Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, La Fabrique, 2005.
- Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, La Découverte, 1997.
- B. Scheuer , V. Scheltiens , D. Tremblay , « Noir, jaune, blues »... 5 ans après. Ce que la pandémie, les chocs climatiques récents, la guerre en Ukraine et le développement d'une inflation élevée ont changé dans les aspirations sociétales, Survey & Action/Fondation Ceci n'est pas une crise, septembre 2022, www.cecineestpasunecrise.org
- Benoît Scheuer, *Noir-Jaune-Blues et après ? voyage dans un archipel*, RTBF, Opinions, 01/06/18.
- Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Gauthier Chapelle, *Une autre fin du monde est possible : vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)*, Paris, Seuil, 2018.
- Edgar Szoc, *Inspirez, conpirez : le complotisme au 21^e siècle*, La Mulette, février 2017.
- David Van Reybrouck, *Plaidoyer pour un populisme*, Samsa, 2019 (2008 pour l'édition originale en néerlandais).

- David Van Reybrouck, *Contre les élections*, Coll. Babel, Actes Sud, 2014.
- Jean-Pascal Van Ypersele, *Climat : État d'urgence. Pourquoi il n'y a plus de temps à perdre*, carnet Le Vif, 21/09/2020.
- *Climat, trop faible couverture médiatique ?*, Imagine Demain le monde, n° 152, sept.-oct. 2022, p. 40-41.
- *Sortir du déni, imaginer demain : deux expériences pour se projeter dans l'avenir*, Culture et Démocratie, n° 54, septembre 2022.
- *Il nous faut une révolution politique, poétique et philosophique*, Entretien avec Carole Guilbaud, Zulma, 2022.
- *Climat, les conservatismes à l'œuvre*, Imagine Demain le monde, n° 152, sept.-oct. 2022.

Bibliographie

Peurs, colère, défiance. Et après ?

Annexes



Recherche-action des Equipes Populaires (2019-2020)

Questionnaire-enquête

A destination des participant.e.s à nos groupes et projets

1. **Au sein des Equipes populaires, je participe**
 - Au groupe et/ou au projet
 - A l'équipe régionale / au comité régional / au comité communautaire / au congrès
2. **Nom de la régionale :**
- (Entourer)
3. **Âge :** 18-25 / 26-35 / 36-45 / 46-55 / 56-65 / +65
4. **Sexe :** H / F / Autre
5. **Niveau d'études :** primaire / secondaire inférieur / secondaire sup. / supérieur court / supérieur long
6. **Je participe aux activités des Equipes Populaires depuis :**
 - Moins d'un an / quelques années / plus de 5 ans / au moins 10 ans / au moins 20 ans
7. **Je suis :** étudiant.e / travailleur avec emploi / travailleur sans emploi / pensionné.e
8. **J'habite :** en ville / à la campagne / semi-urbain
9. **Parmi mes 4 grands-parents, combien avaient/ont la nationalité belge à la naissance ?** 1 / 2 / 3 / 4

10. Quand vous pensez à l'avenir, à celui de vos enfants ou petits-enfants, quelle émotion ressentez-vous le plus fort ?

11. Qu'est-ce qui vous fait le plus peur pour l'avenir, celui de vos enfants ou petits-enfants ?

12. Qu'est-ce qui vous met le plus en colère quand vous pensez à l'avenir qui nous attend ?

13. On représente parfois les gens sur une échelle qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite. Vous, personnellement, si vous deviez vous situer, où vous situeriez-vous ?

Extrême gauche / gauche / centre / droite / extrême droite / en-dehors de ces classifications / ne sais pas

14. Affiliation à un syndicat : Non / FGTB / CSC / CGSLB

15. Affiliation à une mutuelle : Non / Solidaris / Mutualités chrétiennes / Mutualité libérale / Autre

16. Si j'ai des enfants scolarisés, ils le sont dans : le réseau libre / le réseau officiel

17. Je suis membre ou je me sens très proche d'un parti en particulier :

PTB / Ecolo / CDH / PS / MR / Défi / PP / Autre / Je ne veux pas le dire

18. Sentiment d'appartenance.

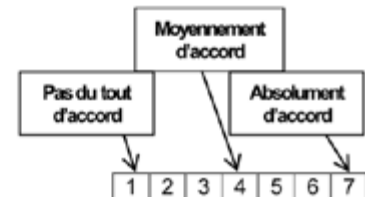
1 signifie : je ne me sens pas du tout appartenir à ce groupe. 7 signifie : je me sens vraiment appartenir à ce groupe sans réserve. Vous pouvez nuancer votre réponse à l'aide des cotes 2 à 6.

Je me sens vraiment appartenir à ce groupe (à cette instance, à cette institution)

	Pas du tout moyennement très fort						
	1	2	3	4	5	6	7
L'Europe							
La nation belge							
Ma famille							
L'entreprise (administration, association) où je travaille							
Les milieux populaires							
Les femmes							
Les hommes							
Le terroir où je suis né							
Le monde ouvrier							
Les gens qui ont la même religion que moi							
Les gens qui ont les mêmes idées politiques que moi							
Les gens qui font le même métier que moi							
Ma ville, mon quartier, mon village							
Ma région (Flandre, Wallonie, Bruxelles)							
Les gens de mon âge							
Mon milieu social							
Une communauté sur Internet en particulier							

19. Êtes-vous d'accord avec ces affirmations ?

1 signifie : pas du tout d'accord, 7 signifie : absolument d'accord.
Vous pouvez nuancer votre réponse à l'aide des cotes 2 à 6.



	1	2	3	4	5	6	7
Les dirigeants politiques ont laissé la finance prendre le pouvoir							
Les dirigeants politiques ont très peu de marge de manœuvre par rapport au pouvoir des financiers							
Je pense que le système politique actuel est globalement en échec							
Il y a de plus en plus d'inégalités sociales en Belgique							
J'ai vraiment peur de me retrouver au chômage							
Je suis très pessimiste face à l'évolution de la société dans laquelle je vis							
Je ressens de plus en plus que diverses peurs se développent vraiment dans notre société							
Au sein de la société actuelle, ce qui divise les gens entre eux est plus fort que ce qui les rassemble							
La gauche et la droite, cela n'a plus de sens, je ne me positionne plus selon ces critères							
La mondialisation enrichit encore plus les riches et appauvrit les pauvres							
J'ai peur que la mondialisation nous fasse perdre notre identité, nos façons de vivre et de penser							
La mondialisation est un danger car elle menace notre système social							
Dans ma vie professionnelle, je ressens souvent un stress important							
L'État et la sécurité sociale vont nous protéger de moins en moins (pour payer nos soins de santé, nos pensions, le chômage, etc.)							
Les allocations de chômage et les revenus de remplacement sont trop bas pour éviter la pauvreté							
La qualité des soins est actuellement menacée pour des raisons de coût							
Les inégalités hommes-femmes sont encore importantes en Belgique							
Il n'y a pas de travail pour nous parce que l'Europe a permis à des Roumains, à des Polonais, etc. de venir travailler chez nous à des salaires bas							
La solidarité entre les gens existe de moins en moins							
J'estime que les efforts faits sont suffisants pour l'environnement							
Il y a trop d'immigrés dans notre société							
Je suis vraiment favorable au rétablissement des frontières au niveau européen							
Nos gouvernements n'agissent pas assez pour lutter contre le réchauffement climatique							
La biodiversité est en danger							
Nous produisons et consommons beaucoup trop par rapport à ce que la planète peut supporter							
Les lobbies et les multinationales empêchent tout changement en faveur de l'environnement							
Le réchauffement climatique va être catastrophique							
La robotisation et l'intelligence artificielle vont détruire énormément d'emplois							
Il y a de plus en plus d'emplois qui n'ont aucun sens							
Les contrats de travail sont de plus en plus précaires							
Nos sociétés vont devenir de moins en moins démocratiques							
On risque de connaître à nouveau les dictatures et le fascisme en Europe							
Les médias ne donnent qu'une version des choses							
Le populisme est un danger pour l'Union Européenne							
Les gens sont aveuglés par les préjugés							

20. Confiance dans les institutions

1 signifie : Je n'ai aucune confiance, **7 signifie** : je fais confiance à cette institution pour affronter les grands problèmes de notre époque
Vous pouvez nuancer votre réponse à l'aide des cotes 2 à 6.

	Aucune confiance							Très grande confiance	
	1	2	3	4	5	6	7		
Les mutualités									
La police									
La justice									
L'enseignement / le système scolaire / les universités									
Les responsables politiques en général									
Les députés / le Parlement									
Votre employeur									
Les organisations patronales									
Les partis politiques									
La science / les chercheurs									
Mes ami.e.s									
La sécurité sociale									
La presse / les journalistes									
Le gouvernement belge									
Le gouvernement de ma région									
Les ONG et associations de la société civile									
Les syndicats									
Les PME									
Moi-même et les gens de mon niveau									
Les institutions religieuses									
Les grandes entreprises									
Les banques et les organismes financiers									
Les décideurs politiques européens									
Les pouvoirs communaux									
Les pouvoirs publics en général									

21. Cultures et religions

1 signifie : pas du tout d'accord, **7 signifie** : absolument d'accord.
Vous pouvez nuancer votre réponse à l'aide des cotes 2 à 6.

	Pas du tout d'accord		Moyennement d'accord			Absolument d'accord	
	1	2	3	4	5	6	7
Les Musulmans refusent de s'intégrer dans notre pays							
Les Juifs sont plus riches que la moyenne des Belges							
Les Juifs sont trop présents dans les médias							
Les Catholiques deviennent de plus en plus intolérants							
Les Musulmans menacent notre identité							
Les personnes athées sont souvent plus intolérantes que les personnes religieuses							
Même si nous n'avons pas la foi, nous devons défendre notre culture chrétienne							

22. Voici quelques exemples de luttes, de causes, de mobilisations possibles.

De laquelle / Desquelles vous sentez-vous le plus proche ? (**Entourer**)

(**Max. 5 réponses**. NB : cela ne veut pas dire que vous trouvez les autres causes secondaires)

Le Droit au logement / Contre les inégalités / Pour les énergies renouvelables /
L'anticapitalisme / Contre la mondialisation / Les Droits Humains / Pour la biodiversité /
Contre le réchauffement climatique / Contre la robotisation / Contre le patriarcat / Pour la sécurité sociale /
Contre le racisme / Pour la révolution / La justice fiscale / L'éducation permanente /
Contre la pollution / Contre le néolibéralisme / Contre les GAFAs / L'anti-fascisme / Le marxisme /
Le féminisme / Contre les élites / Pour la Justice / Pour la Justice sociale / Contre le populisme /

MERCI POUR VOTRE PARTICIPATION !

ANNEXE 2 : Grille pour guider les focus-groupes

Cette grille est destinée à aider l'animateur des discussions.

(Préalable : accueil chaleureux, boissons et en-cas selon l'heure, cadre de discussion convivial)

Temps 1 : Installation d'un climat de confiance (15')

- Installer le cadre de sécurité : ni jugement, ni débat, anonyme dans l'enquête. « *On cherche à comprendre nos questionnements ensemble.* »
- Tour de présentation
- Je participe à quel groupe, quel projet ?
- Quelque chose qui me passionne, qui me tient à cœur

Temps 2 : Notre société nous fait-elle peur ? (1h)

- Aujourd'hui, qu'est-ce qui vous inquiète (vraiment très fort) dans la société ?
 - o Pourquoi ?
 - o Est-ce une situation nouvelle ? (Qu'est-ce qui est nouveau ?)
- Pensez à votre avenir, à celui de vos enfants (petits-enfants) : qu'est-ce qui vous préoccupe ?
 - o Pourquoi ?
 - o Qu'est-ce qui pourrait vous rassurer ?
- Quelles sont les causes de ces « problèmes » ?
- Dans votre entourage, ces peurs sont-elles partagées ? Qu'en disent les gens autour de vous ?

(Si les sujets suivants n'ont pas été abordés par le groupe, présenter une diapo issue de l'enquête Noir-Jaune-Blues, et laisser librement les réactions s'exprimer)

- Institutions
- Migrations
- « Climat » / Environnement
- Travail
- Démocratie

Temps 3 : Comment apporter des réponses à ces peurs ? (45')

- Qu'espérons-nous ? Qu'est-ce qui pourrait se passer et qui nous rassurerait ?
- Parmi tous les problèmes dont on a parlé, y en a-t-il sur lesquels nous pouvons agir ?
 - o De quelle façon ?
 - o Avec quelles attentes ? Que peut-on changer par notre action ?
 - o Avec qui doit-on agir ? Qui peut nous aider ?
- Parmi tous les problèmes dont on a parlé, y en a-t-il sur lesquels nous *ne pouvons pas* agir ?
 - o Pourquoi ? Qu'est-ce qui nous manque ?
 - o Qui doit agir alors ?

« **Aujourd'hui, qu'est-ce qui m'inquiète vraiment très fort dans la société ?** »

C'est autour de cette question ouverte que cette recherche participative s'est développée au sein des *Équipes Populaires*, d'abord avec un questionnaire papier, ensuite avec l'organisation de focus-groupes, enfin avec la mise en discussion des résultats lors d'une journée d'étude, puis d'un colloque ouvert au public avec l'apport d'intervenants extérieurs.

Mais ce processus a été bousculé : la pandémie de Covid-19 en a plus d'une fois retardé le programme et les échéances de publication. Ce délai aura cependant été riche d'enseignements. L'étrange parenthèse des confinements et le bouleversement sociétal provoqué par cette pandémie a été à la fois un élément perturbateur et un élément amplificateur des constats où nous a menés ce processus de recherche.

Le climat de défiance envers le monde politique et médiatique, déjà identifié bien avant le début de l'année 2020, n'a fait que s'aggraver au fil de la gestion gouvernementale de la crise. Les inquiétudes liées à l'affaïssement démocratique se sont renforcées ; cette recherche semble d'ailleurs s'être nichée dans l'intervalle reliant deux vagues populistes dont la résonance est planétaire. En matière d'inégalités et de perspectives économiques, la crise de l'énergie est venue en ajouter à des préoccupations déjà aiguës. Quant aux urgences et aux catastrophes écologiques – pensons aux inondations de l'été 2021 et à l'accumulation des sécheresses et des feux de forêts –, nous saisissons chaque année un peu davantage leur gravité et leur réalité, partout dans le monde, jusque dans nos régions.

Et après ? Que faire des évidences qui se dégagent des échanges et des analyses partagées durant ce momentum de crise, voire davantage ? Notre société semble se situer à une bifurcation majeure. Quelle place voulons-nous prendre, en tant que mouvement d'éducation permanente ?

Ce document, fruit d'une dynamique participative bouleversée et bouleversante, tente d'apporter des éclairages concrets, des témoignages de terrain et quelques pistes pour des réflexions et des actions collectives.